

الجامعة التونسية لشركات التأمين

Fédération Tunisienne des Sociétés d'Assurances

Le Marché Tunisien des Assurances en

2 0 2 3

Tunisian Insurance Market in

2 0 2 3

Septembre 2024



L' ASSURANCE TUNISIENNE en 2023

SOMMAIRE

Introduction

A. Le marché tunisien des assurances	6
B. Les données clés du secteur	6
C. Le cadre institutionnel	8

Première Partie

I- LES ASSURANCES DIRECTES

A. Les primes émises	26
B. Les sinistres réglés	26
C. Les frais de gestion	26
D. Les résultats techniques nets	27

II- LA RÉASSURANCE

1. Les acceptations	28
2. Les cessions	30
3. Les rétrocessions	31
4. Les de réassurance effectuées par Tunis-Re	32

III- L' ACTIVITÉ GLOBALE (ASSURANCES DIRECTES ET ACCEPTATIONS)

A. Les primes	34
B. Les sinistres réglés et les provisions techniques	37
C. Les frais de gestion	38
D. Les résultats techniques	39
E. Les fonds propres, les placements & les revenus financiers	40

Deuxième Partie

A. Analyse Non vie & Vie	44
B. Analyse par branche	47
I. L' Assurance automobile	47
II. L' Assurance groupe maladie	53
III. L' Assurance transport	57
IV. L' Assurance incendie	61
V. L' Assurance des risques techniques et divers	65
VI. L' Assurance crédit	69
VII. L' Assurance agricole	72
VIII. L' Assurance vie	76

Annexes

Chiffres d'affaires par branche et par entreprise en 2023	82
Sinistres réglés par branche et par entreprise en 2023	83
Resultat technique par branche et par entreprise en 2023	84
Compte d'exploitation par branche (Affaires directes, Acceptations) en 2023	85
Tunisian insurance market in 2023	86
Liste des entreprises d'assurances & de réassurances	93

- Ce rapport a été établi à partir des états statistiques des exercices 2021 –2022 et 2023 transmis par les entreprises tunisiennes d'assurances et de réassurances régies par le code des assurances et à partir des états publiés sur le site du conseil du marché financier CMF
- Les opérations des caisses d'assurances sociales (CNRPS, CNSS et CNAM) et des sociétés mutuelles de prévoyance sont régies par le décret du 18 février 1954 sont exclues.

A background image showing a business meeting with people in suits, hands clasped, and documents on a table, overlaid with a blue tint.

INTRODUCTION

- A. LE MARCHÉ TUNISIEN DES ASSURANCES**
- B. LES DONNÉES CLÉS DU SECTEUR**
- C. LE CADRE INSTITUTIONNEL**

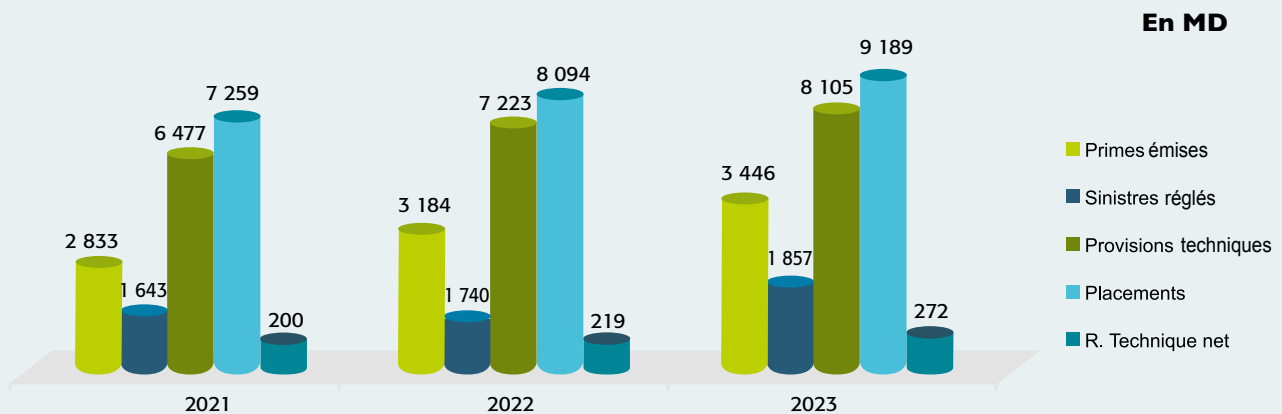
INTRODUCTION

A. LE MARCHÉ TUNISIEN DES ASSURANCES

En 2023, le marché tunisien des assurances a enregistré les résultats suivants :

- Les primes émises du secteur des assurances se sont élevées à 3 445,888 MD en 2023 contre 3 184,955 MD en 2022, soit une augmentation de 8,19%.
- Les sinistres réglés ont enregistré une augmentation de 6,70 % passant de 1 740,214 MD en 2022 à 1 856,785 MD en 2023.
- Les frais de gestion ont totalisé un montant de 787,439 MD en 2023 contre 732,094 MD en 2022, soit une augmentation de 7,56 %.
- Les provisions techniques ont enregistré une augmentation de 12,21% en 2023 passant de 7 223,562 MD en 2022 à 8 105,462 MD en 2023.
- Les montants des placements inscrits aux actifs des bilans se sont élevés à 9 188,972 MD en 2023 contre 8 094,177 MD en 2022, soit un taux de croissance de 13,53%.
- Le résultat technique de l'exercice s'est amélioré en 2023, Il dégage un excédent de 272,162 MD contre un excédent de 218,612 MD en 2022.
- Les bilans consolidés ont dégagé en 2023 un bénéfice de 277,321 MD contre un bénéfice de 259,738 MD en 2022.

B. LES DONNÉES CLES DU SECTEUR



En DT

	2022	2023	Ev. 23/22 en %
Primes Emises (Affaires Directes)	3 170 597 284	3 428 948 423	8,15
Acceptations	14 357 396	16 940 003	17,99
Primes Emises. (Affaires Directes+ Acceptations)	3 184 954 680	3 445 888 426	8,19
Sinistres Réglés (Affaires Directes)	1 735 599 259	1 845 224 417	6,32
Sinistres Réglés (Acceptations)	4 615 203	11 560 765	150,49
Sinistres Réglés (Affaires Directes + Acceptations)	1 740 214 462	1 856 785 182	6,70
Frais de Gestion (Affaires Directes)	729 987 067	784 183 614	7,42
Frais de Gestion (Acceptations)	2 106 494	3 255 108	54,49
Frais de Gestion (Affaires Directes + Acceptations)	732 093 561	787 438 722	7,56
Provisions Techniques	7 223 561 837	8 105 462 202	12,21
Cessions et Rétrocessions	531 089 316	576 520 113	8,55
Placements	8 094 177 230	9 188 972 437	13,53
Solde Financier	426 601 966	520 980 051	22,12
Solde de réassurance (résultats des cessions)	-203 810 271	-170 836 461	-16,18
Résultat technique net	218 611 793	272 162 299	24,50
Résultat aux Bilans	259 738 122	277 321 012	6,77

C. CADRE INSTITUTIONNEL

1.CODE D'ASSURANCES

Promulgué par la Loi n° 92-24 du 9 mars 1992 tel que complété et modifié par :

- La Loi n° 94-10 du 31 janvier 1994
- La Loi n° 97-24 du 28 avril 1997
- La Loi n° 2001-91 du 7 août 2001
- La Loi n° 2002-37 du 1er avril 2002
- La Loi n° 2003- 80 du 29 décembre 2003, portant loi de finances pour l'année 2004.
- La Loi n° 2005-86 du 15 août 2005.
- La Loi n° 2005-106 du 19 décembre 2005, portant loi de finances pour l'année 2006.
- La Loi n° 2008-8 du 13 février 2008.
- La Loi n° 2014-47 du 24 juillet 2014.

2.LE CONTRAT D'ASSURANCE EN GÉNÉRAL

A/ Le contrat d'assurance en général (Titre I du code des assurances, articles 1 à 47)

- Les paragraphes 2 et 3 de l'article 34 et le paragraphe 2 de l'article 44 ont été ajoutés par la loi n°2002-37 du 01 avril 2002 (le paragraphe 2 de l'article 44 a été modifié par la loi n°2008-8 du 13 février 2008).
- Les articles 46 et 47 ont été modifiés par la loi n° 2001-91 du 7 août 2001, portant simplification des procédures spécifiques aux autorisations administratives délivrées par les services du ministère des finances dans les diverses activités qui en relèvent et la loi n° 2008-8 du 13 février 2008.
- Arrêté du ministre des finances du 2 janvier 1993, fixant les modalités d'application de l'article 6 du code des assurances.
- Arrêté du ministre des finances du 22 novembre 2001 fixant le modèle type des conditions générales des contrats d'assurances, tel que complété par l'arrêté du ministre des finances du 01 mars 2016.

B- Le contrat d'assurance maritime

- Articles 297 à 365 du code de commerce maritime promulgué par la loi n° 62-13 du 24 avril 1962.
- Décret n° 90-216 du 20 janvier 1990 portant augmentation de la somme limite de la responsabilité du transporteur maritime pour les pertes, avaries ou dommages subis par colis ou par unité habituelle de fret de marchandises (application de l'article 147 du code de commerce maritime).
- Loi n° 2004-3 du 20 janvier 2004, modifiant et complétant le code de commerce maritime.
- Article 16 du décret n° 2004-329 du 9 février 2004, relatif aux modalités d'application des dispositions de l'article 55 du code des ports maritimes de commerce et notamment les conditions d'occupation temporaire du domaine public des ports maritimes de commerce : L'obligation de la responsabilité civile du bénéficiaire de l'autorisation d'occupation temporaire du domaine public des ports maritimes de commerce.

3.LES ASSURANCES OBLIGATOIRES

A- L'assurance automobile

- Loi n° 2005-86 du 15 août 2005, portant insertion d'un cinquième titre au code des assurances relatives à l'assurance de la responsabilité civile du fait de l'usage des véhicules terrestres à moteur et au régime d'indemnisation des préjudices résultant des atteintes aux personnes dans les accidents de la circulation (articles 110 à 176 du code des assurances).
- L'article 113 bis a été ajouté au code des assurances par l'article 6 de la loi n° 2008-8 du 13 février 2008.
- Le paragraphe 2 de l'article 113 du code des assurances a été ajouté par la loi n° 2008-8 du 13 février 2008.

- L'article 19 de la loi n°2005-106 du 19 décembre 2005, portant loi de finances pour l'année 2006 relatif à la création du fonds de prévention des accidents de la circulation.
- Arrêté du ministre de la justice et des droits de l'homme du 6 janvier 2006, portant inscription sur la liste des médecins légistes et des médecins ayant le certificat d'aptitude à l'évaluation du dommage corporel.
- Arrêté du ministre des finances du 17 janvier 2006, fixant les règles de fonctionnement du bureau central de tarification.
- Arrêté du ministre des finances du 17 janvier 2006, portant approbation du modèle-type des renseignements demandés en vue d'établir l'offre de transaction amiable.
- Arrêté du ministre des finances du 17 janvier 2006, portant approbation des statuts de l'association professionnelle chargée de l'application des conventions conclues avec les pays étrangers adhérents aux régimes de cartes internationales d'assurance (Carte verte et carte orange).
- Décret n°2006-873 du 27 mars 2006, relatif aux conditions d'application des dispositions du premier chapitre du titre 5 du code des assurances aux utilisateurs des véhicules terrestres à moteur non immatriculés dans l'une des séries d'immatriculation en usage en Tunisie ainsi que les modalités d'établissement et de validité des documents justificatifs de l'existence du contrat d'assurance, tel que modifié par le décret gouvernemental n°2015-880 du 23 juillet 2015(article 5).
- Arrêté du ministre des finances du 12 avril 2006, fixant la forme de l'attestation d'assurance et son contenu, tel que complété par l'arrêté du ministre des finances du 31 décembre 2015.
- Décret n°2006-1224 du 2 mai 2006, fixant les renseignements et les exemples obligatoires à inclure dans le procès-verbal d'enquête.
- Arrêté du ministre de la justice et des droits de l'homme du 1er juin 2006, portant inscription sur la liste des médecins ayant le certificat d'aptitude à l'évaluation du dommage corporel.
- Arrêté conjoint du ministre des finances, du ministre de la santé publique et du ministre des affaires sociales, de la solidarité et des Tunisiens à l'étranger du 8 juin 2006, fixant les tarifs cadres des frais de soin des victimes des accidents de la circulation.
- Décret n°2006-2069 du 24 juillet 2006, fixant les taux des contributions au financement du Fonds de Garantie des Victimes des Accidents de la Circulation et leur mode de calcul.
- Décret n°2006-2336 du 28 août 2006, relatif aux modalités d'intervention du Fonds de Prévention des Accidents de la Circulation, son mode de fonctionnement, l'assiette et les taux des contributions qui lui sont réservées, tel que modifié par le décret n°2007-275 du 12 février 2007.
- Arrêté du ministre de la justice et des droits de l'homme du 2 septembre 2006, portant inscription sur la liste des médecins ayant le certificat d'aptitude à l'évaluation du dommage corporel.
- Arrêté du ministre de l'intérieur du 28 novembre 2006, portant désignation du président et des membres de la commission consultative de gestion du fonds de prévention des accidents de la circulation.
- Arrêté du ministre des finances du 25 décembre 2006, portant approbation de la convention d'indemnisation pour le compte d'autrui.
- Arrêté conjoint du ministre des finances et du ministre de la santé publique du 11 juin 2007, portant approbation du barème des incapacités permanentes.
- Décret n°2007-1487 du 25 juin 2007, portant approbation de la convention fixant les droits et obligations des assureurs et de la caisse nationale d'assurance maladie en ce qui concerne le remboursement des montants versés ou exigibles au profit de la victime, et résultant des accidents de la circulation revêtant le caractère d'accidents de travail.
- Décret n°2007-1871 du 17 juillet 2007, fixant le tableau de conversion des rentes et le mode de calcul du capital objet de la conversion.
- Arrêté du ministre de la justice et des droits de l'homme du 25 août 2008, portant inscription sur la liste des médecins ayant le certificat d'aptitude à l'évaluation du dommage corporel.
- Arrêté du ministre de la justice et des droits de l'homme du 3 février 2009, portant inscription sur la liste des médecins ayant le certificat d'aptitude à l'évaluation du dommage corporel.

- Arrêté du ministre de l'intérieur et du développement local du 14 mai 2009, portant désignation d'un membre représentant l'organisation de la défense du consommateur à la commission consultative de gestion du fonds de prévention des accidents de la circulation.
- Arrêté du ministre de la justice et des droits de l'Homme du 02 juin 2010, relatif à l'inscription sur la liste des médecins ayant le certificat d'aptitude à l'évaluation du dommage corporel et des médecins légistes.
- Arrêté du ministre de l'intérieur et du développement local du 8 septembre 2010, portant nomination d'un membre représentant la FTUSA à la commission consultative de gestion du fonds de prévention des accidents de la circulation.
- Arrêté du ministre de l'intérieur et du développement local du 15 novembre 2010, portant nomination d'un membre représentant le ministère de l'intérieur et du développement local à la commission consultative de gestion du fonds de prévention des accidents de la circulation.
- Arrêté du ministre de la justice et des droits de l'Homme du 06 juin 2011, portant inscription sur la liste des médecins ayant le certificat d'aptitude à l'évaluation du dommage corporel.
- Arrêté du ministre de l'intérieur du 16 février 2012, portant nomination de deux membres à la commission consultative de gestion du fonds de prévention des accidents de la circulation représentant le ministre des finances et le ministre de la santé publique.
- Arrêté du ministre de l'intérieur du 11 mai 2012, portant nomination du président et d'un membre à la commission consultative de gestion du fonds de prévention des accidents de la circulation.
- Arrêté du ministre de la justice du 04 janvier 2013, portant inscription sur la liste des médecins ayant le certificat d'aptitude à l'évaluation du dommage corporel.
- Arrêté du ministre de l'intérieur du 18 janvier 2013, portant nomination d'un représentant du ministère de l'intérieur à la commission consultative de gestion du fonds de prévention des accidents de la circulation.
- Arrêté du ministre de la justice du 03 juin 2013, portant inscription sur la liste des médecins ayant le certificat d'aptitude à l'évaluation du dommage corporel.
- Arrêté du ministre de la justice du 16 janvier 2014, portant inscription sur la liste des médecins ayant le certificat d'aptitude à l'évaluation du dommage corporel.
- Arrêté du ministre de l'intérieur du 11 mars 2014, portant nomination des membres à la commission consultative de gestion du fonds de prévention des accidents de la circulation (représentants le secteur des assurances).
- Arrêté du ministre de l'intérieur du 24 septembre 2014, portant nomination d'un membre à la commission consultative de gestion du fonds de prévention des accidents de la circulation (représentant l'organisation de défense du consommateur).
- Article 55 de la loi n°2015-53 du 25 décembre 2015 portant loi de finances pour l'année 2016 ayant instauré la : non exigibilité des taxes dues sur les véhicules automobiles en cas de justification de leur nom circulation.
- Article 56 de la loi n°2015-53 du 25 décembre 2015 portant loi des finances pour l'année 2016 : Amélioration du recouvrement des taxes de circulation.
- Article 89 de la loi n°2015-53 du 25 décembre 2015 portant loi de finances pour l'année 2016 : prorogeant les délais de paiement des taxes de circulation pour les véhicules destinés à la location et les véhicules acquis dans le cadre des contrats d'ljora ou de leasing.
- Règlement du Comité Général des Assurances n° 01-2015 du 25 Décembre 2015 relatif à la création d'une Base de Données au niveau du CGA pour l'application du système « Bonus-Malus » du tarif de l'assurance responsabilité civile des propriétaires des véhicules terrestres à moteur.
- Décret gouvernemental n°2016-292 du 01 mars 2016, modifiant le décret n°2000-146 du 24 janvier 2000, relatif à la conduite sous l'empire d'un état alcoolique.
- Arrêté du ministre des finances du 16 février 2016, portant désignation des membres permanents et membres suppléants du bureau central de tarification.

B- L'assurance des accidents du travail et des maladies professionnelles

- Loi n° 94-28 du 21 février 1994, portant régime de réparation des préjudices résultant des accidents du travail et des maladies professionnelles.
- Textes d'applications : plusieurs décrets et arrêtés ont été publiés en application de la loi susvisée.
- Arrête du ministre de la justice du 12 octobre 2017, portant inscription sur la liste des médecins ayant le certificat d'aptitude à l'évolution du dommage corporel.

C- L'assurance maladie

- Loi n° 2004- 71 du 2 août 2004, portant institution d'un régime d'assurance maladie.
- Décret n° 2005-321 du 16 février 2005, portant organisation administrative et financière de la caisse nationale d'assurance maladie et ses modalités de fonctionnement modifié par le décret gouvernemental n°2019-660 du 24 juillet 2019.
- Décret n°2005-2192 du 9 août 2005, portant organisation du conseil national d'assurance maladie.
- Décret n°2005-3030 du 21 novembre 2005, fixant les conditions et les procédures de prise en charge par les organismes de sécurité sociale du montant du ticket modérateur exigible des personnes handicapées au titre de leur soins et hospitalisation dans les structures publiques de santé.
- Décret n°2005-3031 du 21 novembre 2005, fixant les modalités et les procédures de l'exercice du contrôle médical prévu par la loi n°2004-71 du 2 août 2004, portant institution d'un régime d'assurance maladie.
- Décret n°2005-3154 du 6 décembre 2005, portant détermination des modalités et procédures de conclusion et d'adhésion aux conventions régissant les rapports entre la caisse nationale d'assurance maladie et les prestataires de soins.
- Arrêté du ministre des affaires sociales, de la solidarité et des Tunisiens à l'étranger du 22 février 2006, portant approbation de la convention cadre régissant les rapports entre la caisse nationale d'assurance maladie et les prestataires de soins de libre pratique.
- Arrêté du ministre de la santé publique du 1er juin 2006, fixant la nomenclature générale des actes professionnels des médecins, biologistes, médecins dentistes, psychologues cliniciens, sages-femmes et auxiliaires médicaux tel qu'il a été modifié par les arrêtés du ministre de la santé publique du 29 octobre 2007, du 18 mars 2008 et du 1er mars 2010.
- Arrêté du ministre des affaires sociales, de la solidarité et des Tunisiens à l'étranger du 1er août 2006, portant extension de la convention cadre régissant les rapports entre la caisse nationale d'assurance maladie et les prestataires de soins de libre pratique aux médecins dentistes de libre pratique.
- Arrêté du ministre des affaires sociales, de la solidarité et des tunisiens à l'étranger du 6 février 2007, portant approbation de la convention sectorielle des médecins de libre pratique conclue entre la caisse nationale d'assurance maladie et le syndicat tunisien des médecins libéraux.
- Arrêté du ministre des affaires sociales, de la solidarité et des Tunisiens à l'étranger du 6 février 2007, portant approbation de la convention sectorielle des médecins dentistes de libre pratique conclue entre la caisse nationale d'assurance maladie et le syndicat tunisien des médecins dentistes de libre pratique.
- Arrêté du ministre des affaires sociales, de la solidarité et des Tunisiens à l'étranger du 6 février 2007, portant approbation de la convention sectorielle des biologistes de libre pratique conclue entre la caisse nationale d'assurance maladie et le syndicat national des biologistes de libre pratique.
- Arrêté conjoint du ministre des affaires sociales, de la solidarité et des Tunisiens à l'étranger et du ministre de la santé publique du 13 avril 2007, fixant les listes des spécialités et des actes médicaux et paramédicaux, des médicaments, de l'appareillage, des frais de transport sanitaire, ainsi que la liste des prestations nécessitant l'accord préalable, pris en charge par le régime de base d'assurance maladie.
- Arrêté du ministre des affaires sociales, de la solidarité et des Tunisiens à l'étranger du 2 mai 2007, portant approbation de la convention sectorielle des cliniques privées conclue entre la caisse nationale d'assurance maladie et la chambre syndicale nationale des cliniques privées.

- Décret n°2007-1073 du 02 mai 2007, portant classement de certains centres en centres spécialisés.
- Arrêté du ministre des affaires sociales, de la solidarité et des Tunisiens à l'étranger du 4 mai 2007, portant approbation de la convention sectorielle des cliniques privées conclue entre la caisse nationale d'assurance maladie et la chambre syndicale nationale des cliniques privées.
- Arrêté du ministre des affaires sociales, de la solidarité et des Tunisiens à l'étranger du 1er juin 2007, portant approbation de la convention sectorielle des pharmaciens d'officine de détail conclue entre la caisse nationale d'assurance maladie d'une part, et les syndicats des pharmaciens d'officine de jour et des pharmaciens d'officine de nuit d'autre part.
- Décret n°2007-1366 du 11 juin 2007, portant détermination des étapes d'application de la loi n°2004-71 du 2 août 2004, portant institution d'un régime d'assurance maladie aux différentes catégories d'assurés sociaux mentionnés dans les différents régimes légaux de sécurité sociale.
- Décret n° 2008-756 du 24 mars 2008, modifiant le décret n°2007-1367 du 11 juin 2007, portant détermination des modalités de prise en charge, Procédures et taux des prestations de soins au titre du régime de base d'assurance maladie.
- Décret n°2007-1406 du 18 juin 2007, fixant l'assiette de calcul des taux de cotisations dues au titre de régime de base d'assurance maladie et ses étapes d'application.
- Arrêté conjoint du ministre des affaires sociales, de la solidarité et des Tunisiens à l'étranger et du ministre de la santé publique du 25 juin 2007, portant fixation de la liste des affections lourdes ou chroniques prises en charge intégralement par la caisse nationale d'assurance maladie.
- Arrêté conjoint du ministre des affaires sociales, de la solidarité et des Tunisiens à l'étranger et du ministre de la santé publique du 29 juin 2007, portant fixation de la liste des prestations d'hospitalisation dispensées dans les établissements sanitaires privés conventionnés avec la caisse nationale d'assurance maladie et prises en charge dans le cadre du régime de base d'assurance maladie.
- Arrêté conjoint du ministre des affaires sociales, de la solidarité et des Tunisiens à l'étranger et du ministre de la santé publique du 15 août 2007, relatif à la fixation de la liste des médicaments génériques servant de base pour la détermination des prix de référence des médicaments dans le cadre du régime de base d'assurance maladie.
- Arrêté du ministre de la santé publique du 15 août 2007, modifiant et complétant l'arrêté du 19 septembre 2002, fixant la liste des établissements publics hospitaliers autorisés à effectuer les prélèvements ou les greffes d'organes humains.
- Arrêté du ministre des affaires sociales, de la solidarité et des Tunisiens à l'étranger du 15 août 2007, portant approbation de l'avenant n°1 à la convention sectorielle des médecins de libre pratique conclu entre la CNAM et le syndicat Tunisien des médecins libéraux.
- Arrêté du ministre des affaires sociales, de la solidarité et des Tunisiens à l'étranger du 15 août 2007, portant approbation de l'avenant n°1 et l'avenant n°2 de la convention sectorielle des cliniques privées conclus entre la caisse nationale d'assurance maladie et la chambre syndicale nationale des cliniques privées.
- Arrêté du ministre des affaires sociales, de la solidarité et des Tunisiens à l'étranger du 12 décembre 2007, portant extension de la convention cadre régissant les rapports entre la CNAM et les prestataires de soins de libre pratique aux médecins spécialistes adhérents au syndicat tunisien des médecins spécialistes libéraux.
- Arrêté du ministre des affaires sociales, de la solidarité et des Tunisiens à l'étranger du 5 octobre 2007, portant extension de la convention cadre régissant les rapports entre la CNAM et les prestataires de soins de libre pratique aux physiothérapeutes.
- Arrêté conjoint du ministre des finances et du ministre de la santé publique du 22 février 2008, fixant le tarif applicable à la délivrance des produits sanguins à usage thérapeutique au titre de leur transformation, analyse, conservation ainsi que de la préparation de leurs dérivés.
- Arrêté du ministre des affaires sociales, de la solidarité et des Tunisiens à l'étranger du 3 juin 2008, portant fixation du plafond annuel des montants des prestations de soins ambulatoires prises en charge par le régime de base d'assurance maladie, au titre de la filière privée de soins ou du système de remboursement, tel qu'il a été modifié et complété par l'arrêté du ministre des affaires sociales, de la solidarité et des Tunisiens à l'étranger du 24 juin 2010.

- Arrêté du ministre des finances et du ministre de la santé publique du 7 juillet 2008, portant modification de l'arrêté du 19 décembre 1996, fixant les tarifs de prise en charge des malades payants dans les structures sanitaires publiques relevant du ministère de la santé publique.
- Arrêté du ministre des affaires sociales, de la solidarité et des Tunisiens à l'étranger du 7 août 2008, portant approbation des avenants n°2, n°3 et n°4 de la convention sectorielle des médecins de libre pratique conclue entre la CNAM et le syndicat tunisien des médecins libéraux.
- Arrêté du ministre des affaires sociales, de la solidarité et des Tunisiens à l'étranger du 7 août 2008, portant approbation de l'avenant n°5 de la convention sectorielle des médecins de libre pratique conclue entre la CNAM et le syndicat tunisien des médecins libéraux.
- Arrêté du ministre des affaires sociales, de la solidarité et des Tunisiens à l'étranger du 18 août 2008, portant approbation de l'avenant n°1 de la Convention sectorielle des médecins dentistes de libre pratique conclue entre la CNAM et le syndicat tunisien des médecins dentistes de libre pratique.
- Arrêté du ministre des affaires sociales, de la solidarité et des Tunisiens à l'étranger du 8 octobre 2008, portant approbation de l'avenant n°6 de la convention sectorielle des médecins de libre pratique conclue entre la CNAM et le syndicat tunisien des médecins libéraux.
- Arrêté du ministre des affaires sociales, de la solidarité et des Tunisiens à l'étranger du 7 janvier 2009, portant fixation du membre ? des commissions régionales de contrôle médical, leur attribution territoriale, leur composition et leurs modalités de fonctionnement créées auprès de la CNAM.
- Arrêté du ministre de la santé publique du 5 février 2009, portant création du comité technique de la sécurité des malades et organisation de ses modalités de fonctionnement tel que complété par l'arrêté du 17 avril 2009.
- Arrêté du ministre de la santé publique du 16 juin 2009, fixant la liste des établissements sanitaires à vocation universitaire, des hôpitaux régionaux, des hôpitaux de circonscription et des groupements de santé de base relevant du ministère de la santé publique.
- Arrêté du ministre des affaires sociales du 30 juin 2014, portant approbation de l'avenant n°1 de la convention sectorielle des pharmaciens d'officine de détail conclu entre la CNAM et le syndicat des pharmaciens d'officine de Tunisie.

D- L'assurance incendie

- Les articles 29, 31 et 32 de la loi n° 80-88 du 31 décembre 1980 portant loi de finances pour la gestion 1981 instituant une obligation d'assurance incendie.
- Décret n° 81-1595 du 24 novembre 1981, fixant les conditions de l'obligation d'assurance incendie édictée par les articles 29, 31 et 32 de la loi n° 80-88 du 31 décembre 1980.
- Décret –loi n°2011-40 du 19 mai 2011 relatif à la réparation des dommages causés par les émeutes et mouvements populaires.
- Décret n°2011-790 du 27 juin 2011 fixant les modalités, les procédures et les règles de fonctionnement du décret –loi n°2011-40 du 19 mai 2011, tel que modifié par le décret n° 2011-3165 du 24 octobre 2011.
- Arrêté du ministre des finances du 05 décembre 2011, portant désignation des membres de la commission chargée des demandes d'indemnisation des dommages causés par les émeutes et mouvements populaires.
- Arrêté du ministre des finances du 27 janvier 2014, portant désignation d'un membre à la commission chargée des demandes d'indemnisation des dommages causés par les émeutes et mouvements populaires (représentant la FTUSA).

E- L'assurance transport des marchandises à l'importation

- Les articles 30, 31 et 32 de la loi n° 80-88 du 31 décembre 1980 portant loi de finances pour la gestion 1981 instituant une obligation d'assurance transport des marchandises à l'importation.
- Décret n° 81-1596 du 24 novembre 1981, fixant les conditions d'application de l'obligation d'assurance transport des marchandises à l'importation.

- Décret n° 99-2364 du 27 octobre 1999, modifiant le décret n° 81-1596 du 24 novembre 1981.

F- L'assurance dans le domaine de la construction

- Loi n° 94-9 du 31 janvier 1994 relative à la responsabilité et au contrôle technique dans le domaine de la construction.
- Titre III du code des assurances (articles 95 à 100 ajoutés par la loi n° 94-10 du 31 janvier 1994), instituant l'obligation d'assurance dans le domaine de la construction.
- Décret n° 95-415 du 6 mars 1995, fixant la liste des ouvrages non soumis à l'obligation d'assurance de la responsabilité décennale des intervenants dans leur réalisation, tel qu'il a été complété par le décret n° 97-1360 du 14 juillet 1997.
- Décret n° 95-416 du 6 mars 1995 relatif à la définition des missions du contrôleur technique et aux conditions de l'octroi de l'agrément

G- L'assurance de responsabilité professionnelle

- Campements de tourisme : article 13 de l'arrêté du ministre du commerce du 25 septembre 1978, portant réglementation des campements de tourisme.
- L'hébergement touristique à temps partagé : décret n°2009-1935 du 15 juin 2009, portant fixation des conditions d'obtention de l'autorisation préalable à l'exercice de l'activité d'hébergement touristique à temps partagé (article 3).
- L'agent immobilier : Loi n° 81-55 du 23 juin 1981, portant l'organisation de la profession d'agent immobilier ;
- Décret n° 81-1814 du 22 décembre 1981 fixant les modalités de la délivrance de la carte professionnelle à l'agent immobilier (article 3).
- Commerçants des ascenseurs : loi n° 87-49 du 2 août 1987 réglementant le commerce des ascenseurs et assimilés (articles 3 et 5).
- Commission de délivrance des licences des Agences de voyage : décret 87-273 du 17 février 1987 relatif à la composition et modalités de fonctionnement de la commission de délivrance des licences des agences de voyage.
- Etablissements sanitaires privés : loi n° 91-63 du 29 juillet 1991, relative à l'organisation sanitaire (articles 48 et 59).
- Organisation et développement de l'éducation physiques et des activités sportives : Loi n°94-104 du 3 août 1994 (article 27).
- Transitaires : loi n° 95-32 du 14 avril 1995, relative aux transitaires, modifiée et complétée par la loi n° 2008-43 du 21 juillet 2008 et par l'arrêté du ministre du transport du 15 septembre 2009, portant approbation du cahier des charges relatives à l'exercice de la profession transitaire.
- Décret n°2010-1079 du 17 mai 2010 fixant les critères et le barème des montants transactionnels prévus par la loi n° 95-32 du 14 avril 1995 relative aux transitaires, modifiée et complétée par la loi n° 2008-43 du 21 juillet 2008.
- Arrêté du ministre des finances du 2 décembre 2009, fixant les conditions d'assurance de la responsabilité civile professionnelle découlant de l'exercice de l'activité de transitaire prévue par l'article 19 de la loi n° 95-32 du 14 avril 1995, relative aux transitaires, modifiée et complétée par la loi n° 2008-43 du 21 juillet 2008.
- Les entreprises produisant, transportant ou gérant les déchets : Loi n° 96-41 du 10 juin 1996, relative aux déchets et au contrôle de leur gestion et de leur élimination (articles 34 et 47).
- Les établissements privés de protection des personnes âgées : Décret n° 96-1766 du 30 septembre 1996 fixant les conditions de création des établissements privés de protection des personnes âgées et les modalités de leur fonctionnement (titre II).
- Liquidateurs, mandataires de justice, syndics et administrateurs judiciaires : loi n° 97-71 du 11 novembre 1997, relative aux liquidateurs, mandataires de justice, syndics et administrateurs judiciaires (article 39) et arrêté du ministre de la justice du 15 avril 1999, portant fixation du montant minimum du contrat d'assurance sur la responsabilité civile de ces professionnels.
- Centre d'hémodialyse : arrêté du ministère de la santé publique du 27 avril 1998 fixant la liste des documents exigés lors de la constitution du dossier préliminaire et du dossier définitif pour l'obtention de l'accord de principe et de l'autorisation pour l'exploitation, l'extension, le transfert ou la cession d'un centre d'hémodialyse (article 4).
- Les sociétés professionnelles d'avocats : loi n° 98-65 du 20 juillet 1998, relative aux sociétés professionnelles d'avocats (article 29).

- Activités dans les ports maritimes et commerciaux : loi n° 2009-48 du 8 juillet 2009, portant promulgation du code des ports maritimes abrogeant la Loi n° 99-25 du 18 mars 1999, relative à la promulgation du code des ports maritimes et commerciaux.
- Commerce électronique : Loi n° 2000-83 du 9 août 2000, relative aux échanges et au commerce électronique.
- Cahier des charges des fournisseurs de services de certification électronique : Décret n° 2001-1667 du 17 juillet 2001, portant approbation du cahier des charges relatives à l'exercice de l'activité de fournisseur de services de certification électronique.
- Structures professionnelles de production et de diffusion des arts dramatiques : Décret n° 2001-1986 du 27 août 2001 fixant les conditions de ces structures (article Premier, cahier de charge).
- Les établissements touristiques d'animation musicale : article 2 de l'arrêté du ministre du tourisme du 10 juin 2009 fixant les normes minimales de classement de ces établissements (l'obligation de souscrire des contrats d'assurances pour couvrir les risques d'incendie et de responsabilité civile et professionnelle).
- La représentation des sociétés étrangères de classification de navires : arrêté du ministre du transport du 15 septembre 2009, portant approbation du cahier des charges relatif à l'exercice de la profession de représentation des sociétés étrangères de classification de navires.
- Ravitailleur de navires : arrêté du ministre du transport du 15 septembre 2009, portant approbation du cahier des charges relatif à l'exercice de la profession de ravitailleur de navires.
- Courtier d'affrètement : arrêté du ministre du transport du 15 septembre 2009, portant approbation du cahier des charges relatif à l'exercice de la profession de courtier d'affrètement.
- La profession de pilote : arrêté du ministre du transport du 15 septembre 2009, portant approbation du cahier des charges relatives à l'exercice de la profession de pilote.
- Expert maritime : arrêté du ministre du transport du 15 septembre 2009, portant approbation du cahier des charges relatif à l'exercice de la profession d'expert maritime.
- Consignataire de navires : arrêté du ministre du transport du 15 septembre 2009, portant approbation du cahier des charges relatif à l'exercice de la profession de consignataire de navires.
- Consignataire de la cargaison : arrêté du ministre du transport du 15 septembre 2009, portant approbation du cahier des charges relatif à l'exercice de la profession de consignataire de la cargaison.
- L'assistance, le sauvetage et de remorquage en mer : arrêté du ministre du transport du 15 septembre 2009, portant approbation du cahier des charges relatives à l'exercice de la profession d'assistance, de sauvetage et de remorquage en mer.
- La gestion des navires de commerce : arrêté du ministre du transport du 15 septembre 2009, portant approbation du cahier des charges relatif à l'exercice de la profession de gestion des navires de commerce.
- Les professions maritimes : loi n°2008-44 du 21 juillet 2008, portant organisation des professions maritimes (articles 2 et 15).
- Arrêté du ministre des finances du 2 décembre 2009, fixant les conditions d'assurance de la responsabilité civile professionnelle découlant de l'exercice des professions maritimes prévue à l'article 15 de la loi n°2008-44 du 21 juillet 2008, portant organisation des professions maritimes.
- Décret n°2010-1080 du 17 mai 2010, fixant les critères et le barème des montants transactionnels prévus par loi n°2008-44 du 21 juillet 2008, portant organisation des professions maritimes.

4. LES AUTRES ASSURANCES

A- L'assurance Vie

- Arrêté du ministre des finances du 27 février 2001, fixant la liste, le mode de calcul des provisions techniques et les conditions de leur représentation.

- Arrêté du ministre des finances du 3 mars 2012, modifiant l'arrêté du ministre des finances du 27 février 2001, fixant la liste, le mode de calcul des provisions techniques et les conditions de leur représentation.
- Arrêté du ministre de l'économie et des finances du 11 mars 2014, portant fixation du taux de la cotisation minimale payée par le salarié dans les contrats collectifs d'assurance vie.
- Circulaire du Comité Général des Assurances N°01/2016 relative à l'assurance vie et à la capitalisation.
- Règlement CGA n°04/18 du 17 Octobre 2018 fixant les spécifications obligatoires à insérer au niveau des Notes techniques relatives aux contrats d'assurance Vie et de Capitalisation
- Règlement CGA n°03/2022 du 11 novembre 2022 portant organisation des contrats d'assurances collectifs, des conventions cadres et des conventions bilatérales.

B- L'assurance à l'exportation (Titre IV du code des assurances : articles 101 à 109)

- Les articles 101 à 109 ont été ajoutés au code des assurances Tunisien par la loi n° 97- 24 du 28 avril 1997.
- Décret n° 98-1690 du 31 août 1998 fixant les modalités et les conditions de fonctionnement du fonds de garantie des risques à l'exportation tel que modifié par le décret n° 2002-2074 du 10 septembre 2002 (l'article 11 du décret a été abrogé).
- Loi n° 99-95 du 6 décembre 1999, relative à la création d'un fonds de garantie de financement des exportations avant expédition.
- Décret n° 2000-23 du 3 janvier 2000, fixant les conditions et les modalités de fonctionnement du fonds de garantie de financement des exportations avant expédition et créant la commission de garantie de financement des exportations.
- L'article 5 de la loi n°2008-79 du 30 décembre 2008, portant mesures conjoncturelles de soutien aux entreprises économiques pour poursuivre leurs activités.
- Loi n° 2008-80 du 30 décembre 2008, autorisant l'Etat à souscrire à l'augmentation du capital la compagnie Tunisienne pour l'assurance du commerce extérieur (COTUNACE).
- Loi n° 2019-36 du 16 avril 2019, modifiant la loi n° 99-95 du 6 décembre 1999, relative à la création d'un fonds de garantie de financement des exportations avant expédition.
- Décret gouvernemental n° 2019-889 du 17 octobre 2019, fixant les conditions de couverture et les modalités de fonctionnement du fonds de garantie de financement des exportations avant expédition, la création de la commission stratégique des préfinancements des exportations et les conditions de son fonctionnement.

C - Les calamités agricoles

- Fonds de mutualité pour l'indemnisation des dommages agricoles dus aux calamités naturelles (articles 52, 53, 54, 55 et 56 de la loi n° 86-106 du 31 décembre 1986, portant loi de finances pour la gestion 1987).
- Décret n° 88-948 du 21 mai 1988, fixant à partir de la campagne agricole 1988-1989, le champ d'intervention, le montant de la contribution et le taux d'indemnisation des agriculteurs relatifs au fonds de mutualités pour l'indemnisation des dommages agricoles dus aux calamités naturelles.
- Décret n° 88-949 du 21 mai 1988, fixant les modalités et les conditions d'intervention et de gestion du fonds de mutualité pour l'indemnisation des dommages dus aux calamités naturelles.
- Fonds d'indemnisation des dommages agricoles causés par les calamités naturelles : crée par l'article 17 de la loi n°2017-66 du 18 décembre 2017 par la loi de finances pour l'année 2018.
- Décret gouvernemental n° 2018-729 du 16 août 2018, fixant la liste des produits soumis à la taxe de solidarité due au profit du fonds d'indemnisation des dommages agricoles causés par les calamités naturelles.
- Décret gouvernemental n°2018-820 du 09 octobre 2018, fixant les zones des grandes cultures endommagées en raison de la sécheresse pour la saison agricole 2017-2018.
- Décret gouvernemental n° 2018-821 du 9 octobre 2018, fixant les activités concernées par les interventions du fonds d'indemnisation des dommages agricoles dus aux catastrophes naturelles, les modalités de sa conduite et les conditions de son intervention.

D – Assurance TAKAFUL (titre 7 du code des assurances)

- Loi n° 2014-47 du 24 juillet 2014, amendant et complétant le code des assurances par l'insertion d'un 7ème titre relatif à « l'assurance Takaful » : articles 201 à 217.

5.LES PROFESSIONS D'ASSURANCES

A- Les entreprises d'assurances (titre II chapitre I du code des assurances : (articles 48 à 66)

- Les articles 48, 53, 54, 55, 56, 57, 58, 59, 60, 61 et 66 du code des assurances ont été modifiés par la loi n° 2002- 37 du 1er avril 2002.
- Les articles 48, 50, 51, 54, 58, 60,61 et 63 du code des assurances ont été modifiés par la loi n° 2008- 8 du 13 février 2008.
- L'article 58 bis a été ajouté par la loi n° 2002- 37 du 1er avril 2002.
- Les paragraphes : 3 de l'article 48, 3 de l'article 50, 2 et 3 de l'article 54, 3 de l'article 62 et 2 de l'article 65, ont été ajoutés par l'article 4 de la loi n° 2008-8 du 13 février 2008.
- Les articles 50 bis et 50 ter ont été ajoutés au code des assurances par l'article 6 de la loi n° 2008-8 du 13 février 2008.
- Le dernier paragraphe de l'article 61 du code des assurances a été abrogé par l'article 7 de la loi n° 2008-8 du 13 février 2008.
- Décret n° 92-2257 du 31 décembre 1992, fixant les dispositions-types des statuts des sociétés d'assurances à forme mutuelle.
- Arrêté du ministre des finances du 26 juin 2000, portant approbation des normes comptables sectorielles relatives aux opérations spécifiques aux entreprises d'assurances et/ou de réassurances, à la présentation de leurs états financiers, à leur contrôle interne et à l'organisation comptable.
- Arrêté du ministre des finances du 27 février 2001, fixant la liste, le mode de calcul des provisions techniques et les conditions de leur représentation, tel qu'il a été modifié par les arrêtés du ministre des finances du 28 mars 2005, du 5 janvier 2009, du 06 juin 2011 et du 03 mars 2012 et de 01 mars 2016.
- Arrêté du ministre des finances du 3 octobre 2005, fixant les documents constitutifs du rapport annuel prévu par l'article 60 du code des assurances : il a abrogé les dispositions de l'arrêté du ministre des finances du 31 juillet 2001.
- Arrêté du ministre des finances du 2 janvier 1993 fixant la liste, des catégories d'assurances prévues à l'article 49 du code des assurances, tel qu'il a été modifié par l'arrêté du ministre des finances du 8 août 2002.
- Arrêté du ministre des finances du 2 septembre 2002 fixant le contenu du dossier prévu à l'article 48 du code des assurances (constitution d'une société de réassurance).
- Arrêté du ministre des finances du 7 mars 2003, fixant la liste et la forme des documents et des états de conjoncture des entreprises d'assurances et de réassurances, prévus à l'article 60 (nouveau) du code des assurances.
- Décision du Comité Général des Assurances n° 01/2016 du 13 Juillet 2016 fixant les règles de la bonne gouvernance et de gestion dans les sociétés d'assurance et de réassurance.
- Articles 52 de la loi n°2017-66 du 18 décembre 2017, portant loi de finances pour l'année 2018 instituant une taxe conjoncturelle au profit du budget de l'état pour les années 2018 et 2019.
- Articles 53 de la loi n°2017-66 du 18 décembre 2017, portant loi de finances pour l'année 2018 : instituant une contribution sociale de solidarité.

B- Les intermédiaires, les experts en assurance et les commissaires d'avaries (titre II chapitre II du code des assurances, articles 69 à 81)

- Les articles 69,73 et 78 du code des assurances ont été modifiés par la loi n° 2002-37 du 1er avril 2002.
- Le dernier paragraphe de l'article 79, l'article 80 et le dernier paragraphe de l'article 81 du code des assurances sont modifiés

par la loi n° 2001-91 du 7 Août 2001 portant simplification des procédures spécifiques aux autorisations administratives délivrées par les services du ministère des finances dans les diverses activités qui en relèvent.

- Les articles 69, 70, 76 et 78 du code des assurances ont été modifiés par la loi de finance n° 2003- 80 du 29 décembre 2003.
- Les articles 70, 71, 75 et 79 du code des assurances ont été modifiés par la loi n° 2008-8 du 13 février 2008.
- Décret n° 92-2259 du 31 décembre 1992, fixant la composition et les règles de fonctionnement de la commission des intermédiaires prévue à l'article 71 du code des assurances tel qu'il a été modifié par le décret n°2009-39 du 5 janvier 2009.
- Décret n° 2002-543 du 5 mars 2002, portant fixation des conditions d'exercice de l'activité d'actuaire habilité à certifier les tarifs d'assurance vie, prévues à l'article 47 du code des assurances.
- Arrêté du ministre des finances du 5 juin 2002, portant approbation du cahier des charges fixant les conditions d'exercice des missions d'actuariat pour la certification des tarifs d'assurance vie.
- Arrêté du ministre des finances du 5 juin 2002, portant approbation du cahier des charges fixant les conditions d'exercice des missions d'expertise en assurance et de commissariat aux avaries.
- Arrêté du ministre des finances du 8 août 2002, fixant les catégories d'assurances prévues à l'article 69 du code des assurances (opérations d'assurances qui peuvent être présentées au public par l'entremise des banques), modifié par l'arrêté du ministre des finances du 10 mars 2004.
- Arrêté du ministre de l'économie, des finances et de l'appui à l'investissement du 4 mai 2021 complétant l'arrêté du 8 août 2002, fixant les catégories d'assurances prévues à l'article 69 du code des assurances.
- Arrêté du ministre des finances du 3 février 2009, modifiant l'arrêté du ministre des finances du 29 août 2001, relatif aux prestations administratives fournies par les services du ministère des finances et aux conditions de leur octroi.

C- contrôle (titre II chapitre III du code des assurances, articles 82 à 90)

- Le paragraphe 3 de l'article 88 du code des assurances a été modifié par la loi n°2001-91 du 7 août 2001 et la loi n° 2008-8 du 13 février 2008.
- Les articles 82, 83, 88 et 89 du code des assurances ont été modifiés par la loi n° 2002-37 du 1er avril 2002.
- L'article 89 bis du code des assurances a été modifié par la loi n° 2002-37 du 1er avril 2002.
- Les articles 82, 84, 86, 87 et 88 du code des assurances ont été modifiés par la loi n°2008-8 du 13 février 2008.

6. LES AUTRES ORGANISMES D'ASSURANCES

A- Les entreprises d'assurances et de réassurances non résidentes

- Articles 67 et 68 du code des assurances, ont été modifiés par la loi n°2008-8 du 13 février 2008.
- Le paragraphe 2 de l'article 68 du code des assurances a été ajouté par la loi n°2008-8 du 13 février 2008.
- Loi n° 85-108 du 6 décembre 1985 portant encouragement d'organismes financiers et bancaires travaillant essentiellement avec les non-résidents (article 28).

B- Le fonds de garantie des assurés :

- Articles 35 à 39 de la loi n° 2000-98 du 25 décembre 2000, portant loi de finances pour l'année 2001 relative à la création du fonds de garantie des assurés.
- Décret n° 2002-418 du 14 février 2002, fixant les conditions d'intervention, les modalités de fonctionnement et les modes de financement du fonds de garantie des assurés, modifié par le décret n° 2002-2123 du 23 septembre 2002, le décret n° 2005-2025 du 18 juillet 2005, le décret n°2011-789 du 24 juin 2011, le décret n°2011-4651 du 06 décembre 2011 et par le décret gouvernemental n° 2018-1050 du 17 décembre 2018 (La contribution des assurés est fixée à trois dinars au titre de chaque attestation d'assurance).
- Arrêté du ministre des finances du 13 août 2003 désignant les membres de la commission de garantie des assurés prévue à l'article 3 du décret n°2002- 418 du 14 février 2002.

- Arrêté du ministre des finances du 27 janvier 2014 désignant les membres à la commission de garantie des assurés.
- Loi n° 2019-24 du 12 mars 2019 relative à l'indemnisation des dommages causés aux institutions économiques suite inondations.
- Décret gouvernemental n° 2019-614 du 12 juillet 2019 relatif à la délimitation des régions et de la période couverte par l'indemnisation, les formules et procédures d'intervention du fond de garantie des assurés et les conditions d'octroi de l'indemnisation prévues par la loi n° 24 de 2019 du 12 mars 2019 relative à la réparation des dommages aux institutions économiques suite aux inondations.

C- Les mutuelles agricoles

- Décret du 26 mars 1931 relatif aux assurances mutuelles agricoles, tel que modifié par le décret du 07 juillet 1955.

D- Les sociétés mutuelles de prévoyances

- Décret du 18 février 1954 relatif aux sociétés mutuelles.
- Arrêté des secrétaires d'Etat au plan et aux finances et à la santé et aux affaires sociales du 26 mai 1961, portant établissement des statuts-types des sociétés mutualistes et rendant obligatoires certaines dispositions des dits statuts.
- Arrêté conjoint du ministre des finances et du ministre des affaires sociales du 17 septembre 1984, portant amendement des statuts-types des sociétés mutualistes.
- Articles 28 de la loi n°2017-66 du 18 décembre 2017, portant loi de finances pour l'année 2018 : soumission des assurances mutuelles à l'impôt sur les sociétés.

7. L'ORGANISATION DE LA PROFESSION

A-Le comité général des assurances : Autorité de contrôle

- Loi n° 2008-8 du 13 février 2008, modifiant et complétant le code des assurances : insertion d'un sixième titre intitulé « le comité général des assurances » et comportant les articles 177 à 200.
- Décret n° 2001-2729 du 26 novembre 2001, modifiant le décret n° 91-556 du 23 avril 1991 portant organisation du ministre des finances.
- Décret n° 2012-1049 du 26 juillet 2012, désignant le président du comité général des assurances.
- Décret n° 2008-2046 du 2 juin 2008, fixant la rémunération et les avantages accordés au président du comité général des assurances prévues à l'article 196 du code des assurances.
- Décret n° 2008-2047 du 2 juin 2008 fixant l'indemnité allouée aux membres du collège du comité général des assurances, prévue à l'article 184 du code des assurances tel qu'il a été modifié par le décret n° 2012-629 du 13 juin 2012.
- Décret n° 2008-2553 du 7 juillet 2008 fixant les taux des redevances revenant au comité général des assurances et prévues par l'article 198 du code des assurances ainsi que leurs montants et les modalités de leur perception, tel que modifié par le décret gouvernemental n°2015-220 du 21 mai 2015(article 1).
- Décret n° 2008-2730 du 4 août 2008 portant nomination des membres du collège du comité général des assurances.
- Décret n° 2009-39 du 5 janvier 2009 modifiant le décret n° 92-2259 du 31 décembre 1992 fixant la composition et les règles de fonctionnement de la commission prévue à l'article 71 du code des assurances.
- Décret gouvernemental n° 2019-1139 du 3 décembre 2019, modifiant et complétant le décret n° 2011-668 du 23 mai 2011 portant statut particulier du personnel du Comité Général des Assurances.
- Décret gouvernemental n° 2021-506 du 25 juin 2021, portant fixation de l'organigramme du Comité Général des Assurances.

B-L'Association Professionnelle des Entreprises d'Assurances (Titre II chapitre IV du code des assurances, articles 91 à 92)

- Articles 91 et 92 du code des assurances (modifié par la loi n° 2002-37 du 1er avril 2002).
- Article 92 du code des assurances (modifié par la loi n° 2008-8 du 13 février 2008).

C-Le Conseil National des Assurances et la Commission Consultative des Assurances (titre II chapitre IV du code des assurances, articles 93 et 94)

- Articles 93 et 94 du code des assurances.
- Les dispositions de l'article 94 du code des assurances ont été abrogées par l'article 7 de la loi n° 2008-8 du 13 février 2008.
- Décret n° 92-2258 du 31 décembre 1992, fixant la composition et les règles de fonctionnement du conseil national des assurances et de la commission consultative des assurances, modifié par le décret n° 2002-512 du 27 février 2002.

8. LE RÉGIME FISCAL DES OPÉRATIONS D'ASSURANCES

- Articles 38, 39 et 48 du code de l'impôt sur le revenu des personnes physiques et des sociétés, promulgué par la loi n° 89-114 du 30 décembre 1989.
- Articles 40, 45, 100 et 101 du code des droits d'enregistrement et de timbre, promulgué par la loi n° 93-53 du 17 mai 1993.
- Articles 144 à 149 du code des droits d'enregistrement et de timbre (troisième partie autres taxes : titre I : taxe unique sur les assurances), ajoutés par l'article 34 de la loi n° 96-113 du 30 décembre 1996 portant loi de finances pour la gestion 1997.
- Articles 46, 47 et 48 de la loi n° 96-113 du 30 décembre 1996 portant loi de finances pour la gestion 1997 instituant un fonds de la protection civile et de la sécurité routière et fixant les contributions des assurés et des entreprises d'assurances à ce fonds.
- Articles 51, 52, 53 et 54 de la loi n° 97-88 du 29 décembre 1997 portant loi de finances pour la gestion 1998 relatifs à l'encouragement de l'épargne dans le cadre des contrats d'assurance vie.
- Article 47 de la loi de finances n°2001-123 du 28 décembre 2001 et modifié par l'article 24-5 de la loi de finances n°2013-54 du 30 décembre 2013 et l'article 12 de la loi de finances n°2019-78 du 23 décembre 2019 relatifs à la déduction des cotisations payées par les employeurs dans le cadre des contrats collectifs assurance-vie et de capitalisation.
- Article 44 de la loi de finances n°2003-80 du 29 décembre 2003 et modifié par l'article 24-6 de la loi de finances n°2013-54 du 30 décembre 2013 et l'article 12 de la loi de finances n°2019-78 du 23 décembre 2019 relatifs à l'exonération du paiement de l'impôt des sommes payées dans le cadre de l'exécution des contrats d'assurance vie.
- Article 12 de la loi de finances n° 2017-8 du 14 février 2017 portant refonte du dispositif des avantages fiscaux.
- Article 45 de la loi n° 2000-98 du 25 décembre 2000, portant loi de finances pour l'année 2001, relatif à la réduction du taux de la taxe unique sur les assurances sur les contrats d'assurances des risques agricoles et de pêches.
- Article 74 de la loi n° 2002-101 du 17 décembre 2002, portant loi de finances pour l'année 2003 : mise à jour des dispositions relatives à la contribution au profit du fonds de la protection civile et de la sécurité routière et unification de son assiette avec celle des taxes sur les assurances.
- Loi n° 2001-123 du 28 décembre 2001, portant loi de finances pour l'année 2002 :
 - Article 33 relatif à la liste des provisions techniques des entreprises d'assurances déductibles pour la détermination du bénéfice imposable.
 - Articles 45 à 47 relatifs à la déduction des primes d'assurances vie collectives de l'assiette de l'impôt sur le revenu et de l'impôt sur les sociétés.
- Décret n° 2003- 1098 du 19 mai 2003, fixant la liste des avantages exclus de l'assiette de cotisation au titre des régimes de sécurité sociale telles que les primes supportées par l'employeur au titre de l'assurance collective sur la vie au profit de ses employés.

- Article 43 de la loi n° 2003-80 du 29 décembre 2003, portant loi de finances pour la gestion 2004 relatif à l'exonération de la taxe sur la valeur ajoutée des commissions payées par les entreprises d'assurances aux intermédiaires en assurance. Article 44 de la loi n° 2003-80 du 29 décembre 2003, portant loi de finances pour la gestion 2004 relatif à l'exonération des rentes viagères servies dans le cadre des contrats d'assurance vie, de l'impôt sur le revenu.
- Articles 76 et 77 de la loi n° 2003-80 du 29 décembre 2003, portant loi de finances pour l'année 2004, relatifs à l'exonération des quittances du droit de timbre.
- Article 61 de la loi n° 2004-90 du 31 décembre 2004, portant loi de finances pour l'année 2005 relatif à la rationalisation du bénéfice des avantages fiscaux au titre de l'assurance vie.
- Article 81 de la loi n° 2006-85 du 25 décembre 2006, portant loi de finances pour l'année 2007 : précision du champ d'application de la retenue à la source au titre des marchés.
- Articles 45 et 46 de la loi n° 2007-70 du 27 décembre 2007, portant loi de finances pour l'année 2008 : ont modifié l'article 48 du code de l'impôt (relèvement du taux des provisions déductibles de l'assiette imposable de 30% à 50%).
- Article 27 de la loi n° 2007-70 du 27 décembre 2007, portant loi de finances pour l'année 2008 : a modifié les articles 145 et 147 du code des droits d'enregistrement et de timbre relatifs à l'exonération des contrats d'assurance des risques agricoles et de pêche de la taxe unique sur les assurances.
- Article 27 de la loi n° 2007-70 du 27 décembre 2007, portant loi de finances pour l'année 2008 : a modifié les deux alinéas et le dernier alinéa du paragraphe 2 de l'article 39 du code de l'impôt sur le revenu (relèvement du plafond déductible des primes d'assurances vie et assouplissement du bénéfice des avantages fiscaux à ce titre).
- Article 35 de la loi n° 2009-71 du 21 décembre 2009, portant loi de finances pour l'année 2010 : a abrogé les dispositions des 2ème, 3ème et 4ème alinéas du paragraphe I, les dispositions du 1ère et 2ème alinéas du paragraphe I bis et du paragraphe I ter de l'article 48 du code de l'impôt sur le R.P.P.I.S (amélioration du régime fiscal des provisions en fonction des particularités de l'activité des entreprises du secteur financier).
- Article 36 de la loi n° 2009-71 du 21 décembre 2009, portant loi de finances pour l'année 2010 : a ajouté aux dispositions du paragraphe VII terdecies et du paragraphe IX de l'article 48 du code de l'impôt sur le revenu des personnes physiques et de l'impôt sur les sociétés. (Extension de la déduction des pertes découlant des opérations d'abandon de créances au profit des entreprises en difficultés économiques à toutes les entreprises dont les comptes sont soumis à la certification d'un commissaire aux comptes)
- R.P.P.I.S des dispositions relatives à l'extension de la déduction des pertes découlant des opérations d'abandon de créances au profit des entreprises économiques en difficultés à toutes les entreprises dont les comptes sont soumis à la certification d'un commissaire aux comptes.
- Article 46 de la loi n° 2009-71 du 21 décembre 2009, portant loi de finances pour l'année 2010, ajoutant au code de l'impôt sur le R.P.P.I.S deux articles 39 quinquies et 48 sexies relatifs à la rationalisation des avantages fiscaux au titre des opérations de réinvestissement.
- Articles 41 et de la loi n° 2010-58 du 17 décembre 2010 portant loi de finances pour l'année 2011, modifiant les articles 38 et 48 du code de l'impôt sur le revenu des personnes physiques des sociétés (rationalisation de l'exonération de la plus-value provenant de la cession des titres et déduction des rémunérations du gérant de la base de l'impôt sur les sociétés).
- Articles 42 de la loi n° 2012-1 du 16 mai 2012 portant loi de finances complémentaire pour l'année 2012 : relèvement du plafond déductible des primes d'assurance vie et élargissement de leur champ d'application.
- Article 24 de la Loi n° 2013-54 du 30 décembre 2013, portant loi de finances pour l'année 2014 : Encouragement de l'épargne à long terme en matière d'assurance vie : excluant des impôts, les primes de réassurance rétrocédées et les primes d'assurance payées aux réassureurs sous réserve de réciprocité.
- Arrêté du ministre de l'économie et des finances du 11 mars 2014, portant fixation du taux de la cotisation minimale payée par le salarié dans les contrats collectifs d'assurance –vie. Article 48 de la loi n° 2017-66 du 18 décembre 2017 portant loi de finances pour l'année 2018 relatives à l'actualisation du tarif de la taxe unique sur les assurances.
- Articles 27 de la loi n° 2017-66 du 18 décembre 2017, portant loi de finances complémentaire pour l'année 2018 :

encouragement de l'épargne à long et moyen terme via les comptes d'épargne pour l'investissement et les contrats d'assurance vie et les contrats de capitalisation.

- Article 14 paragraphe 3 de la loi n°2018-56 du 27 décembre 2018, portant loi de finances pour l'année 2019 révisant les taux de l'impôt sur les sociétés : 35% pour les compagnies d'assurance et de réassurance y compris les assurances mutuelles.
- Article 87 de la loi n°2018-56 du 27 décembre 2018, portant loi de finances pour l'année 2019, instaurant des mesures pour le traitement du déficit des caisses sociales : contribution exceptionnelle des sociétés d'assurance de 1% des transactions déclarées, au profit des caisses sociales.

9. AUTRES TEXTES

- Décret n° 2002- 21 du 8 janvier 2002, portant création du conseil national de la sécurité routière et organisant les modalités de son fonctionnement, tel que modifié et complété par le décret n° 2003- 2241 du 27 octobre 2003.
- Arrêté du ministre des finances du 22 octobre 2003 désignant les membres du conseil national des assurances.
- Arrêté du ministre des finances du 28 février 2003, portant promulgation du barème des honoraires des auditeurs des comptes des entreprises de Tunisie, tel que modifié par l'arrête du ministre des finances du 01 mars 2016.
- Arrêté du ministre de l'intérieur et du développement local du 25 mai 2004 désignant les membres de la commission consultative du conseil national de la sécurité routière.
- Loi n°2005-96 du 18 octobre 2005, relative au renforcement de la sécurité des relations financières.
- Arrêté du ministre des finances du 30 mars 2006, portant nomination des membres du conseil national des assurances.
- Décret n°2006-1294 du 8 mai 2006, portant application des dispositions de l'article 23 de la loi n°2005-96 du 18 octobre 2005 relative au renforcement de la sécurité des relations financières.
- Arrêté du ministre des finances du 17 juin 2006, portant fixation du contenu de la déclaration annuelle, signée et présentée aux commissaires aux comptes par les organes de direction et les chargés des affaires financières et comptables des sociétés commerciales soumises à l'obligation de désigner un ou plusieurs commissaires aux comptes inscrits au tableau de l'ordre des experts comptables de Tunisie.
- Décret n°2006-1826 du 26 juin 2006, portant création du conseil national des services et fixant ses attributions et les modalités de son fonctionnement.
- Arrêté du ministre des finances du 27 février 2007 portant désignation de deux membres au conseil national des assurances.
- Arrêté du ministre des finances du 9 juillet 2007 portant nomination des membres au conseil national de la comptabilité.
- Loi n ° 2009-64 du 12 août 2009 portant promulgation du code de prestation des services financiers aux non-résidents.
- Loi n ° 2009-66 du 12 août 2009 modifiant et complétant certaines dispositions du code de la route.
- Décret n°2010-262 du 15 février 2010, fixant la liste des contraventions aux dispositions du code de la route et à ses textes d'application.
- Loi n ° 2010-26 du 21 mai 2010, relative aux activités de volontariat : article 22 prévoit l'obligation d'assurance contre les accidents et les maladies professionnelles.
- Loi n ° 2010-33 du 21 juin 2010, modifiant et complétant la loi n° 93-61 du 23 juin 1993 relative aux experts judiciaires.
- Arrêté du ministre du commerce et de l'artisanat du 18 février 2010, portant nomination des membres du conseil national des services.
- Décret-loi n°2011-117 du 5 novembre 2011, portant organisation de l'activité des institutions de micro finance, modifié par la loi n°2014-46 du 24 juillet 2014, le décret gouvernemental n°2017-93 du 19 janvier 2017 et le décret gouvernemental n°2018-12 du 10 janvier 2018.
- Arrêté du ministre des finances du 18 janvier 2012 fixant le montant maximum du micro crédit et les conditions de son octroi.
- Décret-loi n°2011-13 du 14 mars 2011, portant confiscation d'avoir et de biens, meuble et immeubles.
- Article 28 de la loi n°2011-7 du 31 décembre 2011, portant loi de finances pour l'année 2012 : instaurant un régime fiscal spécifique au financement islamique.

- Article 13 de la loi n° 2012-1 du 16 mai 2012, portant loi de finances complémentaire pour l'année 2012 : clarification de l'application du régime fiscal relatif à la finance islamique.
- Arrêté du ministre des finances du 22 janvier 2013, relatif aux procédures d'octroi des agréments aux institutions de micro finance et leur évolution institutionnelle, tel que modifié par l'arrêté du ministre des finances du 19 août 2013.
- Décret n°2013-4056 du 19 septembre 2013, portant approbation d'une convention relative à l'ouverture d'un bureau de représentation à Tunis de la société Ivoirienne de réassurance « AVENI RE » travaillant essentiellement avec les non-résidents.
- Décret n°2013-4521 du 19 septembre 2013 relatif à l'approbation de la fermeture de la société de réassurance non résidente « Best RE » en Tunisie.
- Décret n°2014-967 du 24 janvier 2014 portant approbation d'une convention relative à l'ouverture d'une filiale non résidente de la société Nigérienne de réassurance « Continental Réassurance ».
- Article 25 de la Loi n° 2013-54 du 30 décembre 2013, portant loi de finances pour l'année 2014 : Instituant un régime fiscal spécifique aux Sukuk islamiques et au Fonds commun de Sukuk.
- Article 16 de la loi n°2015-53 du 25 décembre 2015 portant loi de finances pour l'année 2016 : Adaptation du régime fiscal aux spécificités des mécanismes de la finance islamique.
- Loi n°2015-36 du 15 septembre 2015 relative à la réorganisation de la concurrence et des prix.
- Arrêté du ministre de la justice du 25 mars 2016, fixant les spécialités des experts judiciaires.
- Arrêté du ministre de la justice du 22 avril 2016, fixant le plafond des avocats désignés par les organismes publics.
- Arrêté conjoint du ministre de la justice et du ministre du commerce du 22 avril 2016 fixant les honoraires des avocats chargés de la représentation des organismes publics.
- Décret gouvernemental n°2017-334 du 1er mars 2017, portant approbation d'une convention relative à l'installation à Tunis d'une succursale de la société de réassurance « CICA RE ».
- Loi 2018-52 du 29 octobre 2018 relative au Registre National des Entreprises.
- Décret gouvernemental n° 2018-1 du 4 janvier 2018 relatif aux procédures de mise en œuvre des résolutions prises par les instances onusiennes compétentes liées à la répression du financement du terrorisme.
- Décret gouvernemental n° 2018-579 du 22 juin 2018 relatif à l'émission des sukuk islamiques au profit des institutions du secteur privé.
- Décret gouvernemental n° 2018-589 du 11 juillet 2018 portant approbation d'une convention relative à l'installation à Tunis d'un bureau de représentation de la société de réassurance « SEN-RE ».
- Décret gouvernemental n° 2019-1205 du 24 décembre 2019, portant approbation d'une convention relative à l'installation à Tunis d'un bureau de représentation de la société de réassurance « WAICA-RE ».
- Décret gouvernemental n° 2019-1206 du 24 décembre 2019 annulant la convention relative à l'installation à Tunis d'un bureau de représentation de la société de réassurance «Bupa-International ».
- Loi organique n°2019-09 du 23 janvier 2019 modifiant et complétant la loi organique n°2015-26 du 07 août 2015 relative à la lutte contre le terrorisme et la répression du blanchissement d'argent.
- Décret gouvernemental n° 54 de 2019 du 21 janvier 2019, fixant les mécanismes et les critères de détermination des véritables bénéficiaires.
- Décret gouvernemental n° 2019-419 du 17 mai 2019 fixant les modalités de mise en œuvre des décisions rendues par les instances compétentes de l'ONU relatives à la prévention du financement du terrorisme et à la prévention du financement de la prolifération des armes de destruction massive.
- Décret-loi du Chef du Gouvernement 30 du 10 juin 2020, portant des mesures de soutien des bases de solidarité nationale et l'assistance des personnes et des entreprises suite aux répercussions de la Coronavirus.



PREMIERE PARTIE

- I. LES ASSURANCES DIRECTES
- II. LA RÉASSURANCE
- III. L'ACTIVITÉ GLOBALE (AFF.DIR & ACCEPTATIONS)

PREMIERE PARTIE

I. LES ASSURANCES DIRECTES

A- Primes Emises

Le montant des primes émises des entreprises d'assurances qui pratiquent les opérations directes totalise 3 428,948 MD en 2023 contre 3 170,597 MD en 2022 et 2 821,926 MD en 2021, soit une progression de 8,15 % en 2023 contre 12,36 % en 2022 et de 10,23 % en 2021.

Les entreprises spécialisées en assurance Vie : GAT VIE, HAYETT, MAGHREBIA VIE, CARTE VIE, ATTIJARI ASSURANCES, LLOYD VIE et UIB Assurances ont réalisé en 2023 un chiffre d'affaires de 500,156MD contre 461,564 MD en 2022 et 414,836 MD en 2021, soit une augmentation de 8,44 %.

B- Les sinistres réglés :

Les sinistres réglés au titre des affaires directes s'élèvent à 1 845,224 MD en 2023 contre 1 735,599 MD en 2022 et 1 636,254 MD en 2021 soit une augmentation de 6,32 % en 2023.

C- Les frais de gestion :

Les frais de gestion se composent des frais d'acquisition et des autres charges de gestion nettes. Ils s'élèvent à 784,184 MD en 2023 contre 729,987 MD en 2022 et 676,153 MD en 2021, soit une progression de 7,42 % en 2023. Rapportés aux primes émises des affaires directes, les frais de gestion représentent 22,87 % en 2023 contre 23,03 % en 2022 et 23,96 % en 2021.

C.1. Les frais d'acquisition :

Les frais d'acquisition totalisent 498,661 MD en 2023 contre 435,168 MD en 2022 et 391,680 MD en 2021, soit une progression de 14,59 % en 2023.

Le taux de commissionnement moyen est de l'ordre de 14,54 % en 2023 contre 13,73 % en 2022 et 13,88 % en 2021.

C.2. Les autres charges de gestion nettes :

Les autres charges de gestion nettes se composent des frais d'administration et des autres charges techniques. Elles s'élèvent à 285,522 MD en 2023 (8,33 % des primes émises des affaires directes) contre à 294,819 MD en 2022 (9,30 % des primes émises des affaires directes) et 284,629 MD en 2021 (10,08 % des primes émises des affaires directes).

Evolution des frais de gestion affaires directes

En DT

Libellés	2022			2023		
	Montant	En % des primes émises	Taux de croissance %	Montant	En % des primes émises	Taux de croissance %
Frais d'acquisition	435 168 214	13,73	11,10	498 661 319	14,54	14,59
Autres charges de gestion nettes	294 818 853	9,30	3,64	285 522 295	8,33	-3,15
Frais de gestion	729 987067	23,03	7,96	784 183 614	22,87	7,42

D- Résultats techniques nets (affaires directes)

D.1. Solde de souscription :

Le solde de souscription dégage un excédent de 698,836 MD en 2023 contre un excédent de 723,289MD en 2022 et un excédent de 609,817 MD en 2021.

D.2. Frais de gestion :

Les frais de gestion passent de 676,153 MD en 2021 à 729,987 MD en 2022 et à 784,184 MD en 2023.

D.3. Solde financier :

Le solde financier s'élève à 519,901 MD en 2023 contre 425,766 MD en 2022 et 340,229 MD en 2021, soit une hausse de 22,11 % en 2023..

D.4. Solde de réassurance (résultats des cessions) :

Le solde de réassurance (résultats des cessions) dégage un déficit de 164,789 MD en 2023 contre un déficit de 205,493 MD en 2022 et un déficit de 76,608 MD en 2021.

D.5. Résultat Technique Net:

Le résultat technique net dégage un excédent de 269,764 MD en 2023 (7,87 % des primes émises des affaires directes) contre un excédent 213,575 MD en 2022 (6,74 % des primes émises des affaires directes) et un excédent 197,285 MD en 2021 (6,99 % des primes émises des affaires directes).

II. LA RÉASSURANCE

Les opérations de réassurance effectuées par les entreprises d'assurances exploitant les assurances directes sont les suivantes :

1. Les Acceptations :

A. Les primes Acceptées :

Le montant des primes acceptées s'élève en 2023 à 16,940 MD contre 14,357 MD en 2022 et 11,278 MD en 2021. Les acceptations en 2023 représentent 0,49 % du chiffre d'affaires total contre 0,45 % en 2022 et 0,40 % en 2021.

Evolution des primes acceptées

En MD

Année	Primes Acceptées	Taux de Croissance En %	En % des Primes Emises du Marché
2021	11,278	-7,16	0,40
2022	14,357	27,30	0,45
2023	16,940	17,99	0,49

B. Les sinistres :

Les sinistres réglés en 2023 au titre des acceptations atteignent 11,561 MD contre 4,615 MD en 2022 et 6,634 MD en 2021 enregistrant ainsi une augmentation de 150,49 % par rapport à 2022.

La variation de provision pour sinistres à payer est passée de (-0,661) MD en 2021 et de 4,269 MD en 2022 à (-4,347) MD en 2023. Pour les opérations d'acceptations, le rapport sinistre aux primes acquises sans Tenir compte des frais de gestion, s'est amélioré de 25,18 passant de 65,62 % en 2022 à 40,45 % en 2023.

En MD

	2021	2022	Variation en %	2023	Variation en %
- Sinistres réglés net de recours	6,634	4,615	-30,43	11,561	150,49
- Variation de provision pour sinistres à payer	-0,661	4,269	-745,88	-4,347	-201,83
- Charge de sinistres	5,973	8,884	48,74	7,214	-18,80
- Primes acquises	11,660	13,539	16,11	17,835	31,73
- Rapport charge de sinistres aux primes acquises en %	51,23	65,62	14,39	40,45	-25,17

C. Les frais de gestion :

Les frais de gestion (frais d'acquisition et autres charges de gestion nettes) de la branche acceptation s'élèvent à 3,255 MD en 2023 contre 2,107 MD en 2022 et 2,543 MD en 2021 soit une hausse de 54,49 % en 2023.

En 2023, les frais de gestion représentent 19,22 % des primes acceptées contre 14,67 % en 2022 et 22,55 % en 2021.

Evolution de l'ensemble des frais de gestion

En MD

	2021			2022			2023		
	Montant	En % des Primes acceptées	Taux de Croissance	Montant	En % des Primes acceptées	Taux de Croissance	Montant	En % des Primes acceptées	Taux de Croissance
Frais d'acquisition	1,280	11,35	-7,11	1,708	11,90	33,43	2,159	12,75	26,42
Autres charges de Gestion nettes	1,263	11,20	9,26	0,399	2,78	-68,41	1,096	6,47	174,95
Frais de gestion	2,534	22,55	0,36	2,107	14,67	-17,15	3,255	19,22	54,49

Compte tenu des frais de gestion, le rapport sinistre aux primes acceptées s'élève à 58,70 % en 2023 contre 80,29 % en 2022 et 73,04 % en 2021. Ainsi le rapport sinistre aux primes acceptées frais de gestion compris s'est amélioré de 21,59 %.

D. Résultats Techniques :

Le solde de souscription est excédentaire de 10,622 MD en 2023 contre 4,625 MD en 2022 et 5,774 MD en 2021. Par ailleurs, les frais de gestion sont passés de 2,543 MD en 2021 et 2,107 MD en 2022 à 3,255 MD en 2023.

La branche acceptation dégage en 2023 un solde financier de 1,079 MD contre un solde de 0,836 MD en 2022 et de 0,534 MD en 2021.

Le solde de réassurance (résultats des cessions) s'est passé d'un déficit de 0,275 MD en 2021 et d'un excédent de 1,683 MD en 2022 à un déficit de 6,047 MD en 2023.

Le résultat technique dégage un excédent de 2,398 MD en 2023 contre un excédent de 5,037 MD en 2022 et un excédent de 2,625 MD en 2021.

Compte d'exploitation de la branche acceptation

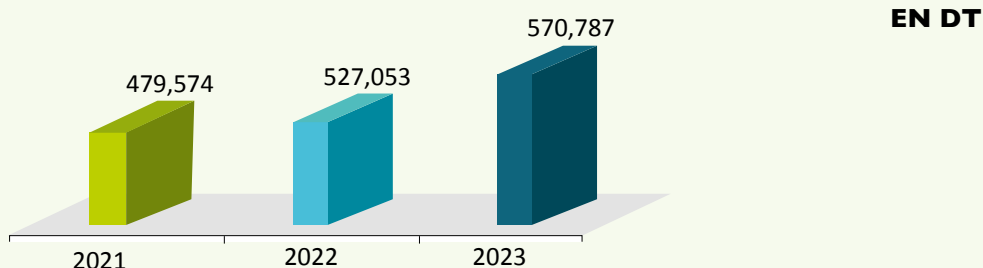
En DT

- Primes acquises	17 835 138
- Primes acceptées	16 940 003
- Variation des provisions pour primes non acquises	895 135
- Charge de prestation	-7 213 535
- Prestation et frais payés	-11 560 765
- Variation des provisions pour sinistres à payer	4 347 230
- Autres charges techniques	0
SOLDE DE SOUSCRIPTION	10 621 603
SOLDE DE GESTION	-3 255 108
SOLDE FINANCIER	1 078 599
SOLDE DE RÉASSURANCE	-6 047 103
RÉSULTAT TECHNIQUE NET	2 397 991

2. Les Cessions :

A. Les primes cédées : (Affaires directes)

Les primes cédées par les entreprises d'assurance sur les affaires directes totalisent un montant de 570,787 MD en 2023 contre 527,053 MD en 2022 et 479,575 MD en 2021, soit une augmentation de 8,30 % par rapport à 2022. Le taux de cession est de 16,65 % des primes émises en 2023 contre 16,62 % en 2022 et 16,99 % en 2021. Les branches risques incendie, transport, Crédit et risques agricoles demeurent fortement réassurées avec des taux de cession respectifs de 78,24 %, 71,76 %, 70,01 % et 61,13 %



Primes cédées par branche

EN DT

BRANCHE	2022			2023		
	PRIMES CEDEES	TAUX DE CESSION	ÉVOL.N EN %	PRIMES CEDEES	TAUX DE CESSION	ÉVOL.N EN %
AUTOMOBILE	93 009 413	7,23	14,83	109 826 867	7,81	18,08
GROUPE MALADIE	30 381 000	6,53	19,28	33 448 320	6,32	10,10
TRANSPORT	69 950 562	68,81	13,30	75 994 146	71,76	8,64
INCENDIE	135 503 794	78,14	10,78	149 594 422	78,24	10,40
RISQUES AGRICOLES	7 728 632	75,39	-17,69	6 830 130	61,13	-11,63
RISQUES DIVERS	117 646 927	56,13	4,01	122 792 131	58,28	4,37
VIE	58 036 520	6,43	8,89	58 663 094	6,14	1,08
CRÉDIT	14 796 213	72,18	11,65	13 637 777	70,01	-7,83
TOTAL AFFAIRES DIRECTES	527 053 061	16,62	9,90	570 786 887	16,65	8,30

B. Sinistre à la charge des réassureurs au titre des affaires directes :

Les sinistres à la charge des réassureurs au titre des affaires directes s'élèvent à 206,569 MD en 2023 contre 209,218 MD en 2022 et 214,222 MD en 2021 soit une légère baisse de 1,27 % en 2023. Ils représentent 11,19 % du total des règlements des sinistres au titre des opérations directes en 2023 contre 12,05 % en 2022 et 13,09 % en 2021.

Les sinistres réglés à la charge des réassureurs au titre des opérations directes dans les branches incendie, transport, crédit et risques divers sont les plus importants, Ils représentent respectivement 85,85 %, 83,55 %, 62,59 % et 50,98 % du montant total des règlements.

C. Commission reçue des réassureurs au titre des affaires directes :

Les commissions reçues des réassureurs au titre des affaires directes s'élèvent en 2023 à 129,273 MD contre 112,930 MD en 2022 et 108,556 MD en 2021.

Les taux des commissions reçues des branches Vie, Automobile et crédit sont les plus élevés, ils représentent respectivement 31,73 %, 27,49 % et 26,13 %.

Les sinistres et les commissions à la charge des réassureurs au titre des opérations directes sont retracés dans le tableau ci-après :

Les sinistres et les commissions à la charge des réassureurs au titre des affaires directes par branche en 2023 (rétrocessions non comprises)

En DT

Branches	sinistres à la charge des réassureurs	en % des sinistres réglés	en % des primes émises	comm. à la charge des réassureurs	en % des primes cédées
Automobile	31 558 212	3,69	2,24	30 189 207	27,49
Groupe Maladie	16 510 843	3,56	3,12	8 136 655	24,33
Accidents de Travail	14 004	0,51	-	-	-
Transport	12 092 698	83,55	11,42	11 861 141	15,61
Incendie	89 563 587	85,85	46,84	33 922 564	22,68
Risques.Agricoles	3 526 073	42,81	31,56	1 218 180	17,84
Risques Divers	26 831 572	50,98	12,73	21 765 445	17,73
Vie	22 222 185	6,59	2,33	18 616 011	31,73
Crédit	4 249 369	62,59	21,82	3 563 302	26,13
TOTAL CESSIONS	206 568 543	11,19	6,02	129 272 505	22,65

D. Résultat des cessions :

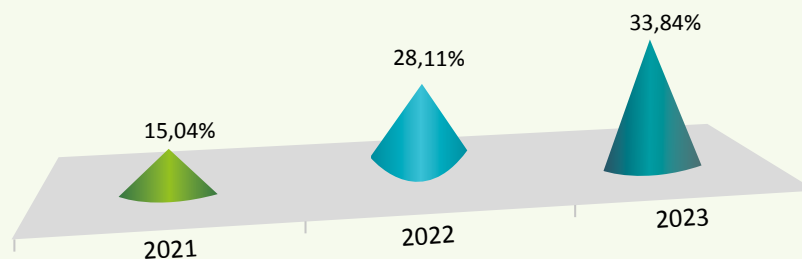
Les opérations des cessions au titre des opérations directes (rétrocessions non comprises) dégagent un résultat déficitaire de 164,789 MD en 2023 contre un déficit de 205,493 MD en 2022 et un déficit 76,608 MD en 2021.

3. Rétrocessions

Les Primes rétrocédées s'élèvent à 5,733 MD en 2023 contre 4,036 MD en 2022 et 1,698 MD en 2021.

Le taux de rétrocession est de 33,84 % en 2023 contre 28,11 % en 2022 et 15,04 % en 2021.

Evolution du taux de rétrocession



4. Les Opérations de Réassurance Effectuées par Tunis Re

A. Les primes

En 2023, le chiffre d'affaires de Tunis Ré a atteint 222,533 MD contre 195,339 MD en 2022 et 163,185 MD en 2021 marquant ainsi une croissance de 14 %.

A noter que le chiffre d'affaires tient compte du chiffre d'affaires de l'activité Retakaful qui a atteint 21,539 MD en 2023 contre 17,837 MD en 2022 et 14,989 MD en 2021 soit une hausse de 21 %.

Le chiffre d'affaires des acceptations conventionnelles est passé de 103,666 MD en 2021 et de 121,063 MD en 2022 à 151,651 MD en 2023, enregistrant ainsi une amélioration de 25 %.

Le chiffre d'affaires des acceptations facultatives est passé de 44,530 MD en 2021 et 56,439 MD en 2022 à 49,343 MD en 2023, enregistrant ainsi une baisse de 13%.

La répartition des primes acceptées par branche est retracée dans le tableau suivant :

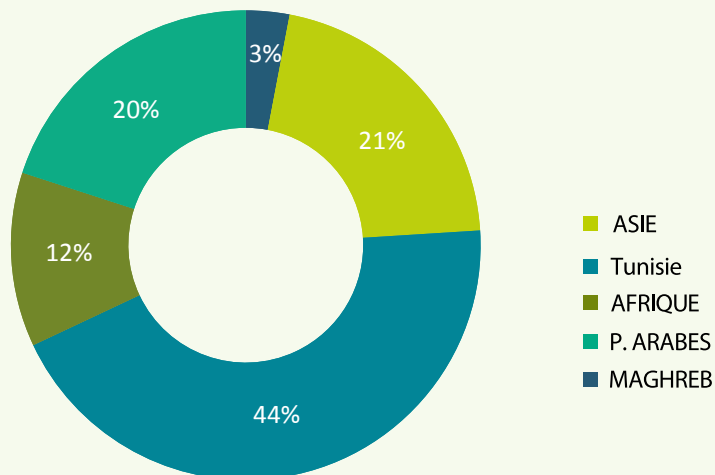
Répartition du chiffre d'affaires par nature d'acceptation

En MD

	BILAN 2021		BILAN 2022		EVOL 22/21 En %	BILAN 2023		EVOL 23/22 En %
	Montant	Structure En %	Montant	Structure En %		Montant	Structure En %	
INCENDIE	63,966	39	74,380	38	16	84,765	38	14
A R D	30,101	18	34,289	18	14	46,461	21	35
R.TECH	23,010	14	24,994	13	9	31,547	14	26
TRANSPORT	25,387	16	30,132	15	19	31,681	14	5
AVIATION	9,026	6	19,846	10	120	16,811	8	- 15
VIE	11,696	7	11,699	6	-	11,268	5	- 4
TOTAL	163,186	100	195,339	100	20	222,533	100	14

Le chiffre d'affaires en 2023 est distribué entre 44 % sur le marché national et 56 % sur le marché étranger.

Chiffre d'affaires par zone en 2023



B. Charge des sinistres :

La charge de sinistre constituée des sinistres réglés et de la variation de la provision pour sinistres à payer au niveau des acceptations, ont atteint 138,412 MD en 2023 contre 80,776 MD en 2022 et 77,283 MD en 2021 enregistrant ainsi une hausse de 71 %.

C. Provisions techniques :

Les provisions techniques constituées des provisions pour primes non acquises et des provisions pour sinistres à payer ont atteint 454,012 MD en 2023 contre 431,023 MD en 2022 et 415,674 MD en 2021 enregistrant ainsi une augmentation de 5 %.

D. Placements & revenus financiers :

Les placements de Tunis Re englobent les placements financiers, monétaires, immobiliers et des dépôts auprès des cédantes. Ils s'élèvent en 2023 à 510,872 MD contre 502,886 MD en 2022 et 452,119 MD en 2021, soit une évolution de 5 %.

E. Résultat :

L'ensemble des activités du Tunis Ré a dégagé au titre de l'année 2023 un résultat excédentaire de 18,578 MD contre 19,858 MD en 2022 et 16,724 MD en 2021, soit une baisse de 6 %.

III. L'ACTIVITÉ GLOBALE (AFFAIRES DIRECTES & ACCEPTATIONS)

A. Les primes

En 2023, le chiffre d'affaires global du secteur des assurances (affaires directes et acceptations) s'élève à 3 445,888 MD contre 3 184,955 MD en 2022 et 2 833,204 MD en 2021 soit un taux de croissance de 8,19 % en 2023 contre 12,42 % en 2022 et 10,15 % en 2021.

En DT

INTITULES	2021		2022			2023		
	Montant	En %	Montant	En %	T.C 22/21 en %	Montant	En %	T.C 23/22 en %
1. STAR	368 161 657	12,99	386 270 718	12,13	4,92	388 870 732	11,29	0,67
2. GAT	218 436 283	7,71	235 044 306	7,38	7,60	263 760 931	7,65	12,22
3. COMAR	233 346 338	8,24	252 757 720	7,94	8,32	263 638 651	7,65	4,30
4. MAGHREBIA	202 499 147	7,15	226 050 573	7,10	11,63	249 971 964	7,25	10,58
5. Assurances BIAT	171 427 247	6,05	206 306 270	6,48	20,35	243 643 350	7,07	18,10
6. ASTREE	187 233 277	6,60	236 035 315	7,41	26,06	238 917 382	6,93	1,22
7. LLOYD	144 388 508	5,10	159 271 851	5,00	10,31	196 724 659	5,71	23,52
8. MAE	151 860 148	5,36	164 672 771	5,17	8,44	190 952 546	5,54	15,96
9. G/CTAMA	144 937 948	5,12	164 008 817	5,15	13,16	187 709 626	5,45	14,45
10. BH Assurances	147 529 521	5,21	161 649 621	5,08	9,57	176 569 645	5,12	9,23
11. AMI	142 896 959	5,04	189 754 243	5,96	32,79	167 680 984	4,87	-11,63
12. CARTE	132 022 197	4,66	146 242 276	4,59	10,77	159 654 080	4,63	9,17
13. ATTIJARI Assurances	133 089 821	4,70	112 230 707	3,52	-15,67	133 936 267	3,89	19,34
14. MAGHREBIA VIE	91 754 145	3,24	103 333 424	3,24	12,62	111 592 669	3,24	7,99
15. ZITOUNA TAKAFUL	81 249 898	2,87	95 777 798	3,01	17,88	103 475 993	3,00	8,04
16. HAYETT	80 589 246	2,84	83 062 854	2,61	3,07	94 739 323	2,75	14,06
17. CARTE VIE	66 071 548	2,33	100 617 881	3,16	52,29	90 815 718	2,64	-9,74
18. GAT VIE	36 924 723	1,30	53 897 856	1,69	45,97	58 703 594	1,70	8,92
19. AT-TAKAFULIA	34 786 387	1,23	38 583 561	1,21	10,92	51 130 773	1,48	32,52
20. EL AMANA TAKAFUL	43 627 512	1,54	47 158 841	1,48	8,09	50 207 415	1,46	6,46
21. COTUNACE	13 966 819	0,49	13 805 711	0,43	-1,15	12 823 217	0,37	-7,12
22. LLOYD VIE	6 406 316	0,23	8 421 566	0,26	31,46	10 368 381	0,30	23,12
23. UIB Assurances	-	-	-	-	-	526	-	-
TOTAL	2 833 204 043	100	3 184 954 680	100	12,42	3 445 888 426	100	8,19

La concentration des primes émises des trois premières entreprises

2021		2022		2023	
Entreprise	En %	Entreprise	En %	Entreprise	En %
STAR		STAR		STAR	
COMAR	28,94	COMAR	27,45	GAT	26,59
GAT		GAT		COMAR	

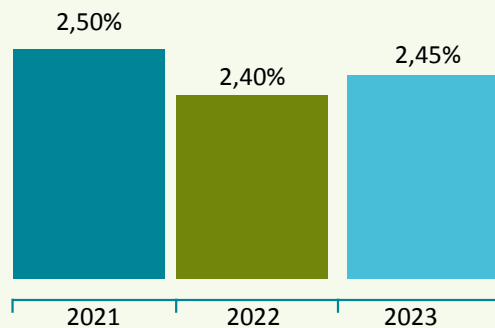
La part des trois premières entreprises dans l'activité globale est passée de 28,94 % en 2021 et de 27,45 % en 2022 à 26,59 % en 2023.

13 entreprises ont un taux de croissance supérieur au taux moyen du marché qui est de 8,19 %.

A.1. Taux de pénétration :

Le taux de pénétration de l'assurance tunisienne dans l'économie nationale (total des primes émises par rapport au produit intérieur brut) est passé de 2,50 % en 2021 et 2,40 % en 2022 à 2,45 % en 2023.

Taux de Pénétration

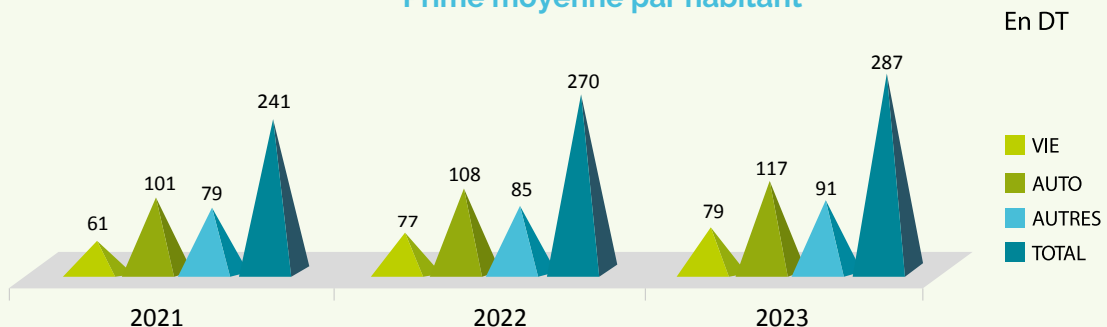


A.2. Primes moyenne par habitant :

La prime d'assurance moyenne par habitant est passée de 241 DT en 2021 (180DT en assurance non vie et 61 DT en assurance vie), et de 270 DT en 2022 (193 DT en assurance non vie et 77 DT en assurance vie) à 287 DT en 2023 (208 DT en assurance non vie et 79 DT en assurance vie).

Cette prime moyenne par habitant n'a cessé de croître durant les trois dernières années. Elle comporte une part importante afférente à l'assurance automobile dont la prime moyenne par habitant est de 117 dinars en 2023 contre 108 dinars en 2022 et 101 dinars en 2021.

Prime moyenne par habitant



A.3. Primes émises par branche

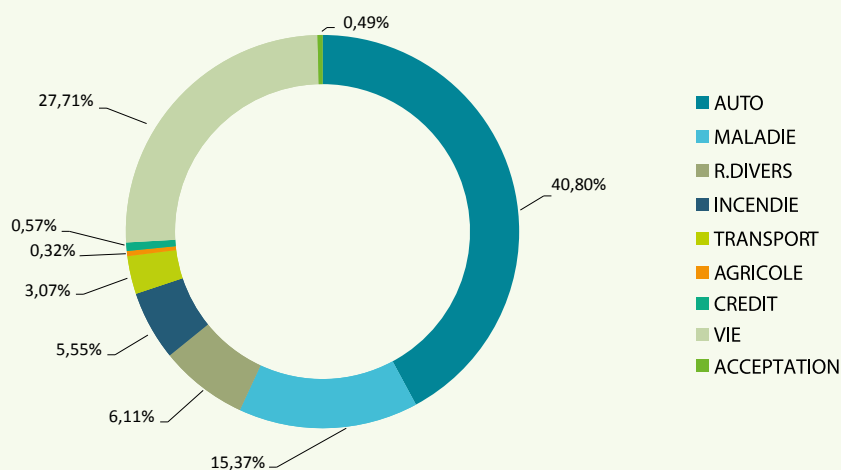
La structure du marché reste inchangée, l'assurance automobile occupe toujours la première place des émissions totales avec 40,80 % en 2023 contre 40,40 % en 2022 et 42,35 % en 2021. Elle est suivie par la branche assurance vie qui représente 27,71 % en 2023 contre 28,36 % en 2022 et 25,48 % en 2021.

L'évolution des primes émises par branche

En DT

Branche	2021		2022			2023		
	Primes émises	Part EN %	Primes émises	Part EN %	EVOL. EN %	Primes émises	Part EN %	EVOL. EN %
Automobile	1 199 737 563	42,35	1 286 798 434	40,40	7,26	1 405 827 218	40,80	9,25
Accident de travail	4 065	-	-	-	-	-	-	-
Groupe Maladie	418 723 484	14,78	465 186 327	14,61	11,10	529 646 679	15,37	13,86
Transport	88 692 861	3,13	101 661 868	3,19	14,62	105 898 481	3,07	4,17
Incendie	161 827 079	5,71	173 401 769	5,44	7,15	191 210 749	5,55	10,27
Risques Agricoles	11 804 067	0,42	10 252 055	0,32	-13,15	11 172 252	0,32	8,98
Risques divers	199 548 343	7,04	209 612 735	6,58	5,04	210 695 895	6,11	0,52
Vie	721 983 258	25,48	903 185 433	28,36	25,10	955 018 389	27,71	5,74
Crédit	19 605 638	0,69	20 498 663	0,64	4,55	19 478 760	0,57	-4,98
TOTAL A.D.	2 821 926 359	99,60	3 171 597 284	99,55	12,36	3 428 948 423	99,51	8,15
Acceptations	11 277 685	0,40	14 357 396	0,45	27,31	16 940 003	0,49	17,99
TOT° primes émises	2 833 204 043	100	3 184 954 680	100	12,42	3 445 888 426	100	8,19

Primes émises par branche en 2023



B. Les Sinistres et les Provisions Techniques :

B.1. Les Sinistres :

Les indemnités payées (sinistres réglés et capitaux échus) atteignent le montant de 1 856,785 MD en 2023 contre 1 740,214 MD en 2022 et 1 642,879 MD en 2021 enregistrant ainsi une augmentation de 6,70 %.

Le montant des sinistres réglés au titre des branches automobile et assurance groupe maladie représente 71,03 % en 2023 du total des règlements contre 69,76% en 2022 et 65,83 % en 2021, alors que les primes encaissées au titre de ces deux branches représentent 56,17 % en 2023 contre 55,01 % en 2022 et 57,13 % en 2021.

Les sinistres réglés au titre de la branche accident du travail s'élèvent à 2,773 MD en 2023 contre 2,581 MD en 2022 et 2,827 MD en 2021 bien que la gestion de ce risque soit transférée à la CNSS depuis le 1er janvier 1995.

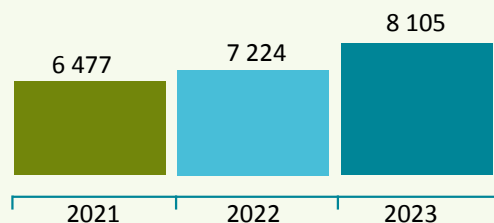
L'évolution des sinistres par branche

En DT

Branche	2021		2022			2023		
	Sinistres Réglés	En %	Sinistres Réglés	En %	EVOL. En %	Sinistres Réglés	En %	EVOL. En %
Automobile	714 312 549	43,48	803 898 920	46,20	12,54	855 458 649	46,07	6,41
Groupe Maladie	367 129 970	22,35	410 033 848	23,56	11,69	463 531 969	24,96	13,05
Accident de travail	2 827 285	0,17	2 580 796	0,15	-8,72	2 772 560	0,15	7,43
Transport	28 161 090	1,71	14 992 021	0,86	-46,76	14 474 420	0,78	-3,45
Incendie	103 539 265	6,30	120 433 242	6,92	16,32	104 327 980	5,62	-13,37
Risques Agricoles	1 905 264	0,12	3 088 901	0,18	62,12	8 235 889	0,44	166,63
Risques divers	59 305 710	3,61	51 112 688	2,94	-13,81	52 635 261	2,83	2,98
Vie	348 563 006	21,22	325 630 429	18,71	-6,58	336 998 146	18,15	3,49
Crédit	10 501 587	0,64	3 828 414	0,22	-63,54	6 789 543	0,37	77,35
TOTAL A.D.	1 636 245 326	99,60	1 735 599 259	99,73	6,07	1 845 224 417	99,38	6,32
Acceptations	6 633 591	0,40	4 615 203	0,27	-30,43	11 560 765	0,62	150,49
TOTAL	1 642 878 917	100	1 740 214 462	100	5,92	1 856 785 182	100	6,70

B.2. Les Provisions Techniques

Les provisions techniques totalisent en 2023 un montant de 8 105,462 MD contre 7 223,562 MD en 2022 et 6 477,054 MD en 2021 soit une augmentation de 12,21 % par rapport à 2022.



Evolution des provisions techniques

En DT

PROVISIONS TECHNIQUES	2021	2022	2023
Provision pour primes non acquises	671 686 569	713 741 249	772 289 030
Provision Mathématique vie	2 562 949 533	3 087 294 538	3 647 683 152
Provision pour sinistre à payer vie	197 114 322	206 194 379	208 576 971
Provision pour sinistre à payer non vie	2 834 240 821	2 979 726 347	3 199 128 314
Provision pour PB vie	43 710 892	56 457 491	72 999 785
Provision pour PB non vie	45 659 958	51 240 776	56 586 838
Provision pour Egalisation/Equilibrage	51 828 197	55 590 448	58 551 733
Autres Provisions Techniques vie	5 380 614	6 327 670	6 182 311
Autres Provisions Techniques non vie	64 483 250	66 988 939	83 464 068
TOTAL	6 477 054 155	7 223 561 837	8 105 462 202

B.3. Le Rapport sinistres aux primes

La variation de provision pour sinistres à payer au 31 décembre 2023 a enregistré une augmentation de 20,92 % passant de 527,566 MD en 2021, à 673,326 MD en 2022 et à 810,651 MD en 2023.

Pour l'activité globale le rapport sinistre aux primes acquises (sans tenir compte des frais de gestion) s'est détérioré de 1,90 en 2023 en passant de 76,79 % en 2022 à 78,70 % en 2023.

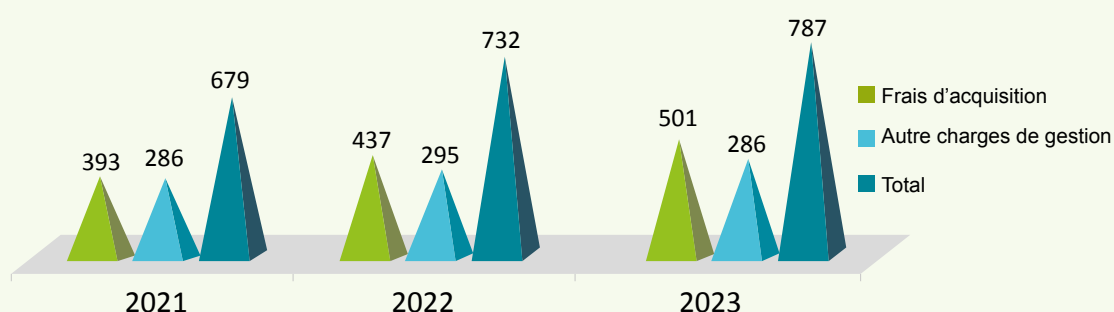
En MD

	2021	2022	Variation en %	2023	Variation en %
• Sinistres payés net de recours	1 642,879	1 740,214	5,92	1 856,785	6,70
• Variation de provision pour sinistres à payer	527,566	673,326	27,63	810,651	20,40
• Charges sinistres	2 170,445	2 413,540	11,04	2 667,436	10,52
• Primes acquises	2 784,624	3 142,900	12,87	3 389,530	7,85
• Rapports sinistres aux primes acquises en %	77,94	76,79	-1,15	78,70	1,90

C. Frais de gestion

Les frais de gestion s'élèvent à 787,439 MD en 2023 contre 732,094 MD en 2022 et 678,696 MD en 2021 soit une augmentation de 7,56 % en 2023.

Evolution de Frais de gestion



Rapportés aux primes émises les frais de gestion représentent 22,85 % en 2023 contre 22,99 % en 2022 et 23,96 % en 2021.

Evolution des Frais de gestion

EN DT

Libellé	2021			2022			2023		
	Montant	En % Primes	Evol. En %	Montant	En % Primes	Evol. En %	Montant	En % Primes	Evol. En %
Frais d'acquisition	392 960 899	13,87	10,74	436 876 096	13,72	11,18	500 820 439	14,53	14,64
Autres charges de gestion nettes	285 735 345	10,09	4,69	295 217 465	9,27	3,32	286 618 283	8,32	-2,91
Frais de gestion	678 696 243	23,96	8,11	732 093 561	22,99	7,87	787 438 722	22,85	7,56

Compte tenu des frais de gestion le rapport sinistre aux primes acquises s'élève à 101,93 % en 2023 contre 98,39 en 2022 et 102,32 % en 2021. Ainsi, le rapport sinistre aux primes acquises (frais de gestion compris) s'est détérioré de 3,54 en 2022.

D. Les Résultats Techniques:

D.1. Solde de souscription

Le solde de souscription dégage un excédent de 709,457 MD en 2023 contre 727,914 MD en 2022 et 615,591 MD en 2021.

D.2. Frais de gestion

Les frais de gestion sont passés de 678,894 MD en 2021 et de 732,094 MD en 2022 à 787,439 MD en 2023.

D.3. Solde financier

Les affaires totales (affaires directes et acceptations) dégagent en 2023 un solde financier de 520,980 MD contre 426,602 MD en 2022 et 340,763 MD en 2021.

D.4. Solde de réassurance (résultat des cessions)

Le solde de réassurance (résultat des cessions) dégage un déficit de 170,836 MD en 2023 contre un déficit de 203,810 MD en 2022 et un déficit de 77,747 MD en 2021.

D.5. Résultat Technique

Le résultat technique atteint un excédent de 272,163 MD en 2023 contre un excédent de 218,612 MD en 2022 et un excédent de 199,910 MD en 2021.

Compte d'exploitation en 2023
«Affaires directes + acceptations»

En DT

- Primes acquises	3 389 530 137
- Primes émises	3 445 888 426
-Variation des provisions pour primes non acquises	-56 358 289
- Charge de prestation	-2 680 072 706
- Prestation et frais payés	-1 856 785 182
-Variation des provisions pour sinistres à payer	-810 651 058
- Provisions pour égalisation et équilibrage	-844 647
- Autres charges techniques	-11 791 819
SOLDE DE SOUSCRIPTION	709 457 431
SOLDE DE GESTION	-787 438 722
SOLDE FINANCIER	520 980 051
SOLDE DE RÉASSURANCE (résultat des cessions)	-170 836 461
RÉSULTAT TECHNIQUE NET	272 162 299

E. Fonds propres, Placements & Revenus financiers

E.1. Les Fonds propres :

Constitués par le capital social ou fonds commun pour les sociétés d'assurances à forme mutuelles, les réserves et les primes liées au capital, les fonds propres des entreprises d'assurances ont atteint 1 968,124 MD en 2023 contre 1 803,025 MD en 2022 et 1 693,715 MD en 2021.

Fonds propres

En MD

	2021	2022	2023
Capital social et Fonds commun	612,945	650,495	656,840
Les réserves et les primes liées au capital	1 080,770	1 152,530	1 311,284
Fonds propres	1 693,715	1 803,025	1 968,124

E.2. Les placements

Les placements des entreprises d'assurances figurant à l'actif du bilan s'élèvent à 9 188,972 MD en 2023 contre 8 094,177 MD en 2022 et 7 258,748 MD en 2021 soit une augmentation de 13,53 % par rapport à 2022.

Placements

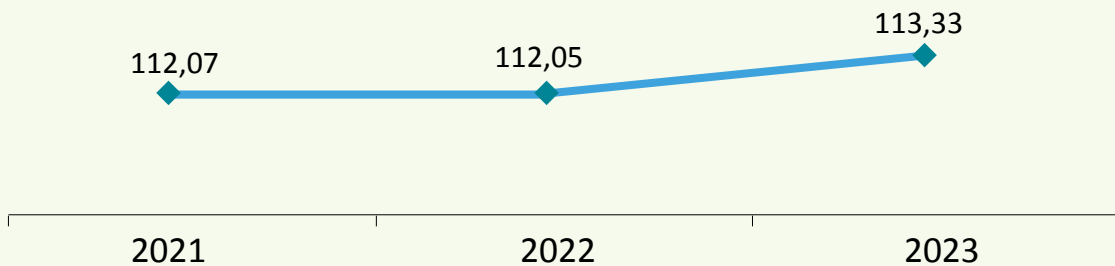
En MD

	2021	2022	Taux de Croissance %	2023	Taux de Croissance %
Placements	7 258,748	8 094,177	11,51	9 188,972	13,53

Le taux de couverture (c'est le ratio des placements sur les provisions techniques) s'élève à 113,33 % en 2023 contre 112,05 % en 2022 et 112,07 % en 2021.

Les taux de couverture réalisés durant les trois dernières années sont retracés dans le tableau ci-après :

Taux de Couverture en %



E.3. Les produits nets des placements

Les Produits nets des placements (valeurs mobilières et immeubles) totalisent 558,953 MD en 2023 contre 463,815 MD en 2022 et 363,908 MD en 2021 soit une augmentation de 20,51% par rapport à 2022.

Le taux de rendement moyen de ces titres représente 6,08 % en 2023 contre 5,73 % en 2022 et 5,01 % en 2021.

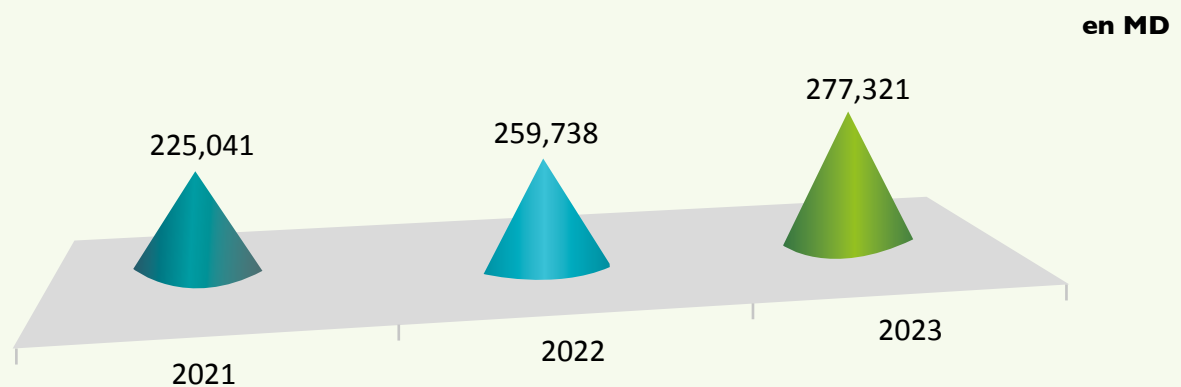
Taux de Rendement en %

	En MD				
	2021	2022	Taux de Croissance %	2023	Taux de Croissance %
Produits nets des placements	363,908	463,815	27,45	558,953	20,51
Placements admis	7 258,748	8 094,177	11,51	9 188,972	13,53
Taux de rendement en %	5,01	5,73	0,72	6,08	0,35

E.4. Les Résultats aux bilans :

Les bilans consolidés des entreprises d'assurances dégagent un résultat bénéficiaire de 277,321 MD en 2023 (8,05 % des primes émises) contre 259,738 MD en 2022 (8,15 % des primes émises) et un bénéfice de 225,041 MD en 2021 (9,94 % des primes émises).

Résultats aux bilans





DEUXIEME PARTIE

A. ANALYSE NON VIE & VIE

B. ANALYSE PAR BRANCHE

I. AUTOMOBILE

II. GROUPE MALADIE

III. TRANSPORT

IV. INCENDIE

V. RISQUES TECHNIQUES & DIVERS

VI. CRÉDIT

VII. RISQUES AGRICOLES

VIII. VIE

DEUXIEME PARTIE

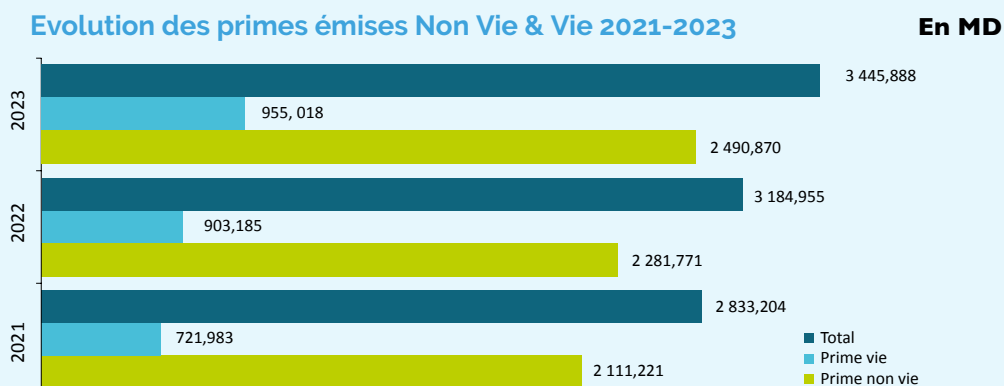
A. ANALYSE NON VIE & VIE

1. Les primes

En 2023, le chiffre d'affaires global du secteur des assurances s'élève à 3 445,888 MD contre 3 184,955 MD en 2022 et 2 833,204 MD en 2021 soit un taux de croissance de 8,19 % en 2023 contre 12,42 % en 2022 et 10,15 % en 2021.

Les primes émises en assurance non vie s'élèvent à 2 490,870 MD en 2023 contre 2 281,770 MD en 2022 et 2 111,221 MD en 2021 enregistrant une augmentation de 9,16 % par rapport à 2022, elles représentent 72,29 % du total des émissions contre 71,64 % en 2022 et 74,52 % en 2021.

Les primes émises en assurance vie s'élèvent à 955,018 MD en 2023 contre 903,185 MD en 2022 et 721,983 MD en 2021. Enregistrant une augmentation de 5,74 % en 2023 contre une augmentation de 25,10 % en 2022. Elles représentent 27,71 % du total des émissions contre 28,36 % en 2022 et 25,48 % en 2021.

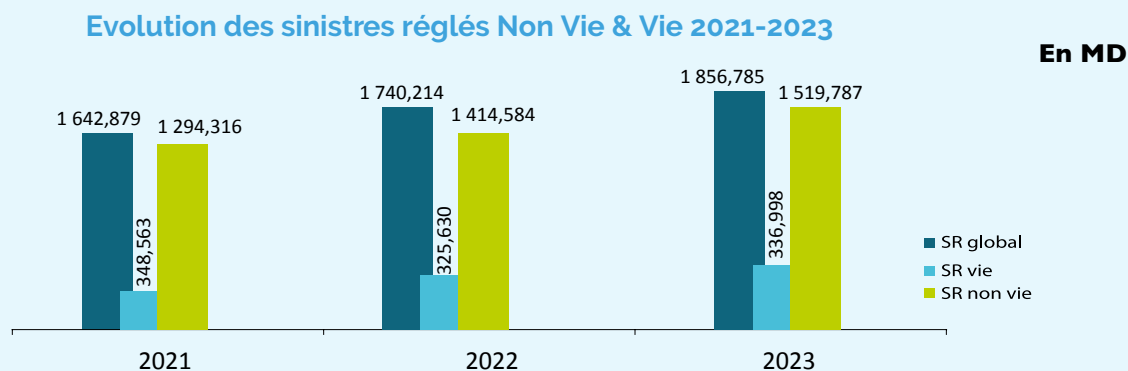


2. Sinistres :

Les indemnités payées (sinistres réglés et capitaux échus) atteignent le montant de 1 856,785 MD en 2023 contre 1 740,214 MD en 2022 et 1 642,879 MD en 2021 enregistrant ainsi une augmentation de 6,70 %.

Le montant des sinistres réglés au titre des assurances non vie s'élève à 1 519,787 MD en 2023 contre 1 414,584 MD en 2022 et 1 294,316 MD en 2021, soit une augmentation de 7,44 % par rapport à 2022. Il représente 81,85 % des totales des indemnités payées en 2023 contre 81,25 % en 2022 et 78,78 % en 2021.

Pour l'assurance vie, les sinistres réglés représentent 18,15 % du montant global des indemnités payées en 2023 contre 18,71 % en 2022 et 21,22 % en 2021. Le montant de ces indemnités est de 336,998 MD en 2023 contre 325,630 MD en 2022 et 348,563 MD en 2021.



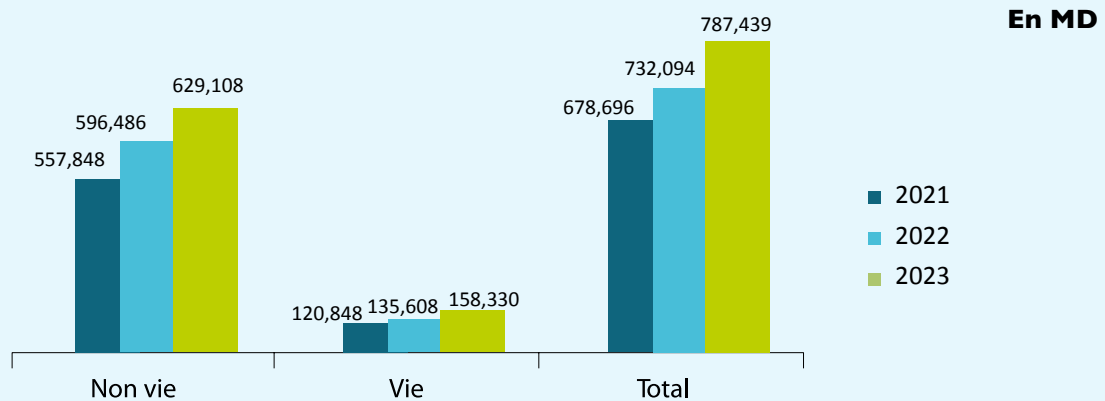
3. Frais de Gestion

Les frais de gestion (frais d'acquisition et autres charges de gestion nettes) totalisent 787,439 MD en 2023 contre 732,094 MD en 2022 et 678,696 MD en 2021, soit une augmentation de 7,56 % par rapport à 2022.

Pour les assurances non vie les frais de gestion s'élèvent à 629,108 MD en 2023 contre 596,486 MD en 2022 et 557,848 MD en 2021, soit une évolution de 5,47 % par rapport à 2022.

Les frais de gestion de la branche vie ont augmenté de 16,76% passant de 120,848 MD en 2021 et 135,608 MD en 2022 à 158,330 MD en 2023.

Evolution des frais de gestion Non Vie & Vie 2021-2023



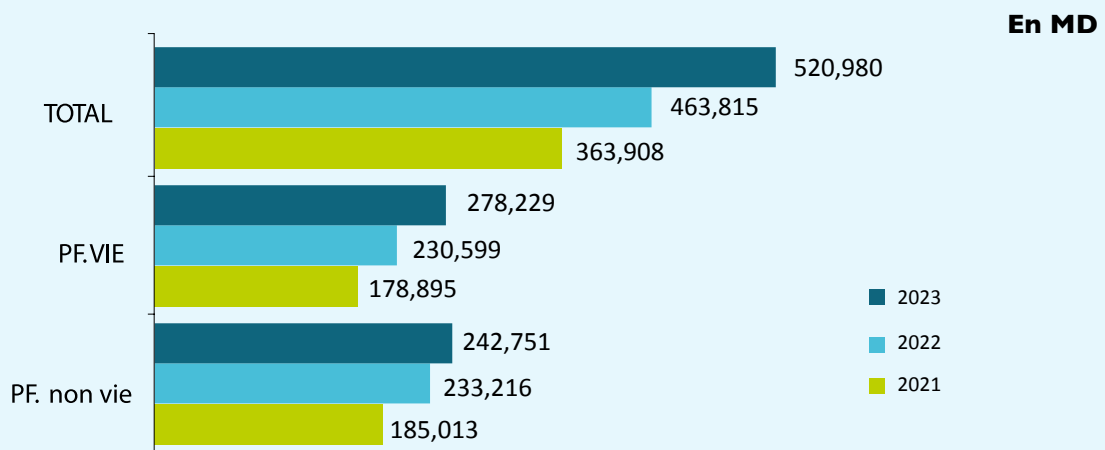
4. Produits nets des placements

Les produits nets du placement du secteur des assurances totalisent 520,980 MD en 2023 contre 463,815 MD en 2022 et 363,908 MD en 2021 soit une augmentation de 12,32 % par rapport à 2022.

En effet, pour les assurances non vie les produits financiers enregistrent une augmentation de 4,09 % passant de 185,013 MD en 2021 et de 233,216 MD en 2022 à 242,751 en 2023.

Les produits financiers de l'assurance vie ont enregistré une augmentation de 20,65 % passant de 178,895 MD en 2021 et de 230,599 MD en 2022 à 278,229 MD en 2023.

Evolution des Produits financiers Non Vie & Vie 2021 - 2023

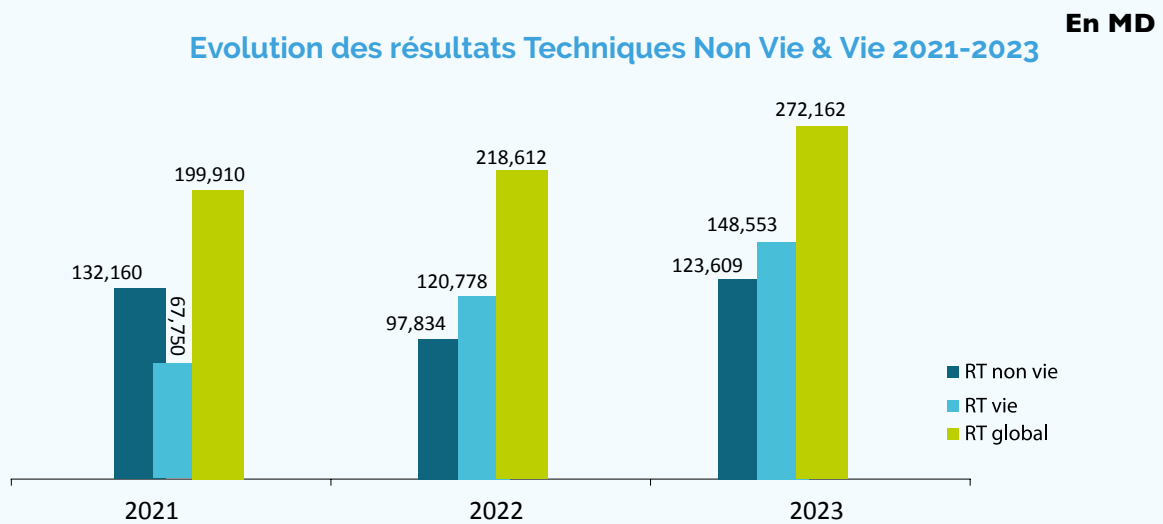


5. Résultats Techniques

Le résultat technique a connu en 2023 une augmentation par rapport à l'exercice précédent passant de 199,910MD en 2021 et 218,612 MD en 2022 à 272,162 MD en 2023.

Pour les assurances non vie le résultat technique est passé d'un excédent de 132,160 MD en 2021 et un excédent 97,834 MD en 2022 à un excédent de 123,609 MD en 2023.

Pour l'assurance vie le résultat technique a augmenté en atteignant 148,553 MD en 2023 contre 120,778 MD en 2022 et 67,750 MD en 2021.



B. ANALYSE PAR BRANCHE

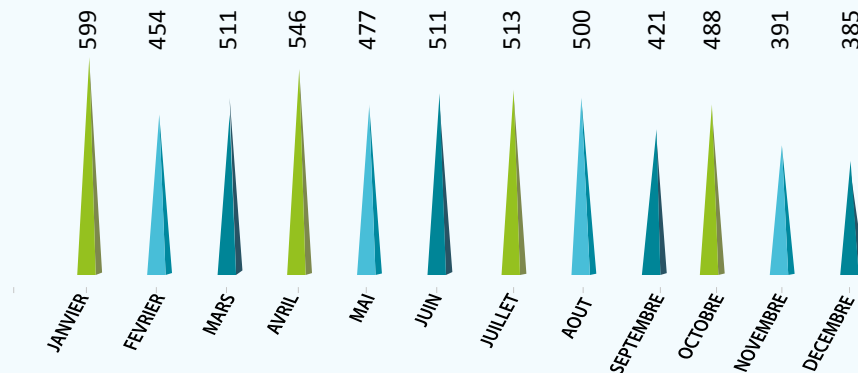
I. L'ASSURANCE AUTOMOBILE

1. Nombre des accidents :

L'évolution du nombre des accidents de la circulation routière et des victimes de ces accidents (tués et blessés) est retracée dans le tableau suivant :

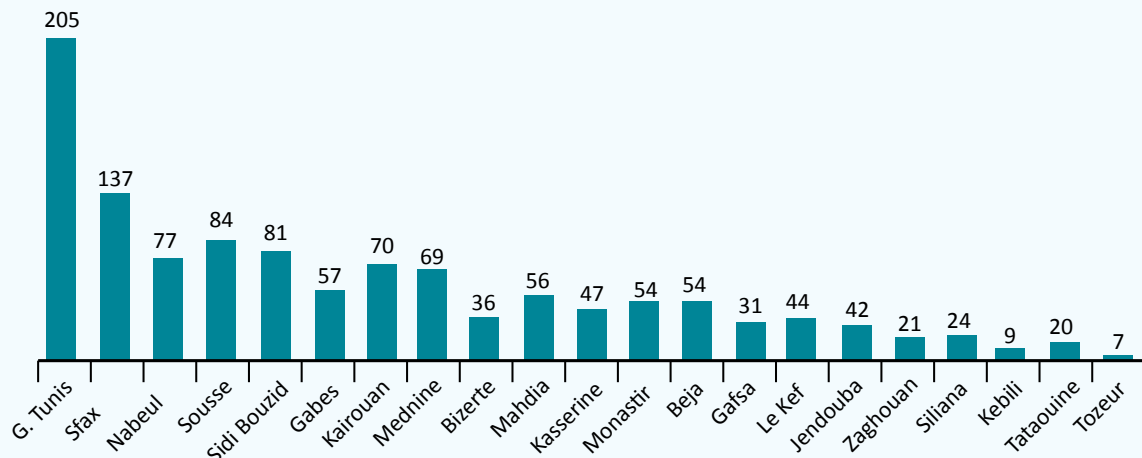
	2021	Ev. En % 21/20	2022	Ev. En % 22/21	2023	Ev. En % 23/22
N. d'Accidents	5 089	6,60	5 715	12,30	5 796	1,42
N. de Tués	1 014	8,92	1 057	4,24	1 216	15,04
N. de Blessés	6 894	1,95	8 184	18,71	7 909	-3,36

Répartition des accidents de la route par mois en 2023



Source : ONSR

Répartition des Tués des accidents de la route par gouvernorat en 2023

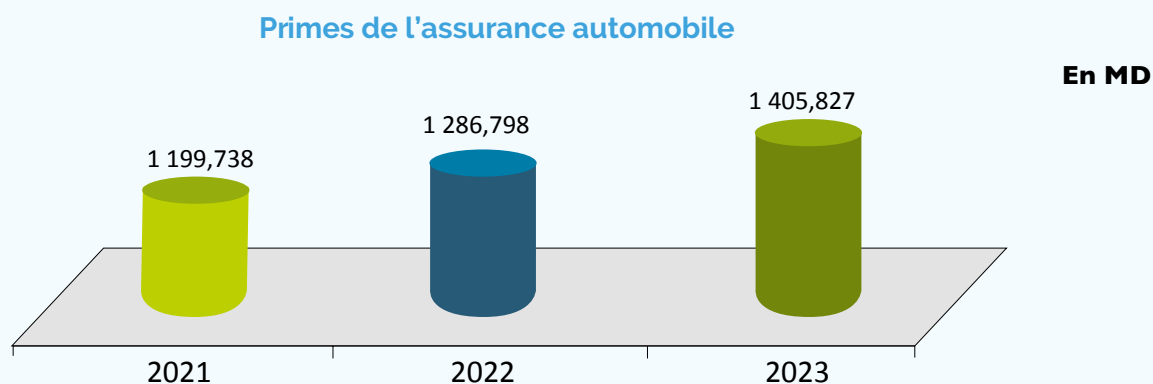


Source : ONSR

2. Les Primes :

En 2023, le montant des primes émises en assurance automobile s'élève à 1 405,827 MD contre 1 286,798 MD en 2022 et 1 199,738 MD en 2021, soit un taux de croissance de 9,25 % en 2023 contre 7,26 % en 2022 et 8,30 % en 2021.

La part des primes de l'assurance automobile dans les émissions totales en 2023 représente 40,80 % contre 40,40 % en 2022 et 42,35 % en 2021.



EN DT

Intitulé	2021	En %	2022	En %	2023	En %
1. STAR	197 239 897	16,44	197 135 158	15,32	193 659 320	13,78
2. MAE	128 008 533	10,67	139 157 519	10,81	158 545 631	11,28
3. G. CTAMA	91 468 424	6,51	106 725 215	8,29	141 674 512	10,08
4. COMAR	131 345 857	10,95	135 675 120	10,54	141 539 341	10,07
5. GAT	121 128 085	10,10	132 498 113	10,30	140 632 557	10,00
6. AMI	124 754 657	10,40	128 165 372	9,96	132 724 897	9,44
7. LLOYD	77 853 568	7,62	88 335 986	6,86	101 741 945	7,24
8. MAGHREBIA	69 792 708	5,82	75 405 521	5,86	88 044 587	6,26
9. ASTREE	68 091 518	5,68	72 210 931	5,61	80 528 677	5,73
10. ZITOUNA TAKAFUL	43 913 420	3,66	49 408 993	3,84	54 353 439	3,87
11. CARTE	40 232 522	3,35	43 411 914	3,37	40 464 909	2,88
12. ASSURENCES. BIAT	29 380 715	2,45	34 138 565	2,65	36 794 698	2,62
13. BH ASSURENCES.	29 657 859	2,47	31 609 856	2,46	36 711 282	2,61
14. EI AMANA.TAKAFUL	23 173 666	1,93	27 081 381	2,10	29 390 654	2,09
15. AT-TAKAFULIA	23 696 134	1,98	25 838 722	2,01	29 020 769	2,05
TOTAL	1 199 737 563	100	1 286 798 366	100	1 405 679 727	100
TAUX DE CROISSANCE En%	8,30		7,26		9,25	
EN % DES PRIMES TOTALES	42,35		40,40		40,80	

La part des trois premières entreprises dans les émissions de la branche assurance automobile est passée de 30,08 % en 2021 et de 36,68 % en 2022 à 35,14 % en 2023.

La concentration des primes émises des trois premières entreprises

2021		2022		2023	
Entreprises	En %	Entreprises	En %	Entreprises	En %
STAR		STAR		STAR	
MAE	38,08	COMAR	36,68	MAE	35,14
COMAR		MAE		CTAMA	

La prime moyenne a augmenté de 6,84 % en 2023 passant de 494,921 dinars en 2021 et de 518,964 dinars en 2022 à 554,486 dinars en 2023.

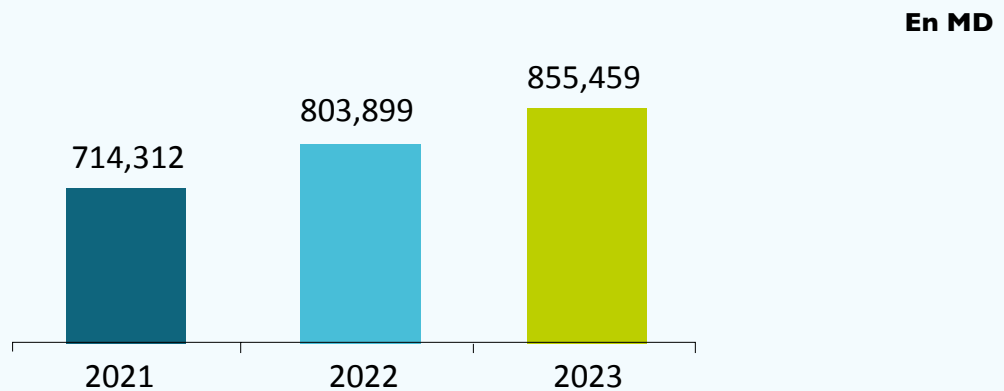
Prime moyenne

	2021	2022	2023	En MD Ev. 23/22
Parc des véhicules	2 424 099	2 479 554	2 535 370	2,29
Primes émises (en dinars)	1 199 737 563	1 286 798 434	1 405 827 218	9,25
Prime moyenne (en dinars)	494,921	518,964	554,486	6,84

3. Les sinistres :

Les sinistres payés en 2023 ont atteint le montant de 855,459 MD contre 803,899 MD en 2022 et 714,312 MD en 2021, enregistrant ainsi une augmentation de 6,41% en 2023.

Sinistres réglés de l'assurance automobile



Les sinistres payés par les entreprises d'assurances durant les trois dernières années sont retracés dans le tableau suivant :

En DT

Intitulé	2021	2022	En %	2023	En %	Evolution 23/22 En %
1- STAR	152 336 614	170 343 095	21,19	154 356 748	18,04	-9,38
2- MAE	72 489 775	83 803 966	10,42	100 183 514	11,71	19,55
3- AMI	109 202 671	105 036 983	13,07	89 794 549	10,50	-14,51
4- COMAR	70 487 710	76 221 309	9,48	84 198 485	9,84	10,47
5- GAT	58 122 469	73 001 907	9,08	81 659 963	9,55	11,86
6- G. CTAMA	48 076 942	54 818 508	6,82	74 625 561	8,72	36,13
7- LLOYD	37 705 565	48 698 020	6,06	53 879 910	6,30	10,64
8- MAGHREBIA	36 269 772	43 211 741	5,38	47 250 889	5,52	9,35
9- ASTREE	38 016 622	41 882 170	5,21	42 142 274	4,93	0,62
10- CARTE	21 026 087	23 980 140	2,98	30 267 507	3,54	26,22
11- ZITOUNA TAKAFUL	16 382 144	19 760 330	2,46	23 319 875	2,73	18,01
12- ASSURANCE BIAT	17 379 073	20 209 591	2,51	22 708 995	2,65	12,37
13- BH ASSURANCES	15 385 163	17 312 707	2,15	20 072 170	2,35	15,94
14- EL AMANA TAKAFUL	11 466 817	14 002 795	1,74	16 879 939	1,97	20,55
15- AT TAKAFULIA	9 964 634	11 615 658	1,44	14 118 270	1,65	21,55
TOTAL	714 312 149	803 898 920	100	855 458 649	100	6,41

La variation de provision pour sinistres à payer a enregistré une augmentation de 10,60 % passant de 122,773MD en 2021 et 160,815 MD en 2022 à 177,866 MD en 2023.

Pour la branche automobile, le rapport sinistre aux primes acquises (sans tenir compte des frais de gestion) est amélioré de 1,48 % en passant de 72,02 % en 2021 et 77,12 % en 2022 à 75,87 % en 2023.

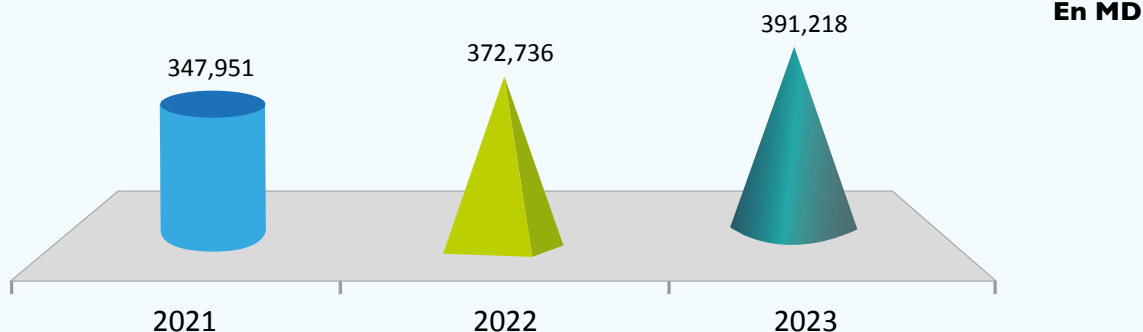
En MD

	2021	Variat°. %	2022	Variat°. %	2023	Variat°. %
• Sinistres payés net de recours	714,312	12,58	803,899	12,54	855,459	6,41
• Variation de provision pour sinistres à payer	122,773	138,21	160,815	28,68	177,866	10,60
• Charges sinistres	837,086	22,02	964,713	14,91	1 033,324	7,11
• Primes acquises	1 162,326	8,25	1 247,244	7,31	1 362,033	9,20
• Rapport sinistres aux primes Acquises en %	72,02	8,13	77,35	5,10	75,87	-1,48

4. Les Frais de Gestion :

Les frais de gestion (frais d'acquisitions et les autres charges de gestion nettes) de la branche automobile s'élevaient à 391,218 MD en 2023 contre 372,736 MD en 2022 et 347,951 MD en 2021 soit une hausse de 4,96 % par rapport à 2022.

Frais de gestion de l'assurance automobile



La part des frais de gestion dans les primes acquises de la branche automobile s'élève à 28,72 % en 2023 contre 29,88 % en 2022 et 29,94 % en 2021.

La part des frais de gestion dans les primes émises de la branche automobile s'établit à 27,83 % en 2023 (17,60 % pour les frais d'acquisitions et 10,23 % pour les charges de gestion) contre 28,97 % en 2022 (16,81 % pour les frais d'acquisitions et 12,16 % pour les charges de gestion) et 29,00 % en 2021 (16,34 % pour les frais d'acquisitions et 12,66 % pour les charges de gestion)

Frais de gestion de l'assurance automobile

En MD

	2021			2022			2023		
	Montant	En % des Primes émises	Taux de Croiss. %	Montant	En % des Primes émises	Taux de Croiss. %	Montant	En % des Primes émises	Taux de Croiss. %
Frais d'acquisition	195,980	16,34	10,79	216,287	16,81	10,36	247,364	17,60	14,37
Autres charges de gestions nettes	151,971	12,66	3,71	156,449	12,16	2,95	143,854	10,23	-8,05
TOTAL	347,951	29,00	7,58	372,736	28,97	7,12	391,218	27,83	4,96

Compte tenu des frais de gestion, le rapport sinistre aux primes acquises s'élève à 104,59 % en 2023 contre 107,23 % en 2022 et 101,95 % en 2021.

Le rapport sinistre aux primes émises après frais de gestion s'élève à 101,33 % en 2023 contre 103,94 % en 2022 et 98,77 % en 2021.

5. Résultats Techniques :

Le solde de souscription est excédentaire de 320,038 MD en 2023 contre un excédent de 280,452 MD en 2022 et un excédent de 319,741 MD en 2021.

Les frais de gestion s'élèvent à 391,218 MD en 2023 contre 372,736 MD en 2022 et 347,951 MD en 2021.

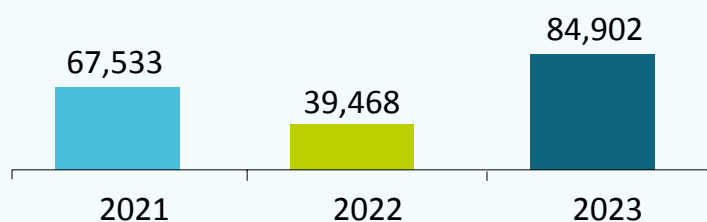
Le solde financier est passé de 124,924 MD en 2021 et 159,837 MD en 2022 à 185,303 MD en 2023, soit une augmentation de 16,59 %.

Le solde de réassurance (résultat des cessions) est déficitaire de 29,222 MD en 2023 contre un déficit de 28,084 MD en 2022 et un déficit de 29,181 MD en 2021.

Ainsi, le résultat technique dégage un excédent de 84,901 MD en 2023 contre un excédent de 39,468 MD en 2022 et un excédent de 67,533 MD en 2021.

Résultat Technique de l'assurance automobile

En MD



Compte d'exploitation de la branche automobile

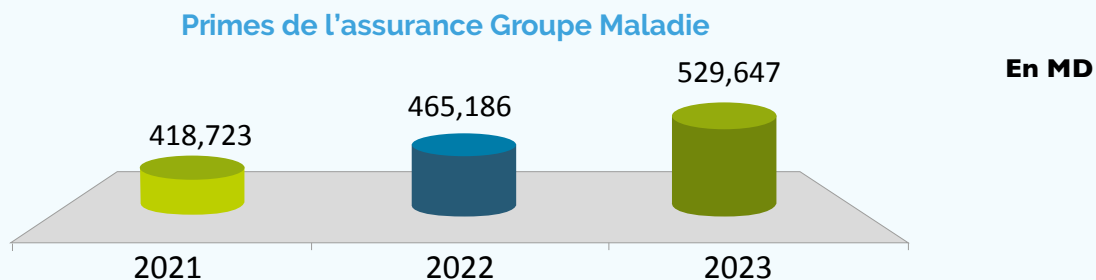
En DT

- Primes acquises	1 362 033 176
- Primes émises	1 405 827 218
- Variation des provisions pour primes non acquises	- 43 794 042
- Charge de prestation	-1 041 995 017
- Prestation et frais payés	-855 458 649
- Variation des provisions pour sinistres à payer	-177 865 726
- Provisions pour égalisation et équilibrage	-164 182
- Autres charges techniques	-8 506 460
SOLDE DE SOUSCRIPTION	320 038 159
SOLDE DE GESTION	-391 218 467
SOLDE FINANCIER	185 303 345
SOLDE DE RÉASSURANCE (résultat des cessions)	-29 221 514
RÉSULTAT TECHNIQUE	84 901 523

II. L'ASSURANCE GROUPE MALADIE

1. Les Primes :

En 2023, le montant des primes émises en assurance groupe maladie s'élève à 529,647 MD contre 465,186 MD en 2022 et 418,723 MD en 2021, soit un taux de croissance de 13,86 % en 2023.



Les primes émises par entreprise en assurance groupe maladie sont retracées dans le tableau ci-après :

Intitulé	2021	En%	2022	En %	2023	En %
1. STAR	85 840 573	20,50	97 497 037	20,96	106 516 130	20,11
2. MAGHREBIA	77 063 882	18,40	88 632 759	19,05	104 323 993	19,70
3. GAT	52 377 196	12,51	52 772 922	11,34	64 411 310	12,16
4. COMAR	35 676 107	8,52	45 956 784	9,88	48 602 290	9,18
5. BH ASSURANCES	43 609 956	10,41	42 426 827	9,12	44 798 287	8,46
6. CARTE	30 497 157	7,28	35 752 201	7,69	42 037 040	7,94
7. ASTREE	29 576 233	7,06	29 583 549	6,36	32 043 248	6,05
8. LLOYD	14 417 879	3,44	18 854 031	4,05	26 565 475	5,02
9. ASSURANCES BIAT	18 478 881	4,41	20 455 469	4,40	22 548 284	4,26
10. G. CTAMA	11 428 258	2,73	12 068 244	2,59	12 945 043	2,44
11. AMI	5 100 435	1,22	5 637 340	1,21	6 781 912	1,28
12. ZITOUNA TAKAFUL	4 592 129	1,10	4 999 571	1,07	5 704 037	1,08
13. EL AMANA TAKAFUL	4 426 686	1,06	5 189 431	1,12	4 664 840	0,88
14. AT-TAKAFULIA	2 229 092	0,53	1 877 613	0,40	3 923 637	0,74
15. MAE	3 409 019	0,81	3 482 549	0,75	3 781 153	0,71
TOTAL	418 723 484	100	465 186 327	100	529 646 679	100
TAUX DE CROISSANCE En %	9,49		11,10		13,86	
EN % DES PRIMES TOTALES	14,78		14,61		15,37	

La part des trois premières entreprises dans les primes émises de la branche assurance groupe maladie durant les trois dernières années est passée de 51,41 % en 2021 et 51,35 % en 2022 à 51,97 % en 2023.

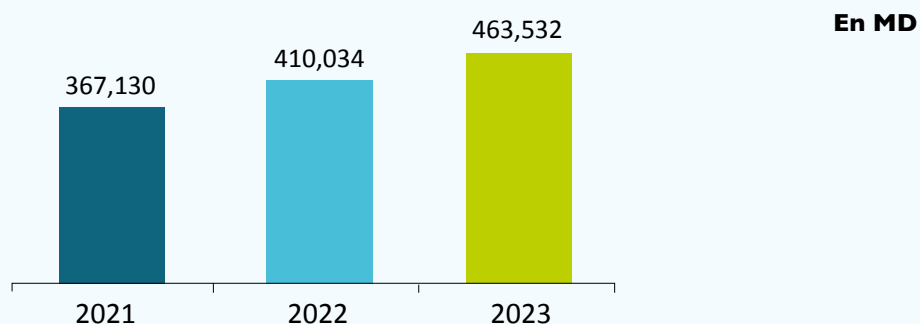
La concentration des primes émises des trois premières entreprises

2021		2022		2023	
Entreprises	En %	Entreprises	En %	Entreprises	En %
STAR		STAR		STAR	
MAGHREBIA	51,41	MAGHREBIA	51,35	MAGHREBIA	51,97
GAT		GAT		GAT	

2. Les Sinistres :

Les sinistres payés en 2023 ont atteint le montant de 463,532 MD contre 410,034 MD en 2022 et 367,130 MD en 2021 enregistrant ainsi une augmentation de 13,05 % en 2023.

Sinistres de l'assurance Groupe Maladie



Les sinistres payés par les entreprises d'assurance durant les trois dernières années sont retracés dans le tableau suivant :

Intitulé	2021	2022	En %	2023	En %	Evolution 23/22%
1- STAR	85 578 763	92 862 988	22,65	97 152 356	20,96	4,62
2- MAGHREBIA	61 301 655	69 880 061	17,04	84 549 816	18,24	20,99
3- GAT	44 963 121	51 779 149	12,63	63 246 888	13,64	22,15
4- COMAR	27 433 605	35 178 746	8,58	40 168 173	8,67	14,18
5- BH ASSURANCES	32 219 454	34 746 441	8,47	35 839 985	7,73	3,15
6- CARTE	28 713 862	31 927 316	7,79	35 269 574	7,61	10,47
7- ASTREE	27 860 674	28 361 751	6,92	32 084 068	6,92	13,12
8- LLOYD	12 817 091	17 523 157	4,27	23 821 327	5,14	35,94
9- ASSURANCES BIAT	17 051 754	18 392 691	4,49	19 410 256	4,19	5,53
10- G/CTAMA	12 864 754	11 028 147	2,69	11 747 468	2,53	6,52
11- AMI	4 248 138	5 694 069	1,39	6 028 550	1,30	5,87
12- ZITOUNA TAKAFUL	3 873 803	4 130 145	1,01	4 739 509	1,02	14,75
13- EL AMANA TAKAFUL	4 145 114	4 535 015	1,11	4 206 664	0,91	-7,24
14- AT-TAKAFULIA	1 839 452	1 753 369	0,43	2 859 400	0,62	63,08
15-MAE	2 218 729	2 240 803	0,55	2 407 935	0,52	7,46
TOTAL	367 129 970	410 033 848	100	463 531 969	100	13,05

La variation de provision pour sinistres à payer a enregistré une augmentation en 2023 passant de 3,335 MD en 2022 à 11,574 MD en 2023.

Pour l'assurance groupe maladie, le rapport sinistres aux primes acquises (sans tenir compte des frais de gestion) est passé de 88,35 % en 2021 à 89,07 % en 2022 et à 89,92 % en 2023.

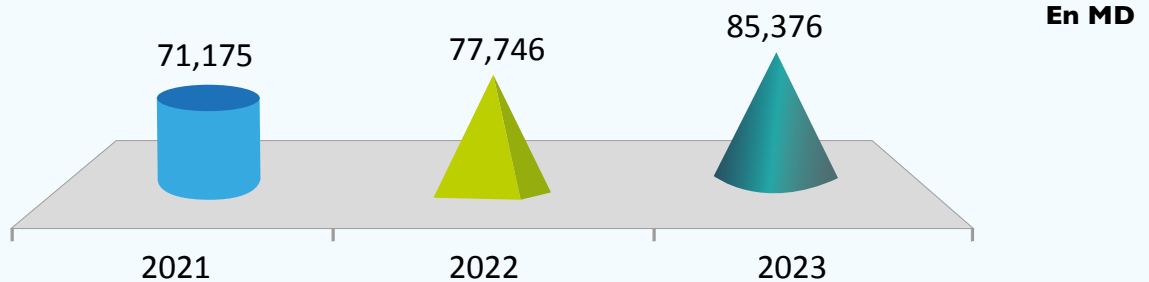
	2021	Variat°. %	2022	Variat°. %	2023	Variat°. %
• Sinistres payés net de recours	367,130	20,44	410,034	11,69	463,532	13,05
• Variation de provision pour sinistres à payer	1,983	-83,35	3,335	68,16	11,574	251,94
• Charges sinistres	369,113	16,54	413,369	11,99	475,106	14,97
• Primes acquises	417,794	9,68	464,092	11,08	528,356	13,85
• Rapport sinistres aux primes Acquises %	88,35	5,20	89,07	0,72	89,92	0,85

En MD

3. Les Frais de Gestion :

Les frais de gestion (les frais d'acquisition et les autres charges de gestion nettes) de la branche groupe maladie s'élèvent à 85,376 MD en 2023 contre 77,746 MD en 2022 et 71,175 MD en 2021 enregistrant une augmentation de 9,81 % en 2023

Frais de Gestion de l'assurance Groupe Maladie



En MD

La part des frais de gestion dans les primes acquises de la branche s'élève à 16,16 % en 2023 contre 16,75 % en 2022 et 17,04 % en 2021.

La part des frais de gestion dans les primes émises de la branche s'établit à 16,12 % en 2023 (9,40 % pour les frais d'acquisition et 6,72 % pour les charges de gestion) contre 16,71 % en 2022 (9,51 % pour les frais d'acquisition et 7,20 % pour les charges de gestion) et 17,00 % en 2021 (9,49 % pour les frais d'acquisition et 7,51 % pour les charges de gestion).

Frais de Gestion de l'assurance Groupe Maladie

	2021			2022			2023		
	Montant	En % des Primes émises	Taux de Croiss. %	Montant	En % des Primes émises	Taux de Croiss. %	Montant	En % des Primes émises	Taux de Croiss. %
Frais d'acquisition	39,734	9,49	12,60	44,224	9,51	11,30	49,811	9,40	12,63
Autres charges de gestions nettes	31,441	7,51	7,98	33,522	7,20	6,62	35,566	6,72	6,10
TOTAL	71,175	17,00	10,51	77,746	16,71	9,23	85,376	16,12	9,81

EN MD

Compte tenu des frais de gestion, le rapport sinistre aux primes acquises s'élève à 106,08 % en 2023 contre 105,82 % en 2022 et 105,38 % en 2021. Ainsi le rapport sinistre aux primes acquises, frais de gestion compris, s'est détérioré de 0,26.

Le rapport sinistre aux primes émises après frais de gestion s'élève à 105,82 % en 2023 contre 105,57 % en 2022 et 105,15 % en 2021.

4. Résultats Techniques :

Le solde de souscription est excédentaire de 51,360 MD en 2023 contre 49,016 MD en 2022 et 48,475 MD en 2021.

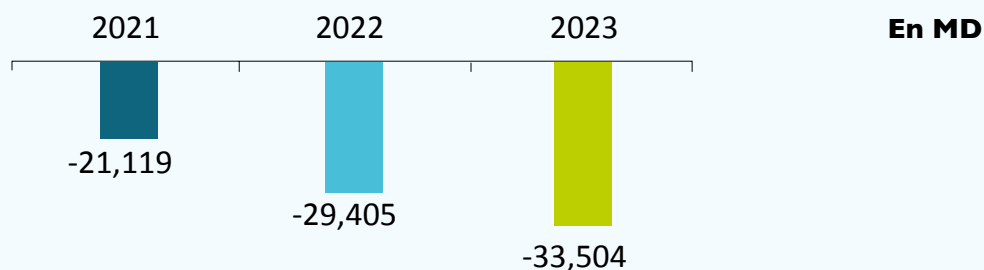
Les frais de gestion s'élèvent à 85,376 MD en 2023 contre 77,746 MD en 2022 et 71,175 MD en 2021.

Le résultat financier de la branche Groupe Maladie dégage un solde excédentaire de 9,712 MD en 2023 contre un solde excédentaire de 6,577 MD en 2022 et un solde excédentaire de 7,690 MD en 2021.

Le solde de réassurance (résultat des cessions) est déficitaire de 9,199 MD en 2023 contre un déficit de 7,252 MD en 2022 et un déficit de 6,109 MD en 2021.

Le résultat technique dégage un déficit de 33,504 MD en 2023 contre un déficit de 29,405 MD en 2022 et un déficit de 21,119 MD en 2021.

Résultat technique de l'assurance Groupe Maladie



Compte d'exploitation de l'assurance Groupe Maladie

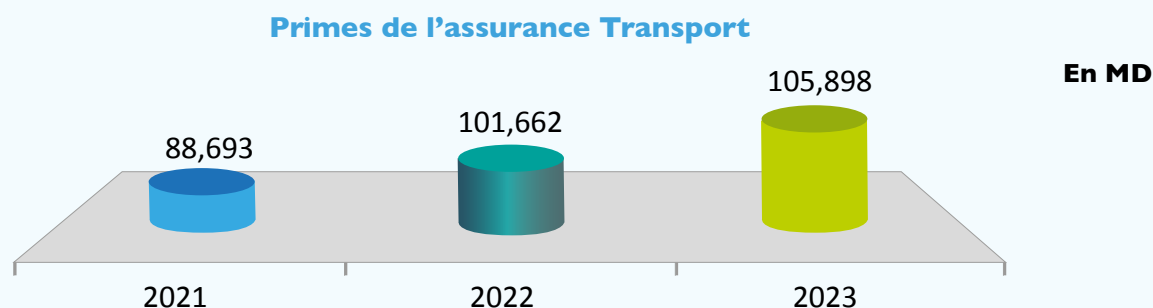
	En DT
- Primes acquises	528 356 021
- Primes émises	529 646 679
- Variation des provisions pour primes non acquises	- 1 290 658
- Charge de prestation	- 476 995 580
- Prestation et frais payés	- 463 531 969
- Variation des provisions pour sinistres à payer	- 11 574 216
- Provisions pour égalisation et équilibrage	-178 268
- Autres charges techniques	- 1 711 127
SOLDE DE SOUSCRIPTION	51 360 441
SOLDE DE GESTION	- 85 376 607
SOLDE FINANCIER	9 711 604
SOLDE DE RÉASSURANCE (résultat des cessions)	- 9 199 339
RÉSULTAT TECHNIQUE	33 503 556

III. L'ASSURANCE DE TRANSPORT

1. Les Primes :

En 2023, le montant des primes émises en assurance transport s'élève à 105,898 MD contre 101,662 MD en 2022 et 88,693 MD en 2021, soit une augmentation de 14,17% en 2023.

La part des primes de l'assurance transport dans les émissions totales représente 3,07 % en 2023 contre 3,19 % en 2022 et 3,13 % en 2021.



Intitulé	2021		2022		2023	
	En DT	En %	En DT	En %	En DT	En %
1. GAT	12 001 994	19,06	14 904 751	14,66	17 597 701	16,62
2. STAR	16 902 136	14,55	16 164 461	15,90	13 716 935	12,95
3. ASTREE	11 169 519	9,28	10 920 441	10,74	13 634 640	12,88
4. CARTE	8 227 207	12,59	11 480 549	11,29	10 800 139	10,20
5. COMAR	8 042 982	9,07	10 633 844	10,46	10 258 516	9,69
6. LLOYD	9 199 499	10,37	9 101 056	8,95	8 987 373	8,49
7. ASSURANCES BIAT	3 527 222	3,98	6 757 659	6,65	8 222 400	7,76
8. BH ASSURANCES	4 085 222	4,02	4 044 847	3,98	5 111 402	4,83
9. MAGHREBIA	3 561 115	4,61	4 329 742	4,26	5 061 179	4,78
10. MAE	2 855 018	3,22	3 352 239	3,30	3 264 905	3,08
11. AMI	1 252 036	2,30	2 219 888	2,18	2 479 999	2,34
12. ZITOUNA TAKAFUL	2 039 562	1,41	2 638 009	2,59	2 323 584	2,19
13. EL AMANA TAKAFUL	1 571 070	1,77	1 902 779	1,87	1 709 643	1,61
14. AT-TAKAFULIA	979 927	2,68	1 507 330	1,48	1 651 821	1,56
15. G/CTAMA	2 378 353	1,10	1 704 273	1,68	1 078 244	1,02
TOTAL	88 692 861	100	101 661 868	100	105 898 481	100
TAUX DE CROISSANCE En %	-17,08		14,62		14,17	
EN % DES PRIMES TOTALES	3,13		3,19		3,07	

La part des trois premières entreprises dans les primes émises de la branche transport est passée durant les trois dernières années de 46,20 % en 2021 et 41,85 % en 2022 à 42,45 % en 2023.

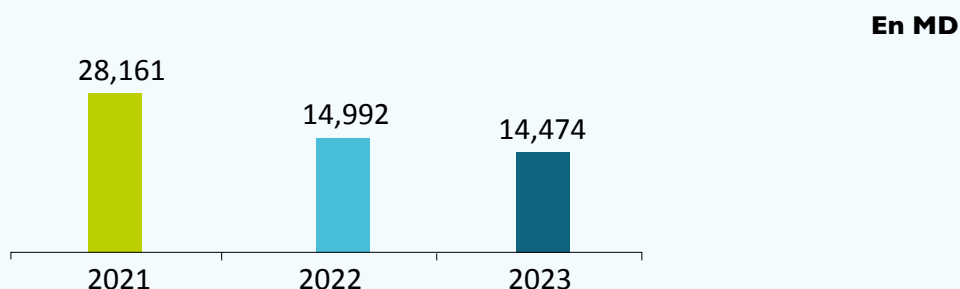
La concentration des primes émises des trois premières entreprises

2021		2022		2023	
Entreprises	En %	Entreprises	En %	Entreprises	En %
STAR		STAR		GAT	
GAT	46,20	GAT	41,85	STAR	42,45
ASTREE		CARTE		ASTREE	

2. Les Sinistres :

Les sinistres payés en 2023 ont atteint le montant de 14,474 MD contre 14,992 MD en 2022 et 28,161 MD en 2021 enregistrant une légère baisse de 3,45 % en 2023.

Sinistres de l'assurance Transport



Les sinistres payés par les entreprises d'assurance durant les trois dernières années sont retracés dans le tableau suivant :

En DT

Intitulé	2021	2022	En%	2023	En%	Evolution 23/22
1 - STAR	9 035 181	1 612 493	10,76	2 809 721	19,41	74,25
2 - LLOYD	2 257 785	817 313	5,45	2 052 624	14,18	151,14
3 - COMAR	6 655 294	1 562 835	10,42	1 857 097	12,83	18,83
4 - MAGHREBIA	993 987	1 813 639	12,10	1 833 898	12,67	1,12
5 - CARTE	1 512 952	1 479 143	9,87	1 149 893	7,94	-22,26
6 - ASTREE	545 230	1 043 158	6,96	1 065 076	7,36	2,10
7 - BH ASSURANCES	785 494	654 868	4,37	1 042 543	7,20	59,20
8 - GAT	2 376 991	3 047 642	20,33	1 036 641	7,16	-65,99
9 - ASSURANCES BIAT	475 245	-17 857	-0,12	514 162	3,55	-
10 - AMI	1 377 000	915 325	6,11	416 384	2,88	-54,51
11 - G/CTAMA	823 690	1 327 561	8,86	411 514	2,84	-69,00
12 - AT-TAKAFULIA	126 425	185 072	1,23	138 605	0,96	-25,11
13 - EI AMANA TAKAFUL	844 363	453 588	3,03	91 331	0,63	-79,86
14 - ZITOUNA TAKAFUL	345 751	25 622	0,17	34 979	0,24	36,52
15 - MAE	5 702	71 619	0,48	19 952	0,14	-72,14
TOTAL	28 161 090	14 992 021	100	14 474 420	100	-3,45

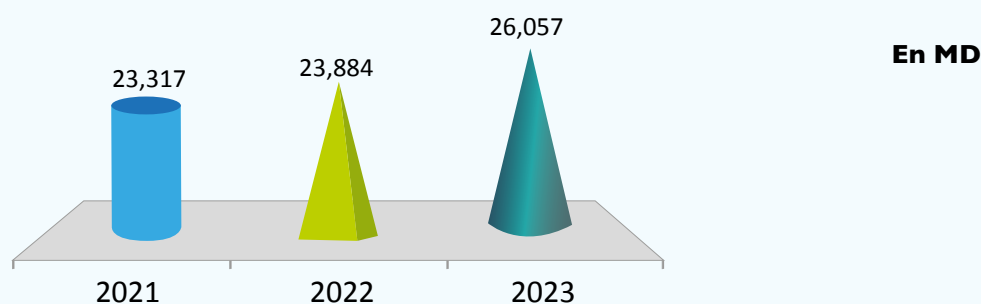
La variation de provision pour sinistres à payer a passé de -7,083 MD en 2021 et de 6,566 MD en 2022 à 2,333 MD en 2023. Pour la branche transport, le rapport sinistre aux primes acquises (sans tenir compte des frais de gestion) s'est amélioré de 6,11 passant de 24,37 % en 2021 et 21,88 % en 2022 à 15,77 % en 2023.

	2021	Variât. %	2022	Variât. %	2023	Variât. %
• Sinistres payés net de recours	28,161	104,00	14,992	-46,76	14,474	3,45
• Variation de provision pour sinistres à payer	-7,083	-546,02	6,566	-	2,333	-64,47
• Charges sinistres	21,078	36,94	21,558	2,28	16,808	-22,04
• Primes acquises	86,493	11,24	98,533	13,92	106,575	8,16
• Rapport sinistres aux primes Acquises %	24,37	4,57	21,88	-2,49	15,77	-6,11

3. Les Frais de Gestion :

Les frais de gestion (les frais d'acquisitions et les autres charges de gestion nettes) de la branche transport s'élèvent à 26,057 MD en 2023 contre 23,884 MD en 2022 et 23,317 MD en 2021 soit une augmentation de 9,10 % par rapport à 2022.

Frais de Gestion de l'assurance transport



La part des frais de gestion dans les primes acquises de la branche s'élève à 24,45 % en 2023 contre 24,24 % en 2022 et 26,96 % en 2021.

La part des frais de gestion dans les primes émises de la branche s'établit à 29,38 % en 2023 (18,26 % pour les frais d'acquisition et 11,12 % pour les charges de gestion) contre 26,93 % en 2022 (16,30 % pour les frais d'acquisition et 10,63 % pour les charges de gestion) et 26,29 % en 2021 (14,80 % pour les frais d'acquisition et 11,49 % pour les charges de gestion).

Frais de Gestion de l'assurance Transport

	2021			2022			2023		
	Montant	En % des Primes émises	Taux de Croiss. %	Montant	En % des Primes émises	Taux de Croiss. %	Montant	En % des Primes émises	Taux de Croiss. %
Frais d'acquisition	13,128	14,80	2,60	14,454	16,30	10,10	16,197	18,26	12,06
Autres charges de gestions nettes	10,189	11,49	9,35	9,430	10,63	-7,45	9,860	11,12	4,56
TOTAL	23,317	26,29	5,44	23,884	26,93	2,43	26,057	29,38	9,10

Compte tenu des frais de gestion, le rapport sinistre aux primes acquises s'élève à 40,22 % en 2023 contre 46,12 % en 2022 et 51,33 % en 2021. Ainsi le rapport sinistre aux primes acquises frais de gestion compris s'est amélioré de 5,90 en 2023. Le rapport sinistre aux primes émises après frais de gestion s'élève à 48,33 % en 2023 contre 48,14 % en 2022 et 50,06 % en 2021.

4. Résultats Techniques :

Le solde de souscription est excédentaire de 93,064 MD en 2023 contre un excédent de 77,361 MD en 2022 et un excédent de 69,027 MD en 2021.

Les frais de gestion s'élèvent à 26,057 MD en 2023 contre 23,884 MD en 2022 et 23,318 MD en 2021.

Le solde financier de la branche transport dégage un résultat de 3,596 MD en 2023 contre 5,505 MD en 2022 et 3,531 MD en 2021.

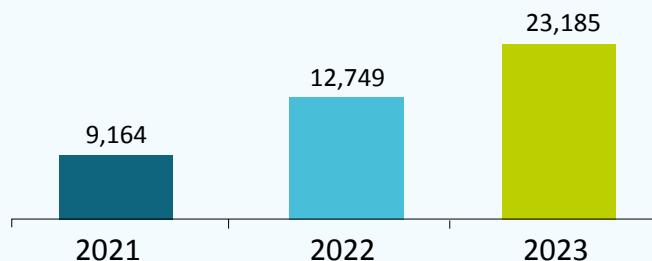
Le solde de réassurance (résultat des cessions) est déficitaire de 47,417 MD en 2023 contre un déficit de 46,233 MD en 2022 et un déficit de 40,077 MD en 2021.

Le résultat technique dégage un excédent de 23,185 MD en 2023 contre un excédent de 12,749 MD en 2022 et un excédent de 9,164 MD en 2021.

IV. L'ASSURANCE DE L'INCENDIE

Résultat technique de l'assurance Transport

En MD



Compte d'exploitation de l'assurance Transport

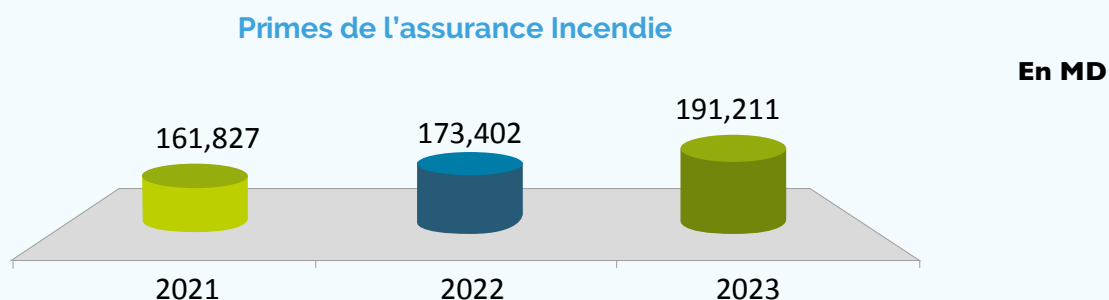
En DT

- Primes acquises	106 575 046
- Primes émises	105 898 481
- Variation des provisions pour primes non acquises	676 565
- Charge de prestation	-13 511 292
- Prestation et frais payés	-14 474 420
- Variation des provisions pour sinistres à payer	- 2 333 179
- Provisions pour égalisation et équilibrage	0
- Autres charges techniques	3 296 307
SOLDE DE SOUSCRIPTION	93 063 754
SOLDE DE GESTION	- 26 057 434
SOLDE FINANCIER	3 595 884
SOLDE DE RÉASSURANCE (résultat des cessions)	-47 416 975
RÉSULTAT TECHNIQUE	23 185 229

1. Les Primes :

En 2023, le montant des primes émises en assurance incendie s'élève à 191,211 MD contre 173,402 MD en 2022 et 161,827 MD en 2021, soit une augmentation de 10,27 % en 2023.

La part des primes de l'assurance incendie dans les émissions totales est passée de 5,71 % en 2021 à 5,44 % en 2022 et à 5,55 % en 2023.



La part des trois premières entreprises dans les primes émises de la branche incendie est passée de à 43,63 % en 2021 à 43,58 % en 2022 et à 42,53 % en 2023.

En DT

Intitulé	2021	En %	2022	En %	2023	En %
1. MAGHREBIA	27 717 039	17,13	29 062 597	16,76	31 033 611	16,23
2. COMAR	25 137 870	15,53	27 835 162	16,05	28 751 642	15,04
3. ASTREE	17 757 890	10,97	18 667 588	10,77	21 524 097	11,26
4. LLOYD	12 682 816	7,84	15 759 247	9,09	21 303 843	11,14
5. GAT	14 978 711	9,26	16 444 379	9,48	18 659 548	9,76
6. CARTE	14 007 545	8,66	15 873 374	9,15	17 905 620	9,36
7. ASSURANCES BIAT	13 945 967	8,62	15 624 036	9,01	17 623 793	9,22
8. STAR	13 910 666	8,60	14 743 041	8,50	13 083 363	6,84
9. BH ASSURANCES	10 758 219	6,65	8 689 439	5,01	9 468 867	4,95
10. ZITOUNA TAKAFUL	3 037 671	1,88	3 066 840	1,77	3 524 712	1,84
11. AT-TAKAFULIA	1 388 804	0,85	1 411 994	0,81	2 250 868	1,18
12. EL AMANA TAKAFUL	2 007 426	1,23	1 550 294	0,89	2 204 866	1,15
13. G/CTAMA	1 990 285	1,23	2 058 018	1,19	1 767 130	0,92
14. AMI	2 186 364	1,35	2 197 312	1,27	1 759 921	0,92
15. MAE	319 806	0,20	418 448	0,24	348 768	0,18
TOTAL	161 827 079	100	173 401 769	100	191 210 749	100
TAUX DE CROISSANCE En %	10,98		7,15		10,27	
EN % DES PRIMES TOTALES	5,71		5,44		5,55	

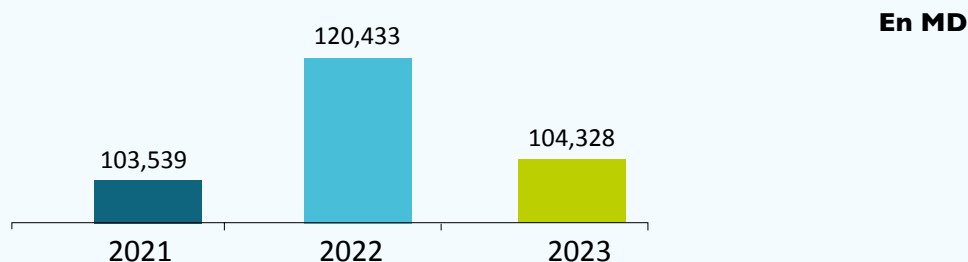
La concentration des primes émises des trois premières entreprises

2021		2022		2023	
Entreprises	En %	Entreprises	En %	Entreprises	En %
MAGHREBIA		MAGHREBIA		MAGHREBIA	
COMAR	43,63	COMAR	43,58	COMAR	42,53
ASTREE		ASTREE		ASTREE	

2. Les Sinistres :

Les sinistres payés en 2023 ont atteint 104,328 MD contre 120,433 MD en 2022 et 103,539 MD en 2021, enregistrant ainsi une baisse de 13,37 % par rapport à 2022.

Sinistres de l'assurance Incendie



Les sinistres payés par les entreprises d'assurance durant les trois dernières années sont retracés dans le tableau suivant :

Intitulé	En DT					
	2021	2022	En %	2023	En %	Evolution 23/22 %
1. CARTE	38 703 821	63 905 400	53,06	57 171 818	54,80	-10,54
2. ASSURANCES BIAT	3 854 304	2 677 824	2,22	11 486 457	11,01	328,95
3. LLOYD	6 320 835	9 149 678	7,60	7 571 922	7,26	-17,24
4. ASTREE	2 842 251	10 666 704	8,86	5 226 674	5,01	-51,00
5. STAR	7 682 721	6 347 508	5,27	4 855 899	4,65	-23,50
6. GAT	6 855 323	5 146 603	4,27	4 125 307	3,95	-19,84
7. COMAR	11 766 131	7 715 073	6,41	3 690 331	3,54	-52,17
8. MAGHREBIA	15 792 694	11 265 816	9,35	3 261 915	3,13	-71,05
9. ZITOUNA TAKAFUL	192 882	345 624	0,29	2 338 579	2,24	576,63
10. BH ASSURANCES	5 742 985	1 218 761	1,01	1 744 651	1,67	43,15
11. EL AMANA TAKAFUL	567 234	201 480	0,17	1 587 027	1,52	687,68
12. AT-TAKAFULIA	187 763	178 560	0,15	733 363	0,70	310,71
13. AMI	181 986	1 206 238	1,00	252 367	0,24	-79,08
14. G/CTAMA	2 828 798	375 947	0,31	189 967	0,18	-49,47
15. MAE	19 538	32 026	0,03	91 703	0,09	186,34
TOTAL	103 539 266	120 433 242	100	104 327 980	100	-13,37

La variation de provision pour sinistres à payer est passée de 72,409 MD en 2021 et de -47,138 MD en 2022 à 27,791 MD en 2023.

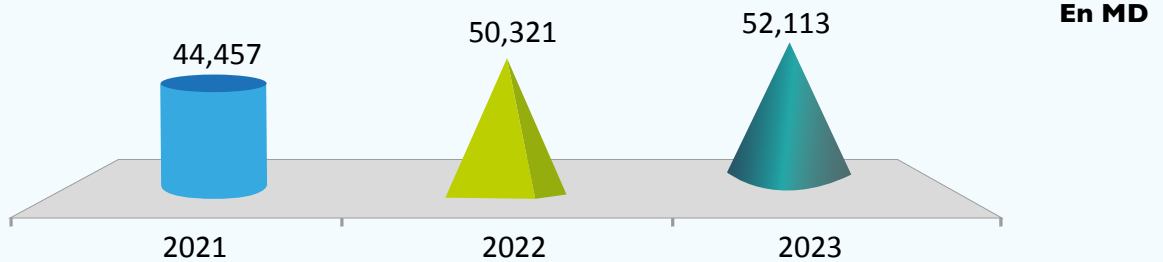
Pour la branche incendie, le rapport sinistre aux primes acquises (sans tenir compte des frais de gestion) est détérioré de 27,37 passant de 113,82 % en 2021 et de 42,97 % en 2022 à 70,34 % en 2023.

	2021	Variat°. %	2022	Variat°. %	2023	Variat°. %
• Sinistres payés net de recours	103,539	-3,38	120,433	16,32	104,328	-13,37
• Variation de provision pour sinistres à payer	72,409	-	-47,138	-165,10	27,791	-158,96
• Charges sinistres	175,948	73,00	73,295	-58,34	132,119	80,26
• Primes acquises	154,583	6,46	170,572	10,34	187,824	10,11
• Rapport sinistres aux primes Acquises %	113,82	43,78	42,97	-70,85	70,34	27,37

3. Les Frais de Gestion :

Les frais de gestion (les frais d'acquisition et les autres charges de gestion nettes) de la branche incendie s'élèvent à 52,113 MD en 2023 contre 50,321 MD en 2022 et 44,457 MD en 2021.

Frais de Gestion de l'assurance incendie



La part des frais de gestion dans les primes acquises de la branche s'élève à 27,75 % en 2023 contre 29,50 % en 2022 et 28,76 % en 2021.

La part des frais de gestion dans les primes émises de la branche s'élèvent à 27,25 % en 2023 (17,58 % pour les frais d'acquisition et 9,67 % pour les charges de gestion) contre 29,02 % en 2022 (17,58 % pour les frais d'acquisition et 11,44 % pour les charges de gestion) et 27,47 % en 2021 (16,71 % pour les frais d'acquisition et 10,76 % pour les charges de gestion).

Frais de Gestion de l'assurance incendie

EN MD

	2021			2022			2023		
	Montant	En % des Primes émises	Taux de Croiss. %	Montant	En % des Primes émises	Taux de Croiss. %	Montant	En % des Primes émises	Taux de Croiss. %
Frais d'acquisition	27,047	16,71	1,91	30,488	17,58	12,72	33,616	17,58	10,26
Autres charges de gestions nettes	17,410	10,76	-2,83	19,833	11,44	13,92	18,497	9,67	-6,74
TOTAL	44,457	27,47	-	50,321	29,02	13,19	52,113	27,25	3,56

Compte tenu des frais de gestion, le rapport sinistre aux primes acquises s'élève à 98,09 % en 2023 contre 72,47 % en 2022 et 142,58 % en 2021.

Le rapport sinistre aux primes émises après frais de gestion s'élève à 108,90 % en 2023 contre 74,31 % en 2022 et 136,20 % en 2021.

4. Résultats Techniques :

Le solde de souscription est excédentaire de 53,166 MD en 2023 contre un excédent de 100,440 MD en 2022 et excédent de 20,981 MD en 2021.

Les frais de gestion s'élèvent à 52,113 MD en 2023 contre 50,321 MD en 2022 et 44,457 MD en 2021.

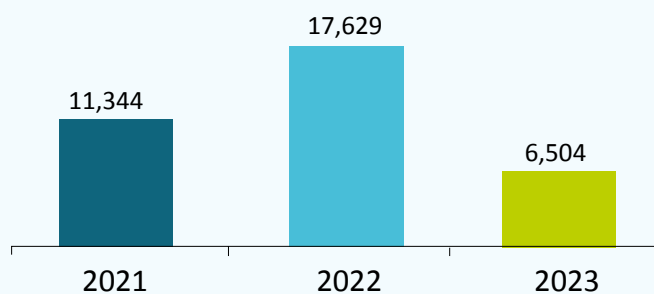
Le solde financier de la branche incendie dégage un résultat de 14,909 MD en 2023 contre 14,043 MD en 2022 et 11,821 MD en 2021.

Le solde de réassurance (résultat des cessions) s'est amélioré en 2023 passant d'un déficit de 64,961 MD en 2021 à un déficit de 46,434 MD en 2022 et à un déficit de 9,459 MD en 2023.

Ainsi le résultat technique dégage un excédent de 6,504 MD en 2023 contre un excédent de 17,629 MD en 2022 et un excédent de 11,344 MD en 2021. Il représente 3,46 % des primes émises en 2023.

Résultat Technique de l'assurance incendie

En MD



Compte d'exploitation de l'assurance incendie

En DT

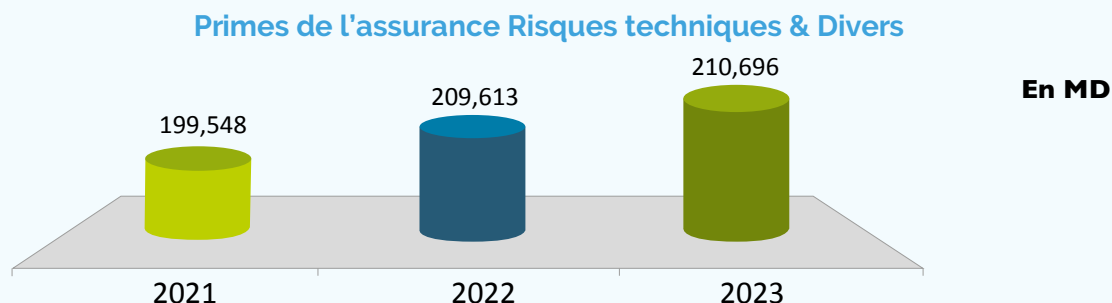
- Primes acquises	187 824 044
- Primes émises	191 210 749
- Variation des provisions pour primes non acquises	-3 386 705
- Charge de prestation	-134 657 794
- Prestation et frais payés	-104 327 980
- Variation des provisions pour sinistres à payer	-27 790 961
- Provisions pour égalisation et équilibrage	0
- Autres charges techniques	-2 538 853
SOLDE DE SOUSCRIPTION	53 166 250
SOLDE DE GESTION	-52 112 551
SOLDE FINANCIER	14 909 240
SOLDE DE RÉASSURANCE (résultat des cessions)	-9 459 081
RÉSULTAT TECHNIQUE NET	6 503 853

V. L'ASSURANCE RISQUES TECHNIQUES & DIVERS

1. Les Primes :

En 2023, le montant des primes émises de la branche des risques techniques et divers s'élève à 210,696 MD contre 209,613 MD en 2022 et 199,548 MD en 2021, soit une légère hausse de 0,52 % en 2023.

La part de ces primes dans les émissions totales représente 6,11 % en 2023 contre 6,58 % en 2022 et 7,04 % en 2021.



Les primes émises par entreprise en assurance risques techniques et divers sont retracées dans le tableau ci-après :

Intitulé	En DT					
	2021	En %	2022	En %	2023	En %
1. CARTE	35 850 008	20,05	32 926 647	15,71	41 897 698	19,89
2. LLOYD	18 673 661	9,63	22 152 933	10,57	31 278 567	14,85
3. COMAR	22 051 470	11,04	21 946 737	10,47	21 880 101	10,38
4. MAGHREBIA	24 364 403	11,30	27 669 987	13,20	20 159 492	9,57
5. STAR	14 946 850	7,74	18 764 361	9,00	15 959 827	7,57
6. ASTREE	14 598 425	8,08	14 437 341	6,89	15 684 735	7,44
7. GAT	10 979 112	4,94	12 261 656	5,85	14 758 463	7,00
8. ASSURANCES BIAT	11 372 763	5,24	11 911 421	5,68	12 196 574	5,79
9. G/CTAMA	19 271 189	8,70	21 585 541	10,30	9 709 703	4,61
10. MAE	11 393 540	3,74	7 468 235	3,56	7 578 793	3,60
11. ZITOUNA TAKAFUL	5 901 013	3,00	6 548 169	3,12	6 692 347	3,18
12. BH ASSURANCES	4 435 209	2,56	6 090 936	2,91	6 247 887	2,97
13. EL AMANA TAKAFUL	2 549 926	1,95	2 675 495	1,28	2 940 422	1,40
14. AMI	1 902 693	0,99	1 504 608	0,72	2 076 538	0,99
15. AT- TAKAFULIA	1 258 082	1,02	1 568 668	0,75	1 634 748	0,78
TOTAL	199 548 344	100	209 612 735	100	210 695 895	100
TAUX DE CROISSANCE En %	2,87		5,04		0,52	
EN % DES PRIMES TOTALES	7,04		6,58		6,11	

La part des trois premières entreprises dans les primes émises de la branche risques techniques et divers est passée de 39,97% en 2021 à 39,38 % en 2022 et à 45,12 % en 2023.

La concentration des primes émises des trois premières entreprises

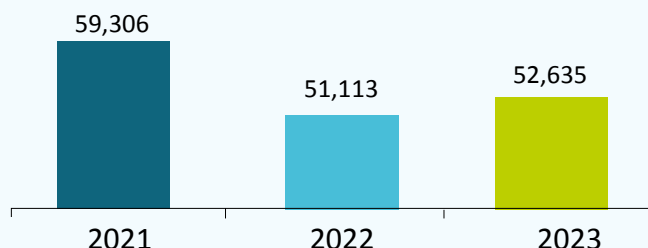
2021		2022		2023	
Entreprises	En %	Entreprises	En %	Entreprises	En %
CARTE		CARTE		CARTE	
MAGHREBIA	39,97	MAGHREBIA	39,38	LLOYD	45,12
COMAR		LLOYD		COMAR	

2. Les Sinistres :

Les sinistres payés en 2023 ont atteint le montant de 52,635 MD contre 51,113 MD en 2022 et 59,306 MD en 2021 enregistrant ainsi une hausse de 2,98 % en 2023.

Sinistres de l'assurance Risques techniques & Divers

En MD



Les sinistres payés par les entreprises d'assurance durant les trois dernières années sont retracés dans le tableau suivant :

En DT

Intitulé	2021	2022	En %	2023	En %	Evolution 23/22 en %
1. LLOYD	7 999 619	9 288 599	18,17	10 570 858	20,08	13,80
2. STAR	8 682 322	9 064 922	17,74	8 908 667	16,93	-1,72
3. CARTE	2 773 845	5 232 417	10,24	6 797 626	12,91	29,91
4. GAT	10 093 715	6 116 622	11,97	6 217 741	11,81	1,65
5. MAGHREBIA	15 466 876	7 032 370	13,76	5 625 816	10,69	-20,00
6. ASTREE	2 566 191	2 241 548	4,39	3 782 048	7,19	68,72
7. ASSURANCES BIAT	4 222 634	3 518 272	6,88	3 460 350	6,57	-1,65
8. COMAR	4 129 122	3 229 727	6,32	3 294 054	6,26	1,99
9. BH ASSURANCE	688 912	1 732 646	3,39	1 444 089	2,74	-16,65
10. MAE	507 076	1 008 625	1,97	593 037	1,13	-41,20
11. AMI	541 832	700 024	1,37	587 743	1,12	-16,04
12. G/CTAMA	555 573	1 001 618	1,96	476 964	0,91	-52,38
13. ZITOUNA TAKAFUL	399 982	472 910	0,93	370 287	0,70	-21,70
14. EL AMANA TAKAFUL	576 779	161 888	0,32	330 420	0,63	104,10
15. AT-TAKAFULIA	101 230	310 500	0,61	175 561	0,33	-43,46
TOTAL	59 305 708	51 112 688	100	52 635 261	100	2,98

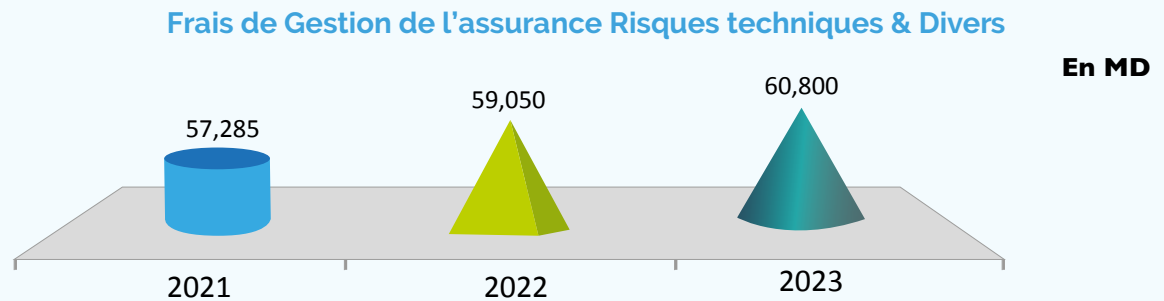
la variation de provision pour sinistres à payer a passée de -14,144 MD en 2021 et de 7,974 MD en 2022 à 13,906 MD en 2023.

Pour la branche risques divers le rapport sinistre aux primes acquises (sans tenir compte des frais de gestion) s'est détérioré de 5,30 passant de 22,78 % en 2021 et 27,54 % en 2022 à 32,84 % en 2023.

	2021	Variation En %	2022	Variation En %	2023	Variation En %
• Sinistres payés net de recours	59,306	9,76	51,113	-13,82	52,635	2,98
• Variation de provision pour sinistres à payer	-14,144	-151,66	7,974	-156,37	13,906	74,29
• Charges sinistres	45,162	-44,53	59,086	30,83	66,542	12,61
• Primes acquises	198,283	0,17	214,564	8,21	202,638	-5,56
• Rapport sinistres aux primes Acquises	22,78	-18,35	27,54	4,76	32,84	5,30

3. Les Frais de Gestion :

Les frais de gestion (les frais d'acquisition et les autres charges de gestion nettes) de la branche risques divers s'élèvent à 60,800 MD en 2023 contre 59,050 MD en 2022 et 57,285 MD en 2021. Soit une hausse de 2,96 % en 2023.



La part des frais de gestion dans les primes acquises de la branche s'élève à 30,00 % en 2023 contre 27,52 % en 2022 et 28,89 % en 2021.

La part des frais de gestion dans les primes émises de la branche s'établit à 28,86 % en 2023 (16,64 % pour les frais d'acquisition et 12,22 % pour les charges de gestion) contre 28,17 % en 2022 (15,20 % pour les frais d'acquisition et 12,97 % pour les charges de gestion) et 28,71 % en 2021 (15,09 % pour les frais d'acquisition et 13,62 % pour les charges de gestion).

Frais de Gestion de l'assurance Risques techniques & Divers

EN MD

	2021			2022			2023		
	Montant	En % des Primes émises	Taux de Croiss. %	Montant	En % des Primes émises	Taux de Croiss. %	Montant	En % des Primes émises	Taux de Croiss.%
Frais d'acquisition	30,102	15,09	16,01	31,865	15,20	5,86	35,059	16,64	10,02
Autres charges de gestions nettes	27,183	13,62	26,66	27,185	12,97	0,01	25,741	12,22	-5,31
TOTAL	57,285	28,71	20,83	59,050	28,17	3,08	60,800	28,86	2,96

Compte tenu des frais de gestion, le rapport sinistre aux primes acquises s'élève à 62,84 % en 2023 contre 55,06 % en 2022 et 51,67 % en 2021. Ainsi le rapport sinistre aux primes acquises frais de gestion compris s'est détérioré de 7,78.

Le rapport sinistre aux primes émises après frais de gestion s'élève à 60,44 % en 2023 contre 56,36 % en 2022 et 51,34 % en 2021.

4. Résultats Techniques :

Le solde de souscription est excédentaire de 139,185 MD en 2023 contre un excédent de 157,630 MD en 2022 et un excédent de 157,955 MD en 2021.

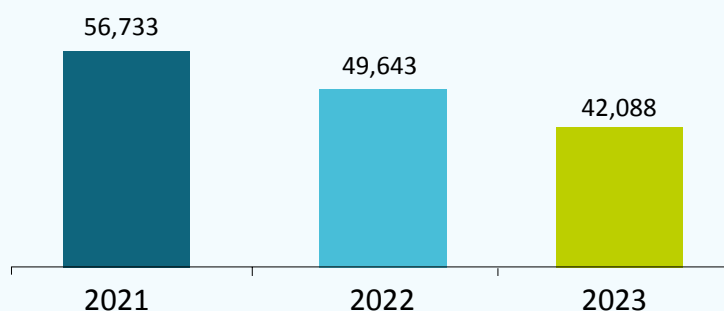
Les frais de gestion sont passés de 57,285 MD en 2021 et de 59,050 MD en 2022 à 60,800 MD en 2023.

Le solde financier dégage un résultat de 22,738 MD en 2023 contre 20,219 MD en 2022 et 18,843 MD en 2021.

Le solde de réassurance (résultat des cessions) s'est amélioré, passant d'un déficit de 62,780 MD en 2021 et 69,156 MD en 2022 à un déficit de 59,035 MD en 2023.

Le résultat technique est excédentaire de 42,088 MD en 2023 contre 49,643 MD en 2022 et 56,733 MD en 2021. Il représente 19,98 % des primes émises en 2022.

Résultat Technique de l'assurance Risques Divers



En MD

Compte d'exploitation de l'assurance Risques Divers

	En DT
- Primes acquises	202 637 822
- Primes émises	210 695 895
- Variation des provisions pour primes non acquises	-8 058 073
- Charge de prestation	-63 452 987
- Prestation et frais payés	-52 635 261
- Variation des provisions pour sinistres à payer	-13 906 256
- Provisions pour égalisation et équilibrage	0
- Autres charges techniques	3 088 533
SOLDE DE SOUSCRIPTION	139 184 835
SOLDE DE GESTION	-60 800 167
SOLDE FINANCIER	22 737 680
SOLDE DE RÉASSURANCE (résultat des cessions)	-59 034 539
RÉSULTAT TECHNIQUE	42 087 809

VI. L'ASSURANCE CREDIT

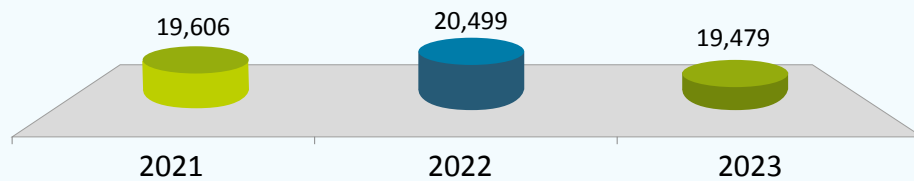
1. Les Primes :

En 2023, le montant des primes émises en assurance-crédit s'élève à 19,479 MD contre 20,499 MD en 2022 et 19,606 MD en 2021 enregistrant ainsi une baisse de 4,98 % en 2023.

La part des primes de l'assurance-crédit dans les émissions totales représente 0,57 % en 2023 contre 0,64 % en 2022 et 0,69 % en 2021.

Primes de l'assurance Crédit

En MD



Les primes émises par entreprise en assurance-crédit sont retracées dans le tableau ci-après :

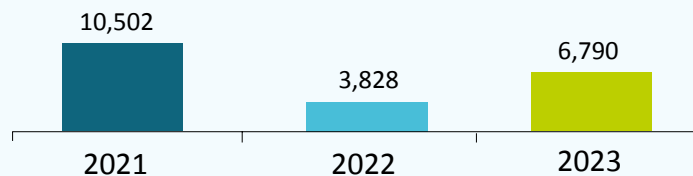
Intitulé	2021	En %	2022	En %	2023	En %
1. COTUNACE	13 966 819	71,24	13 805 711	67,35	12 823 217	65,83
2. CARTE	3 054 472	15,58	4 373 326	21,33	4 089 434	20,99
3. ASTREE	2 453 927	12,52	2 203 292	10,75	2 458 327	12,62
4. COMAR	130 420	0,67	116 334	0,57	107 782	0,55
TOTAL	19 605 638	100	20 498 663	100	19 478 760	100
TAUX DE CROISSANCE En %	7,83		4,55		4,98	
EN % Du CA Totales	0,69		0,64		0,57	

2. Les Sinistres :

Les sinistres payés en 2023 ont atteint le montant de 6,790 MD contre 3,828 MD en 2022 et 10,502 MD en 2021.

Sinistres de l'assurance Crédit

En MD



Les sinistres payés par les entreprises d'assurance les trois dernières années sont retracés dans le tableau suivant :

Intitulé	2021	2022	En %	2023	En %
1. COTUNACE	8 819 890	3 143 892	-64,75	5 043 489	74,28
2. CARTE	974 212	516 908	-46,94	1 562 690	23,02
3. ASTREE	608 485	181 899	-70,11	183 364	2,70
4. COMAR	-	-14 285	-	-	-
TOTAL	10 501 587	3 828 414	-63,54	6 789 543	77,35

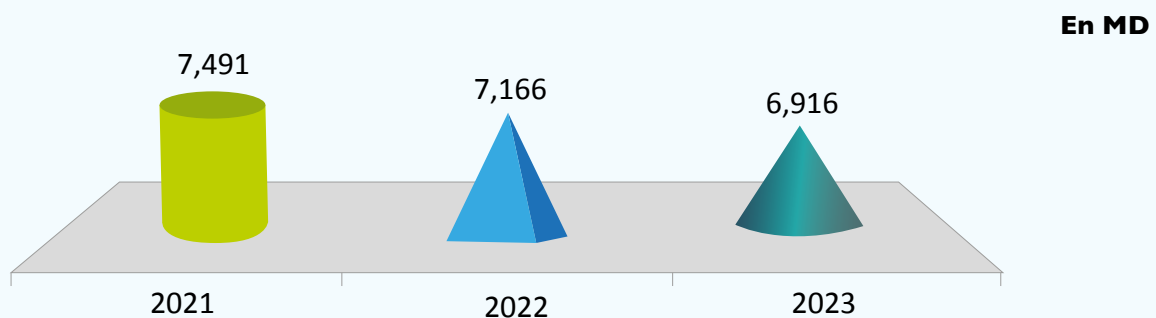
La variation de provision pour sinistres à payer est passée de (-0,537) MD en 2021 à 2,356 MD en 2022 et à 7,107 MD en 2023.

	2021	2022	Variat°. %	2023	Variat°. %
• Sinistres payés net de recours	10,502	3,828	-63,55	6,790	77,37
• Variation de provision pour sinistres à payer	-0,537	2,356	-	7,107	201,65
• Charges sinistres	9,965	6,184	-37,94	13,896	124,71
• Primes acquises	19,142	20,839	8,87	19,335	-7,22
• Rapport sinistres aux primes Acquises %	52,06	29,68	-22,38	71,87	42,19

3. Les frais de Gestion :

Les frais de gestion (les frais d'acquisition et les autres charges de gestion nettes) de la branche Crédit, s'élèvent à 6,916 MD en 2023 contre 7,166 MD en 2022 et 7,491 MD en 2021 soit une baisse de 3,49 % par rapport à 2022. La part des frais de gestion dans les primes acquises de la branche s'établit à 35,77 % en 2023 contre 34,39 % en 2022 et 39,14 % en 2021.

Frais de Gestion de l'assurance crédit



La part des frais de gestion dans les primes émises de la branche s'établit à 35,50 % en 2023 (13,64 % pour les frais d'acquisition et 21,86 % pour les charges de gestion) contre 34,96 % en 2022 (12,70 % pour les frais d'acquisition et 22,26 % pour les charges de gestion) et 38,21 % en 2021 (13,39 % pour les frais d'acquisition et 24,82 % pour les charges de gestion).

Frais de Gestion de l'assurance Crédit

EN MD

	2021		2022			2023		
	Montant	En % des Primes émises	Montant	En % des Primes émises	Taux de Croiss. %	Montant	En % des Primes émises	Taux de Croiss.%
Frais d'acquisition	2,625	13,39	2,602	12,70	-0,86	2,657	13,64	2,11
Autres charges de gestions nettes	4,866	24,82	4,564	22,26	-6,21	4,259	21,86	-6,69
TOTAL	7,491	38,21	7,166	34,96	-4,34	6,916	35,50	-3,49

4. Résultats Techniques :

Le solde de souscription s'est soldé par un excédent de 5,555 MD en 2023 contre un excédent de 14,367 MD en 2022 et un excédent de 9,306 MD en 2021.

Les frais de gestion sont passés de 7,491 MD en 2021 à 7,166 MD en 2022 et à 6,916 MD en 2023.

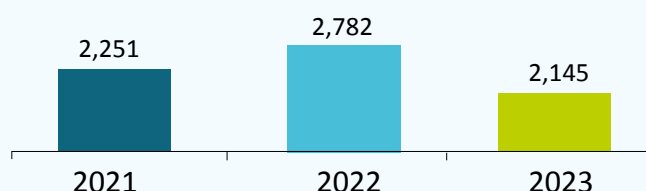
Le solde financier est passé de 1,813 MD en 2021, à 1,933MD en 2022 et à 2,907 MD en 2023.

Le solde de réassurance (résultat des cessions) est passé d'un déficit de 1,377 MD en 2021 et d'un déficit de 6,352 MD en 2022 et à un excédent de 0,599 MD en 2023.

Ainsi le résultat technique s'est soldé par un excédent de 2,145 MD en 2023 contre un excédent de 2,782 MD en 2022 et un excédent de 2,251 MD en 2021. Il représente 11,01 % des primes émises en 2023.

Résultat Technique de l'assurance Crédit

En MD



Compte d'exploitation de l'assurance Crédit

En DT

- Primes acquises	19 335 261
- Primes émises	19 478 760
-Variation des provisions pour primes non acquises	-143 499
- Charge de prestation	-13 780 640
- Prestation et frais payés	-6 789 543
-Variation des provisions pour sinistres à payer	-7 106 783
- Provisions pour égalisation et équilibrage	664 274
- Autres charges techniques	-548 588
SOLDE DE SOUSCRIPTION	5 554 621
SOLDE DE GESTION	-6 915 743
SOLDE FINANCIER	2 907 469
SOLDE DE RÉASSURANCE (résultat des cessions)	598 696
RÉSULTAT TECHNIQUE	2 145 043

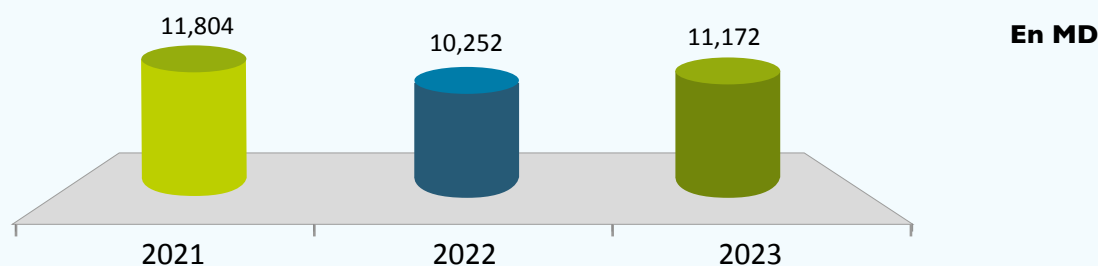
VII. L'ASSURANCE RISQUES AGRICOLES

1. Les Primes :

En 2023, le montant des primes émises en assurance risques agricoles s'élève à 11,172 MD contre 10,252 MD en 2022 et 11,804 MD en 2021, enregistrant ainsi une augmentation de 8,98 % en 2023.

La part des primes de l'assurance risques agricoles dans les émissions totales représente 0,32% en 2023 en gardant la même part de 2022 contre 0,42 % en 2021.

Primes de l'assurance Risques Agricoles



Les primes émises par entreprise en assurance risques agricoles sont retracées dans le tableau ci-après :

Intitulé	2021	En %	2022	En %	2023	En %
1- G/CTAMA	3 020 666	25,59	3 986 403	38,88	3 808 683	34,09
2- LLOYD	5 296 016	44,87	2 835 576	27,66	3 724 520	33,34
3- STAR	1 045 003	8,85	1 129 701	11,02	1 562 346	13,98
4- COMAR	1 364 359	11,56	1 249 615	12,19	1 123 413	10,06
5- ASTREE	658 088	5,58	663 855	6,48	640 298	5,73
6- GAT	377 693	3,20	361 907	3,53	261 425	2,34
7- EL AMANA TAKAFUL	42 241	0,36	20 750	0,20	36 930	0,33
8- ZITOUNA TAKAFUL	-	-	-	-	12 435	0,11
9- MAE	-	-	4 248	0,04	2 202	0,02
TOTAL	11 804 067	100	10 252 055	100	11 172 252	100
TAUX DE CROISSANCE En %	1,50		-13,15		8,98	
EN % Du CA Totales	0,42		0,32		0,32	

La part des deux premières entreprises dans les émissions totales de la branche risques agricoles durant les trois dernières années est passée de 70,46 % en 2021 à 66,54 % en 2022 à et 67,43 % en 2023

La concentration des primes émises des deux premières entreprises

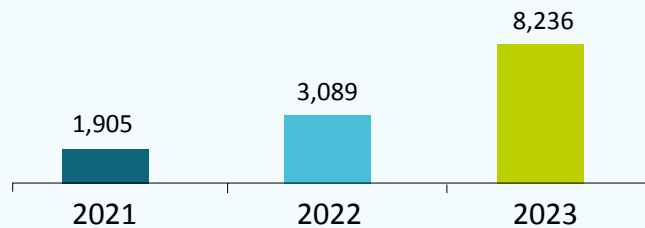
2021		2022		2023	
Entreprises	En %	Entreprises	En %	Entreprises	En %
LLOYD	70,46	G/CTAMA	66,54	G/CTAMA	67,43
G/CTAMA		LLOYD		LLOYD	

2. Les Sinistres :

Les sinistres payés en 2023 ont atteint le montant de 8,236 MD contre 3,089 MD en 2022 et 1,905 MD en 2021. Enregistrant ainsi une augmentation de 166,63 % en 2023.

Sinistres de l'assurance Risques Agricoles

En MD



Les sinistres payés par les entreprises d'assurance durant les trois dernières années sont retracés dans le tableau suivant :

En DT

Intitulé	2021	2022	En %	2023	En %	Evolution 23/22 %
1- G/CTAMA	181 902	1 916 403	62,04	4 108 386	49,88	114,38
2- STAR	978 837	632 014	20,46	1 648 502	20,02	160,83
3- LLOYD	51 810	17 037	0,55	1 126 826	13,68	-
4- ASTREE	248 144	211 666	6,85	645 099	7,83	204,77
5- GAT	92 459	142 372	4,61	456 119	5,54	220,37
6- COMAR	349 884	164 729	5,33	229 509	2,79	39,33
7- EL AMANA TAKAFUL	2 228	4 680	0,15	21 448	0,26	-
TOTAL	1 905 264	3 088 901	100	8 235 889	100	166,63

La variation de provision pour sinistres à payer est passée de (-0,195) MD en 2021 à 0,141 MD en 2022 et 1,028 MD en 2023.

Pour la branche risques agricoles le rapport sinistres aux primes acquises (sans tenir compte des frais de gestion) est passé de 13,84 % en 2021 et 31,26 % en 2022 à 93,43 % en 2023.

EN MD

	2021	Variat° %	2022	Variat° %	2023	Variat° %
• Sinistres payés net de recours	1,905	-79,22	3,089	62,15	8,236	166,62
• Variation de provision pour sinistres à payer	-0,195	-82,14	0,141	-172,29	1,028	629,20
• Charges sinistres	1,710	-78,83	3,230	88,88	9,264	186,81
• Primes acquises	12,355	-0,73	10,331	-16,38	9,915	-4,02
• Rapport sinistres aux primes Acquises %	13,84	-51,05	31,26	17,42	93,43	62,17

3. Les Frais de Gestion :

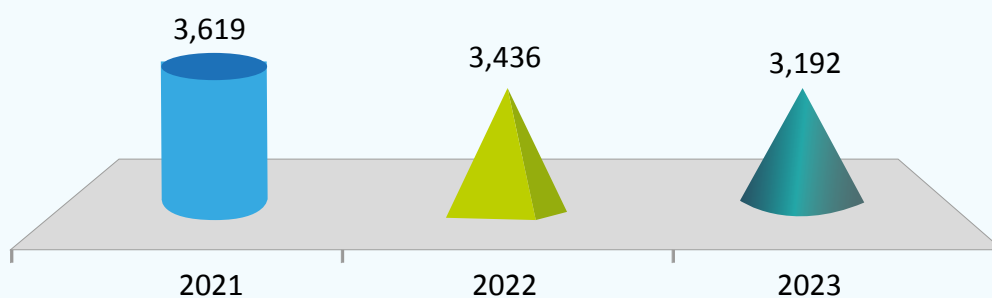
Les frais de gestion (les frais d'acquisition et les autres charges de gestion nettes) de la branche risques agricoles, s'élèvent à 3,192 MD en 2023 contre 3,436 MD en 2022 et 3,619 MD en 2021 soit une baisse de 7,10 % par rapport à 2022.

La part des frais de gestion dans les primes acquises de la branche s'élève à 32,19 % en 2023 contre 33,27 % en 2022 et 29,29 % en 2021.

La part des frais de gestion dans les primes émises de la branche s'établit à 28,57 % en 2023 (14,39 % pour les frais d'acquisition et 14,18 % pour les charges de gestion) contre 33,52 % en 2022 (14,20 % pour les frais d'acquisition et 19,32 % pour les charges de gestion) et 30,66 % en 2021 (13,10 % pour les frais d'acquisition et 17,56 % pour les charges de gestion).

Frais de Gestion de l'assurance Risques Agricoles

En MD



Frais de Gestion de l'assurance Risques Agricoles

EN MD

	2021			2022			2023		
	Montant	En % des Primes émises	Taux de Croiss. %	Montant	En % des Primes émises	Taux de Croiss. %	Montant	En % des Primes émises	Taux de Croiss. %
Frais d'acquisition	1,546	13,10	-18,77	1,456	14,20	-23,48	1,608	14,39	10,42
Autres charges de gestions nettes	2,073	17,56	-6,68	1,980	19,32	-10,87	1,584	14,18	-19,99
TOTAL	3,619	30,66	-12,26	3,436	33,52	-16,69	3,192	28,57	-7,10

Compte tenu des frais de gestion, le rapport sinistre aux primes acquises s'élève à 125,63 % en 2023 contre 64,53 % en 2022 et 43,14 % en 2021. Ainsi le rapport sinistre aux primes acquises frais de gestion compris s'est détérioré de 61,10 %.

Le rapport sinistre aux primes émises après frais de gestion s'élève à 111,49 % en 2023 contre 65,02 % en 2022 et 45,15 % en 2021.

4. Résultats Techniques :

Le solde de souscription s'est soldé par un excédent de 0,556 MD en 2023 contre un déficit de 7,482 MD en 2022 et un déficit de 10,341 MD en 2021.

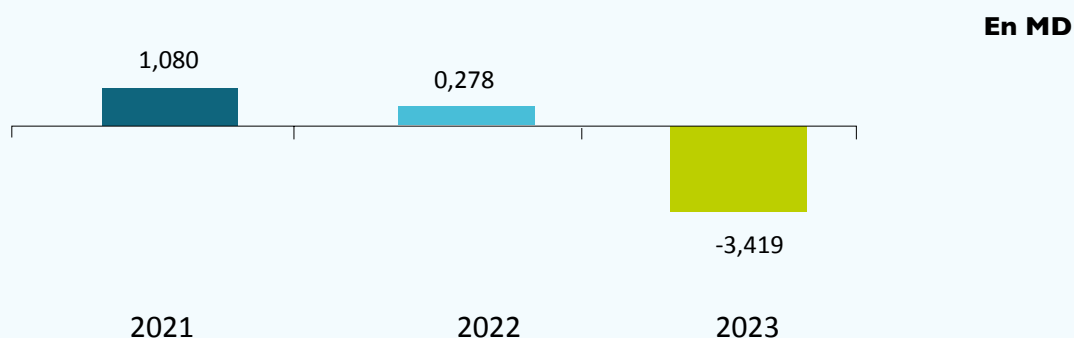
Les frais de gestion sont passés de 3,619 MD en 2021 à 3,437 MD en 2022 et 3,192 MD en 2023.

Le solde financier est passé d'un excédent de 0,425 MD en 2021 et un excédent de 0,599 MD en 2022 et 1,248 MD en 2023.

Le solde de réassurance (résultat des cessions) est passé d'un déficit de 6,066 MD en 2021 à un déficit de 4,367 MD en 2022 et un déficit de 2,030 MD en 2023.

Ainsi le résultat technique s'est soldé par un déficit de 3,419 MD en 2023 contre un excédent de 0,278 MD en 2022 et un excédent de 1,080 MD en 2021.

Résultat Technique de l'assurance Risques Agricoles



Compte d'exploitation de l'assurance Risques Agricoles

	En DT
- Primes acquises	9 915 240
- Primes émises	11 172 252
- Variation des provisions pour primes non acquises	-1 257 012
- Charge de prestation	-9 359 684
- Prestation et frais payés	-8 235 889
- Variation des provisions pour sinistres à payer	-1 028 174
- Provisions pour égalisation et équilibrage	150 104
- Autres charges techniques	-245 725
SOLDE DE SOUSCRIPTION	555 556
SOLDE DE GESTION	-3 192 015
SOLDE FINANCIER	1 247 923
SOLDE DE RÉASSURANCE (résultat des cessions)	-2 030 007
RÉSULTAT TECHNIQUE	-3 418 543

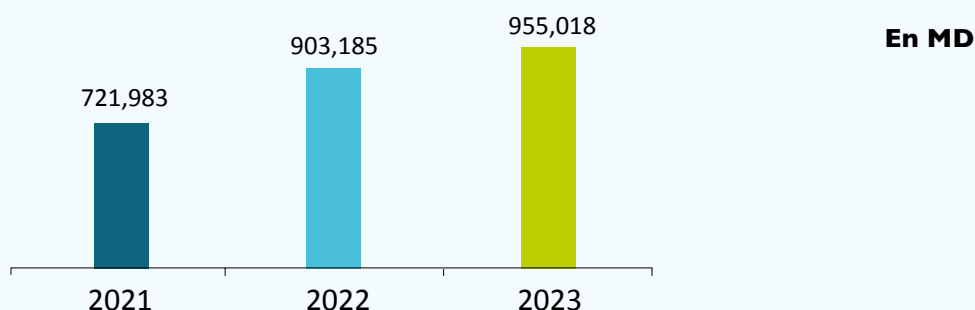
VIII. L'ASSURANCE VIE

1. Les Primes :

En 2023, le montant des primes émises de la branche assurance vie s'élève à 955,018 MD contre 903,185 MD en 2022 et 721,983 MD en 2021 soit une augmentation de 5,74 % en 2023.

La part des primes de l'assurance vie dans les émissions totales est passée de 25,48 % en 2021 et 28,36 % en 2022 à 27,71 % en 2023.

Primes de l'assurance Vie



En MD

En DT

Intitulé	2021	En %	2022	En%	2023	En %
1. ASSURANCES BIAT	94 721 699	13,12	117 419 120	13,00	146 257 601	15,31
2. ATTIJARI ASSURANCES	133 089 821	18,43	112 230 707	12,43	133 936 267	14,02
3. MAGHREBIA VIE	91 754 145	12,71	103 333 424	11,44	111 592 669	11,68
4. HAYETT	80 589 246	11,16	83 062 854	9,20	94 739 323	9,92
5. CARTE VIE	66 071 548	9,15	100 617 881	11,14	90 815 718	9,51
6. BH ASSURANCES	54 252 666	7,51	67 942 823	7,52	73 399 176	7,69
7. ASTREE	41 697 560	5,78	85 434 439	9,46	71 047 193	7,44
8. GAT VIE	36 924 723	5,11	53 897 856	5,97	58 703 594	6,15
9. STAR	36 248 163	5,02	38 744 706	4,29	42 593 745	4,46
10. ZITOUNA TAKAFUL	21 931 547	3,04	29 116 216	3,22	30 680 585	3,21
11. AMI	8 209 080	1,14	50 029 723	5,54	21 857 717	2,29
12. MAE	5 874 232	0,81	10 789 533	1,19	16 594 796	1,74
13. G/CTAMA	15 184 608	2,10	15 665 066	1,73	16 495 752	1,73
14. AT-TAKAFULIA	5 011 773	0,69	6 102 905	0,68	12 364 927	1,29
15. LLOYD VIE	6 406 316	0,89	8 421 566	0,93	10 368 381	1,09
16. EL AMANA TAKAFUL	9 182 748	1,27	8 738 711	0,97	9 260 060	0,97
17. COMAR	5 985 195	0,83	6 361 577	0,70	7 300 469	0,76
18. GAT	3 204 719	0,44	3 512 656	0,39	4 652 574	0,49
19. LLOYD	5 643 469	0,78	1 763 670	0,20	2 357 316	0,25
20. UIB ASSURANCES	-	-	-	-	526	-
TOTAL	721 983 258	100	903 185 433	100	955 018 389	100
TAUX DE CROISSANCE En %	15,71		25,10		5,74	
EN % DES PRIMES TOTALES	25,48		28,36		27,71	

Les primes émises par entreprise en assurance vie sont retracées dans le tableau ci-après :

La concentration des primes émises des trois premières entreprises

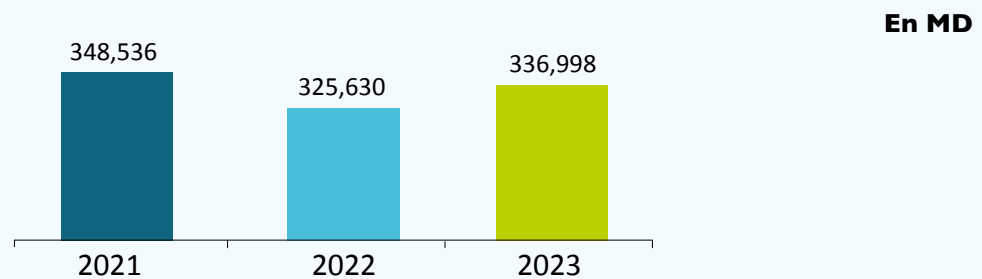
2021		2022		2023	
Entreprises	En %	Entreprises	En %	Entreprises	En %
ATTIJARI.ASS		ASS. BIAT		ASS. BIAT	
ASS. BIAT	44,26	ATTIJARI.ASS	36,87	ATTIJARI.ASS	41,01
MAGHREBIA VIE		MAGHREBIA VIE		MAGHREBIA VIE	

La part des trois premières entreprises dans les émissions totales de la branche vie durant les trois dernières années est passée de 44,26 % en 2021 et 36,87 % en 2022 à 41,01 % en 2023.

2. Les Sinistres :

Les sinistres payés et les capitaux échus en 2023 ont atteint le montant de 336,998 MD contre 325,630 MD en 2022 et 348,563 MD en 2021 enregistrant ainsi une augmentation de 3,49 % en 2023.

Sinistres de l'assurance Vie



Les sinistres payés et les capitaux échus par les entreprises d'assurance durant les trois dernières années sont retracés dans le tableau suivant :

Intitulé	2021	2022	En %	2023	En %	Evolution 23/22 %
1-ATTIJARI ASSURANCES	29 161 855	30 611 114	9,40	53 000 096	15,73	73,14
2-MAGHREBIA VIE	32 918 199	46 173 387	14,18	45 643 354	13,54	-1,15
3-ASSURANCES BIAT	41 476 469	37 123 094	11,40	42 298 641	12,55	13,94
4-HAYETT	56 175 219	55 117 996	16,93	38 727 599	11,49	-29,74
5-ASTREE	13 413 733	28 039 273	8,61	34 088 799	10,12	21,58
6-CARTE VIE	42 358 801	28 476 593	8,75	31 753 755	9,42	11,51
7-BH ASSURNCES	26 348 919	22 515 708	6,91	22 011 512	6,53	-2,24
8-GAT VIE	69 709 552	26 533 243	8,15	17 791 453	5,28	-32,95
9-STAR	14 635 403	14 234 412	4,37	14 623 793	4,34	2,74
10-G/CTAMA	6 191 779	10 705 040	3,29	11 332 383	3,36	5,86
11-AMI	3 016 261	4 611 845	1,42	7 944 399	2,36	72,26
12-LLOYD VIE	1 108 129	6 002 876	1,84	4 540 225	1,35	-24,37
13-MAE	1 727 321	1 853 267	0,57	2 886 094	0,86	55,73
14-ZITOUNA TAKAFUL	1 815 551	2 636 199	0,81	2 734 089	0,81	3,71
15-EL AMANA TAKAFUL	1 677 444	2 456 166	0,75	2 352 161	0,70	-4,23
16-COMAR	1 594 462	1 186 774	0,36	2 013 535	0,60	69,66
17-GAT	1 531 162	1 680 573	0,52	1 766 006	0,52	5,08
18-AT-TAKAFULIA	389 611	418 976	0,13	831 629	0,25	98,49
19-LLOYD	3 313 137	5 253 893	1,61	578 980	0,17	-88,98
20-UIB ASSURANCES	-	-	-	79 643	0,02	-
TOTAL	348 563 006	325 630 429	100	336 998 143	100	3,49

La provision mathématique vie s'élève à 3 647,683 MD en 2023 contre 3 087,295 MD en 2022 et 2 562,950 MD en 2021 soit une augmentation de 18,15 % par rapport à 2022.

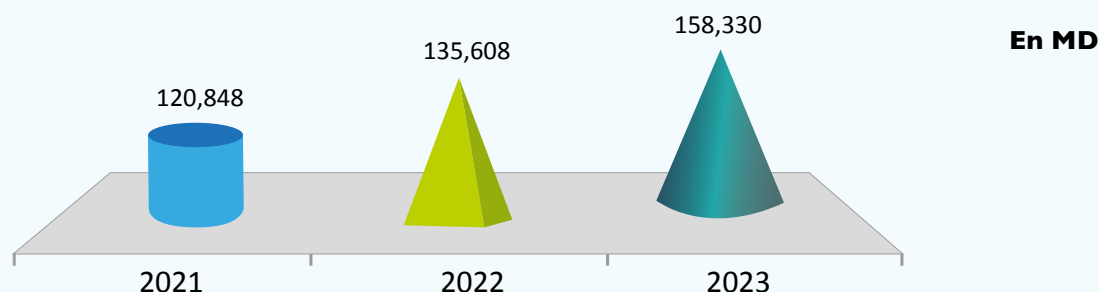
	2021	2022	Variat°. %	2023	Variat°. %
• Sinistres payés net de recours	348,563	325,630	-6,58	336,998	3,49
• Variat° Provision pour sinistres à payer	353,662	535,187	51,10	573,532	7,16
• Cadence de règlement en %	49,64	37,83	-11,81	37,01	-0,82
• Provision mathématique	2 562,950	3 087,295	20,46	3 647,683	18,15

EN MD

3. Les Frais de Gestion:

Les frais de gestion (les frais d'acquisition et les autres charges de gestion nettes) de la branche vie s'élèvent à 158,330 MD en 2023 contre 135,608 MD en 2022 et 120,848 MD en 2021 soit une augmentation de 16,76 % en 2023.

Frais de Gestion de l'assurance vie



EN MD

La part des frais de gestion dans les primes émises de la branche s'établit à 16,58 % en 2023 (11,76 % pour les frais d'acquisition et 4,81 % pour les charges de gestion) contre 15,01 % en 2022 (10,38 % pour les frais d'acquisition et 4,63 % pour les charges de gestion) et contre 16,74 % en 2021 (11,29 % pour les frais d'acquisition et 5,45 % pour les charges de gestion).

Frais de Gestion de l'assurance Vie

	2021		2022			2023		
	Montant	En % des Primes émises	Montant	En % des Primes émises	Taux de Croiss. %	Montant	En % des Primes émises	Taux de Croiss. %
Frais d'acquisition	81,516	11,29	93,792	10,38	15,06	112,349	11,76	19,79
Autres charges de gestions nettes	39,332	5,45	41,816	4,63	6,32	45,981	4,81	9,96
TOTAL	120,848	16,74	135,608	15,01	12,21	158,330	16,58	16,76

EN MD

4. Résultats Techniques :

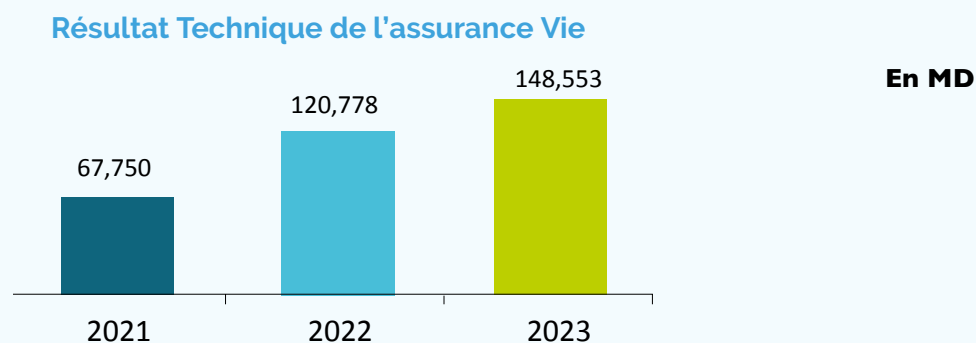
Le solde de souscription est excédentaire de 37,675 MD en 2023 contre 38,109 MD en 2022 et 14,210 MD en 2021.

Les frais de gestion sont passés de 120,848 MD en 2021 et de 135,608 MD en 2022 à 158,330 MD en 2023.

Le solde financier dégage un résultat de 278,229 MD en 2023 contre 215,773 MD en 2022 et 170,093 MD en 2021.

Par ailleurs, le solde de réassurance (résultat des cessions) est passé d'un déficit de 4,295 MD en 2021 à un excédent de 2,504 MD en 2022 à un déficit de 9,021 MD en 2023.

Le résultat technique est excédentaire de 148,553 MD en 2023 contre 120,778 MD en 2022 et 67,750 MD en 2021. Il représente 15,55 % des primes émises en 2023.



Compte d'exploitation de la branche vie

	En DT
- Primes acquises	955 018 389
- Primes émises	955 018 389
- Variation des provisions pour primes non acquises	0
- Charge de prestation	-917 343 740
- Prestation et frais payés	-336 998 146
- Variation des provisions pour sinistres à payer	-573 531 602
- Provisions pour égalisation et équilibrage	-1 539 547
- Autres charges techniques	-5 274 445
SOLDE DE SOUSCRIPTION	37 674 649
SOLDE DE GESTION	-158 330 314
SOLDE FINANCIER	278 229 433
SOLDE DE RÉASSURANCE (résultat des cessions)	-9 020 521
RÉSULTAT TECHNIQUE	148 553 247

2023

ANNEXES

- CHIFFRES D'AFFAIRES PAR BRANCHE ET PAR ENTREPRISE EN 2023
- SINISTRES REGLES PAR BRANCHE ET PAR ENTREPRISE EN 2023
- RESULTAT TECHNIQUE PAR BRANCHE ET PAR ENTREPRISE EN 2023
- COMPTE D'EXPLOITATION PAR BRANCHE (AFFAIRES DIRECTES ET ACCEPTATIONS) EXERCICE 2023
- TUNISIAN INSURANCE MARKET IN 2023
- LISTE DES ENTREPRISES D'ASSURANCES ET DE RÉASSURANCES

**CHIFFRES D'AFFAIRES PAR BRANCHE & PAR ENTREPRISE
AFFAIRES DIRECTES & ACCEPTATIONS / EXERCICE 2023**

	EN DT										TOTAL (AFF. DIR & ACC)	
	Assurance Automobile	Assurance Groupe Maladie	Assurance Risques Divers	Assurance Incendie	Assurance Transport	Assurance Credit	Assurance Grêle et Mortalité des Bétail	Assurance Accidents du Travail	ASS.VIE	TOTAL (AFF. DIRECTES)		ACCEPTATIONS
STAR	193 659 320	106 516 130	15 959 827	13 083 363	13 716 935		1 562 346		42 593 745	387 091 666	1 779 066	388 870 732
GAT	140 632 557	64 411 310	14 758 463	18 659 548	17 597 701		261 425		4 652 574	260 973 578	2 787 353	263 760 931
COMAR	141 539 341	48 602 290	21 880 101	28 751 642	10 258 516	1 077 821	1 123 413		7 300 469	259 563 554	4 075 097	263 638 651
MAGHREBIA	88 044 587	104 323 993	20 159 492	31 033 611	5 061 179				0 000	248 622 862	1 349 102	249 971 964
ASS.BIAT	36 794 698	22 548 284	12 196 574	17 623 793	8 222 400				146 257 601	243 643 350		243 643 350
ASTREE	80 528 677	32 043 248	15 684 735	21 524 097	13 634 640	2 458 327	640 298		71 047 193	237 561 215	1 356 167	238 917 382
LLOYD	101 741 945	26 565 475	31 278 567	21 303 843	8 987 373		3 724 520		2 357 316	195 959 039	765 620	196 724 659
MAE	158 545 631	3 781 153	7 578 793	348 768	3 264 905		2 202		16 594 796	190 116 248	836 298	190 952 546
G. CTAMA	141 674 512	12 945 043	9 709 703	1 767 130	1 078 244		3 808 683		16 495 752	187 479 067	230 559	187 709 626
BH ASSURANCES	36 711 282	44 798 287	6 247 887	9 468 967	5 111 402				73 399 176	175 737 001	832 644	176 569 645
AMI	132 724 897	6 781 912	2 076 538	1 759 921	2 479 999				21 857 717	167 680 984		167 680 984
CARTE	40 464 909	42 037 040	41 897 698	17 905 620	10 800 139	4 089 434			0 000	157 194 840	2 459 240	159 654 080
ATTJARIASSL									133 936 267	133 936 267		133 936 267
MAGHREBIA VIE									111 592 669	111 592 669		111 592 669
ZITOUNA TAK.	54 353 439	5 704 037	6 692 347	3 524 712	2 323 584		12435		30 680 585	103 291 139	184 854	103 475 993
HAYETT									94 739 323	94 739 323		94 739 323
CARTE VIE									90 815 718	90 815 718		90 815 718
GAT VIE									58 703 594	58 703 594		58 703 594
EL AMANA TAK.	29 390 654	4 664 840	2 940 422	2 204 866	1 709 643		36 930		9 260 060	50 207 415		50 207 415
AT-TAKAFULIA	29 020 769	3 923 637	1 634 748	2 250 868	1 651 821				12 364 927	50 846 770	284 003	51 130 773
COTUNACE									12 823 217	12 823 217		12 823 217
LLOYD VIE									10 368 381	10 368 381		10 368 381
UIB ASSURANCES									526	526		526
TOTAL	1 405 827 218	529 646 679	210 695 895	191 210 749	105 898 481	19 478 760	11 172 252	955 018 389	3 428 948 423	16 940 003	3 445 888 426	

**SINISTRES REGLES PAR BRANCHE & PAR ENTREPRISE
AFFAIRES DIRECTES & ACCEPTATIONS / EXERCICE 2023**

	EN DT										
	Assurance Automobile	Assurance Groupe Maladie	Assurance Risques Divers	Assurance Incendie	Assurance Transport	Assurance Credit	Assurance Grêle et Mortalité des Bétail	Assurance Accidents du Travail	ASS.VIE	TOTAL (AFF. DIRECTES)	ACCEPTATIONS
STAR	154 356 748	97 152 356	8 908 667	4 855 899	2 809 721	1 648 502	1 165 850	14 623 793	285 521 536	962 408	286 483 944
GAT	81 659 963	63 246 888	6 217 741	4 125 307	1 036 641	456 119	165 624	1 766 006	158 674 289	3 352 215	162 026 504
MAGHREBIA	47 250 889	84 549 816	5 625 816	3 261 915	1 833 898	85 557	85 557	2 013 535	142 607 891	197 814	142 805 705
COMAR	84 198 485	40 168 173	3 294 054	3 690 331	1 857 097	229 509	468 836	2 133 535	135 920 020	5 823 379	141 743 399
CARTE	30 267 507	35 269 574	6 797 626	57 171 818	1 149 893	1 562 690	423 860	34 088 799	132 642 968	365 183	133 008 151
ASTREE	42 142 274	32 084 068	3 782 048	5 226 674	1 065 076	183 364	645 099	81 702	119 299 104	323 489	119 622 593
MAE	100 183 514	2 407 935	593 037	91 703	19 952	2 886 094	2 886 094	7 944 399	106 182 235	41 126	106 223 361
AMI	89 794 549	6 028 550	587 743	252 367	416 384	7 944 399	7 944 399	105 023 992	105 023 992		105 023 992
G/CTAMA	74 625 561	11 747 468	476 964	189 967	411 514	4 108 386	261 367	11 332 383	103 153 610	105 914	103 259 524
LLOYD	53 879 910	23 821 327	10 570 858	7 571 922	2 052 624	1 126 826	119 764	578 980	99 722 211	248 496	99 970 707
ASS. BIAT	22 708 995	19 410 256	3 460 350	11 486 457	514 162	42 298 641	42 298 641	22 011 512	82 154 950	137 407	82 292 357
BH ASSURANCES	20 072 170	35 839 985	1 444 089	1 744 651	1 042 543	53 000 096	53 000 096	45 643 354	38 727 599	3 334	33 540 652
ATTIJARI ASS.	23 319 875	4 739 509	370 287	2 338 579	34 979	31 753 755	31 753 755	2 734 089	33 537 318		33 540 652
MAGHREBIA VIE	16 879 939	4 206 664	330 420	1 587 027	91 331	2 352 161	2 352 161	831 629	18 856 828		18 856 828
HAYETT	14 118 270	2 859 400	175 561	733 363	138 605	17 791 453	17 791 453	5 043 489	17 791 453		17 791 453
ZITOUNA TAK.											
CARTE VIE											
EL AMANA TAK.											
AT- TAKAFULIA											
GAT VIE											
COTUNACE											
LLOYD VIE											
UIB ASSURANCES											
TOTAL	855 458 649	463 531 969	52 635 261	104 327 980	14 474 420	6 789 543	8 235 889	2 772 560	336 998 146	11 560 765	1 856 785 182

RESULTAT TECHNIQUE PAR BRANCHE & PAR ENTREPRISE AFFAIRES DIRECTES & ACCEPTATIONS / EXERCICE 2023

EN DT

	Assurance Automobile	Assurance Groupe Maladie	Assurance Risques Divers	Assurance Incendie	Assurance Transport	Assurance Crédit	Assurance Grêle et Mortalité des Bétail	Assurance Accidents du Travail	ASS.VIE	TOTAL (AFF. DIRECTES)	ACCEPTATIONS	TOTAL (AFF. DIR & ACC)
COMAR	13 908 863	2 381 225	12 157 294	2 409 119	5 391 626	46 323	468 422	- 245 864	4 623 098	41 140 106	- 609 333	40 530 773
ASTREE	9 427 248	- 4 330 348	5 568 700	1 170 163	2 103 469	- 579 041	- 304 583	36 014	14 560 217	27 651 839	1 470 435	29 122 274
MAGHREBIA	17 752 404	5 027 144	1 871 263	2 504 829	530 900			25 393		27 711 933	295 991	28 007 924
GAT	31 129 248	- 11 716 144	1 341 236	1 281 996	4 307 207		5 293	- 91 167	1 389 597	27 647 266	- 334 593	27 312 673
ASS. BIAT	4 132 500	- 2 603 497	2 885 673	858 583	1 182 040				20 339 866	26 795 165		26 795 165
ATTIJARI ASS.									20 210 208	20 210 208		20 210 208
HAYETT									16 765 992	16 765 992		16 765 992
MAGHREBIA VIE									15 249 331	15 249 331		15 249 331
CARTE VIE									14 447 277	14 447 277		14 447 277
BH ASSURANCES	738 863	- 3 100 489	1 099 209	1 16 834	1 228 747				12 941 307	13 024 471	422 361	13 446 832
STAR	- 6 592 863	- 13 781 615	6 942 708	- 2 013 528	3 423 465		- 1 104 827	44 338	20 152 822	7 070 500	359 326	7 429 826
CARTE	6 606 436	180 924	641 217	- 2 372 228	2 135 802	154 109	- 336 021			7 010 239	375 152	7 385 391
LLOYD	2 758 050	- 2 678 933	2 619 060	3 188 055	- 904 942		- 27 654	- 25 044	1 340 987	6 269 579	88 397	6 357 976
AMI	11 315 532	- 1 819 611	- 441 964	- 6 395	97 249				- 3 080 457	6 064 354		6 064 354
ZITOUNA TAK.	3 901 187	- 810 249	2 376 131	- 2 376 325	46 769		- 6 292		2 461 280	5 592 501	172 805	5 765 306
GAT VIE									5 212 543	5 212 543		5 212 543
G/CTAMA	1 739 266	- 703 686	1 184 393	1 089 972	2 185 614		- 2 415 803	- 97 951	1 802 349	4 784 154	66 470	4 850 624
AT - TAKAFULIA	1 237 488	- 3 136	1 16 703	78 886	411 721				1 075 204	2 916 866	102 230	3 019 096
COTUNACE						2 523 652				2 523 652		2 523 652
LLOYD VIE									810 268	810 268		810 268
EL AMANA TAK.	- 699 752	- 126 045	- 320 259	488 357	213 879		- 34 822		681 982	203 340		203 340
UIB ASSURANCES								30	- 3 627 027	- 3 627 027		- 3 627 027
MAE	- 12 452 947	580 904	4 046 445	85 540	831 683		1 723		1 196 403	- 5 710 249	- 11 250	- 5 721 499
TOTAL	84 901 523	- 33 503 556	42 087 809	6 503 858	23 185 229	2 145 043	- 3 418 543	- 690 302	148 553 247	269 764 308	2 397 991	272 162 299

**COMPTE D'EXPLOITATION PAR BRANCHE & PAR ENTREPRISE
AFFAIRES DIRECTES & ACCEPTATIONS / EXERCICE 2023**

	EN DT										TOTAL (AFF. DIR+ACC)
	Assurance Automobile	Assurance Groupe Maladie	Assurance Risques Divers	Assurance Incendie	Assurance Transport	Assurance Credit	Assurance Risques Agricoles	Assurance Accidents du Travail	ASS. VIE	TOTAL (AFF. DIRECTES)	
1 primes acquises	1 362 033 176	528 356 021	202 637 822	187 824 044	106 575 046	19 335 261	9 915 240	955 018 389	3 371 694 999	17 835 138	3 389 530 137
2 primes émises	1 405 827 218	529 646 679	210 695 895	191 210 749	105 898 481	19 478 760	11 172 252	955 018 389	3 428 948 423	16 940 003	3 445 888 426
3 variation des provisions pour primes non acquises	-43 794 042	-1 290 658	-8 058 073	-3 386 705	676 565	-143 499	-1 257 012		-57 253 424	895 135	-56 358 289
4 charges de prestations	-1 041 995 017	-476 995 580	-63 452 987	-134 657 794	-13 511 292	-13 780 640	-9 359 684	-1 762 437	-917 343 740	-7 213 535	-2 680 072 706
5 prestation et frais payés	-855 458 649	-463 531 969	-52 635 261	-104 327 980	-14 474 420	-6 789 543	-8 235 889	-2 772 560	-336 998 146	-11 560 765	-1 856 785 182
6 variation de provision pour prestation diverses	-177 865 726	-11 574 216	-13 906 259	-27 790 961	-2 333 179	-7 106 783	-1 028 174	138 612	-573 531 602	4 347 230	-810 651 058
7 provisions pour égalisation et équilibrage	-164 182	-178 268				664 274	150 104	222 972	-1 539 547	-844 647	-844 647
8 autres charges techniques	-8 506 460	-1 711 127	3 088 533	-2 538 853	3 296 307	-548 588	-245 725	648 539	-5 274 445	-11 791 819	-11 791 819
9 solde de souscription	320 038 159	51 360 441	139 184 835	53 166 250	93 063 754	5 554 621	555 556	-1 762 437	37 674 649	10 621 603	709 457 431
10 frais d'acquisition	-247 364 088	-49 816 622	-35 059 401	-33 616 247	-16 197 022	-2 656 972	-1 607 732	-0 354	-112 348 881	-2 159 120	-500 820 439
11 autres charges de gestion nettes	-143 854 379	-35 565 640	-25 740 766	-18 496 304	-9 860 412	-4 258 771	-1 584 283	-180 307	-45 981 433	-1 095 988	-286 618 283
12 charges d'acquisition et de gestion nettes	-391 218 467	-85 376 262	-60 800 167	-52 112 551	-26 057 434	-6 915 743	-3 192 015	-180 661	-158 330 314	-3 255 108	-787 438 722
13 produits nettes des placements	191 261 965	19 012 006	24 516 481	18 549 036	8 909 370	3 137 859	775 061	1 258 874	290 331 403	1 201 116	558 953 171
14 participation aux résultats	-5 958 620	-9 300 402	-1 778 801	-3 639 796	-5 313 486	-230 390	472 862		-12 101 970	-122 517	-37 973 120
15 solde financier	185 303 345	9 711 604	22 737 680	14 909 240	3 595 884	2 907 469	1 247 923	1 258 874	278 229 433	1 078 599	520 980 051
16 part réassureurs dans les primes acquises	-109 826 867	-33 448 320	-122 792 131	-149 594 422	-75 994 146	-13 637 777	-6 830 130	-58 663 094		-5 733 226	-576 520 113
17 part réassureurs dans les prestations et frais payés	31 558 212	16 510 843	26 831 572	89 563 587	12 092 698	4 249 369	3 526 073	14 004	22 222 185	1 844 148	208 412 691
18 part réassureurs dans les charges de provision	14 865 113	-414 147	15 103 548	15 144 179	2 489 700	6 126 452	606 226	-20 082	5 389 858	-3 294 317	55 996 530
19 part réassureurs dans la provision pour participation aux bénéfices et ristournes	1 747 162	15 630	179 539	1 576 467	2 182 209	-129 080	-550 356	3 378 860	8 400 431	44 747	8 445 178
20 commissions reçues des réassureurs	30 189 207	8 136 655	21 765 445	33 922 564	11 861 141	3 563 302	1 218 180	18 616 011	129 272 505	965 144	130 237 649
21 autres éléments de débit au de crédit à la charges de réassureurs	2 245 659		-122 512	-71 456	-48 577	426 430		35 659	2 465 203	126 401	2 591 604
22 solde de réassurance	-29 221 514	-9 199 339	-59 034 539	-9 459 081	-47 416 975	598 696	-2 030 007	-6 078	-9 020 521	-6 047 103	-170 836 461
résultat technique	84 901 523	-33 503 556	42 087 809	6 503 858	23 185 229	2 145 043	-3 418 543	-690 302	148 553 247	2 397 991	272 162 299



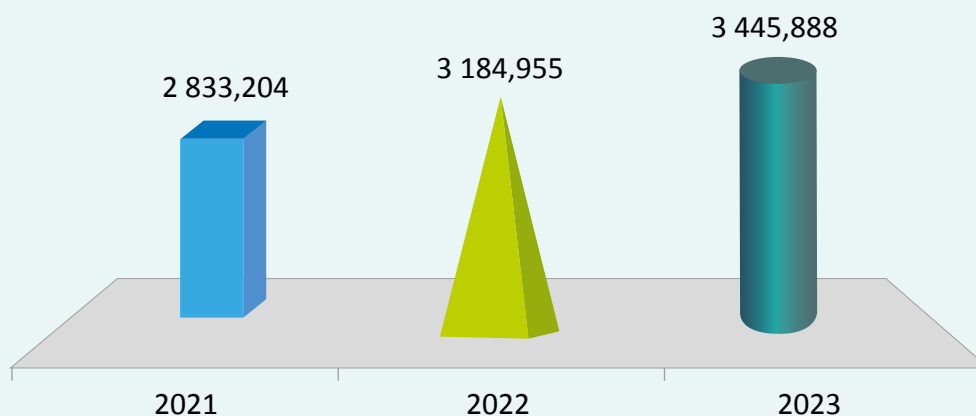
TUNISIAN INSURANCE MARKET IN 2023

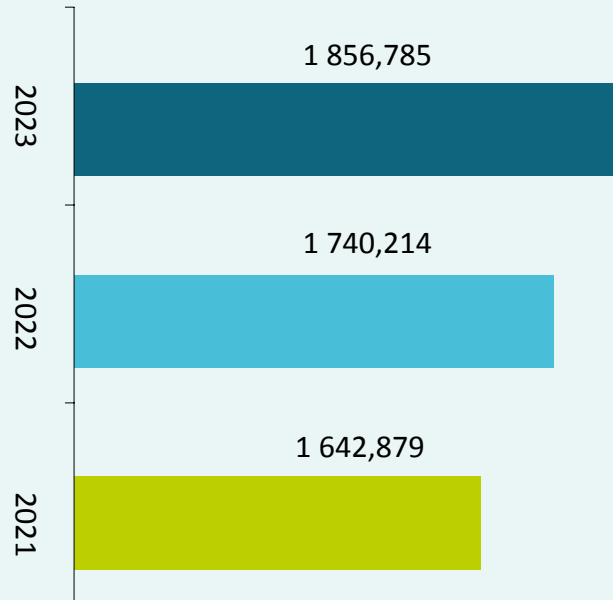
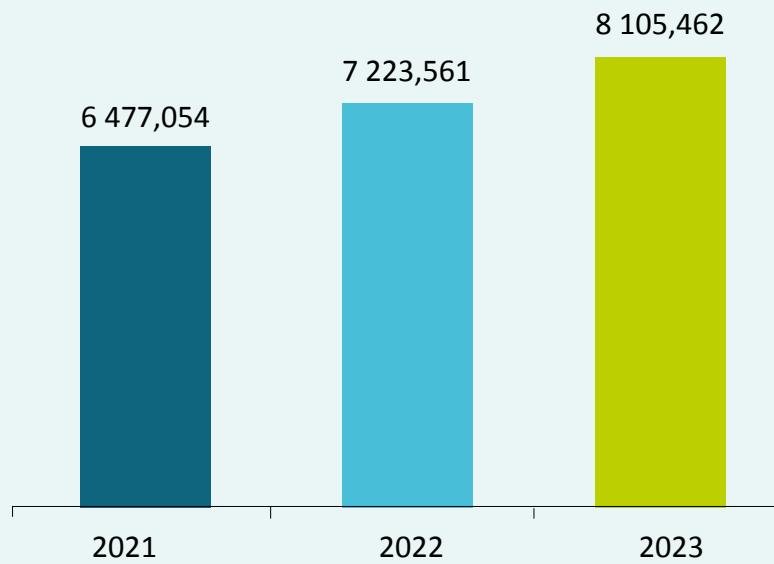
KEY FIGURES OF THE INSURANCE SECTOR

	2022	2023	Ev. 23/22 in %
Written Premiums (Direct Business + Acceptances)	3 184 954 680	3 445 888 426	8,19
Claims Paid (Direct Business + Acceptances)	1 740 214 462	1 856 785 182	6,70
Management Expenses (Direct Business + Acceptances)	732 093 561	787 438 722	7,56
Technical Provisions	7 223 561 837	8 105 462 202	12,21
Cessions and Retrocessions	531 089 316	576 520 113	8,55
Investments	8 094 177 230	9 188 972 437	13,53
Financial Balance	426 601 967	520 980 051	22,12
Reinsurance Balance (cession results)	-203 810 273	- 170 836 461	-16,18
Net Technical Results	218 611 793	272 162 299	24,50
Balance Sheet Results	259 738 122	277 321 012	6,77

WRITTEN PREMIUMS

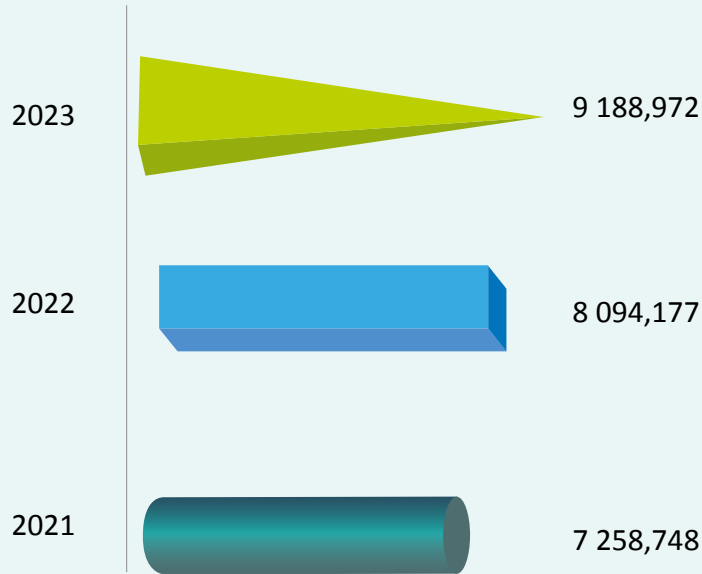
in MD



CLAIMS PAID**in MD****TECHNICAL PROVISIONS****in MD**

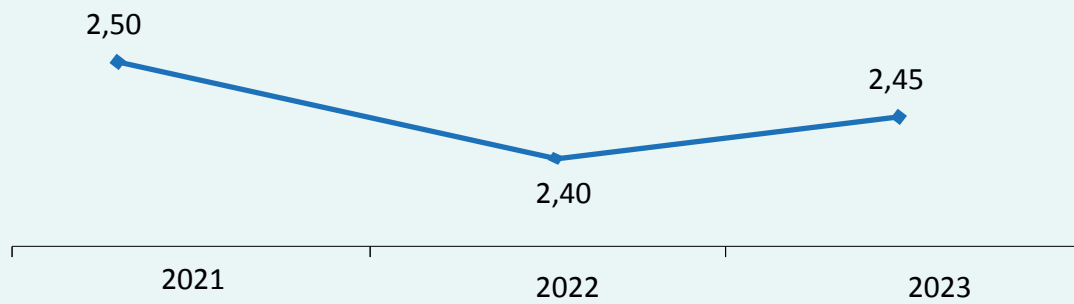
INVESTMENTS

in MTD



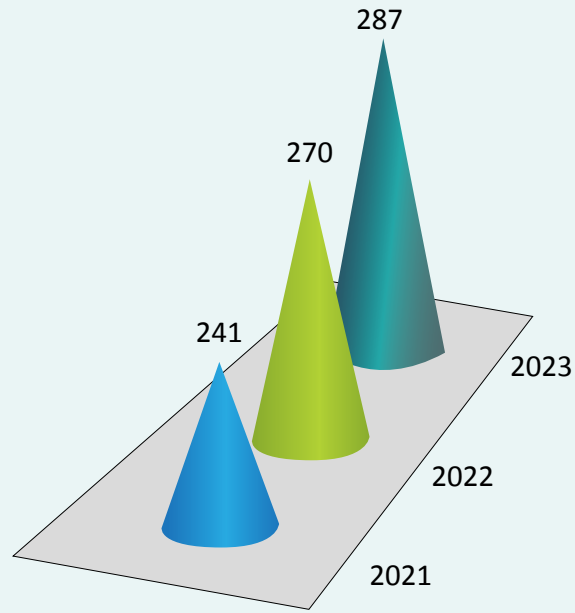
RATE OF PENETRATION

in %



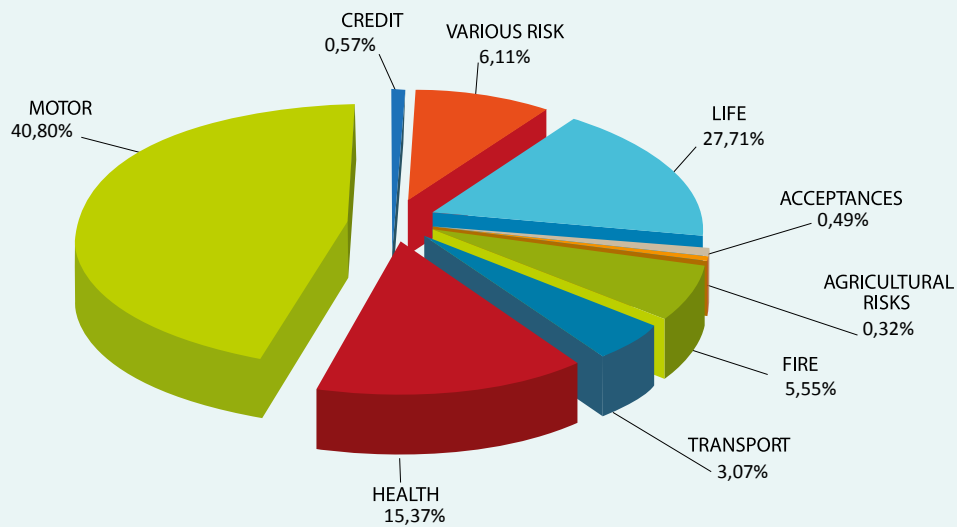
PREMIUMS PER CAPITA

in TD



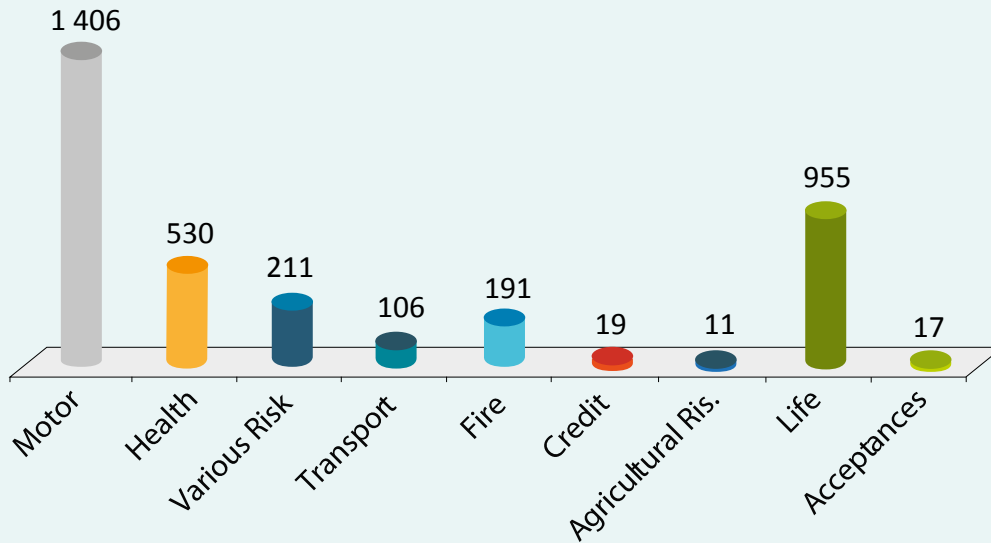
STRUCTURE OF THE PORTFOLIO OF THE MARKET BY BRANCH IN 2023

in %



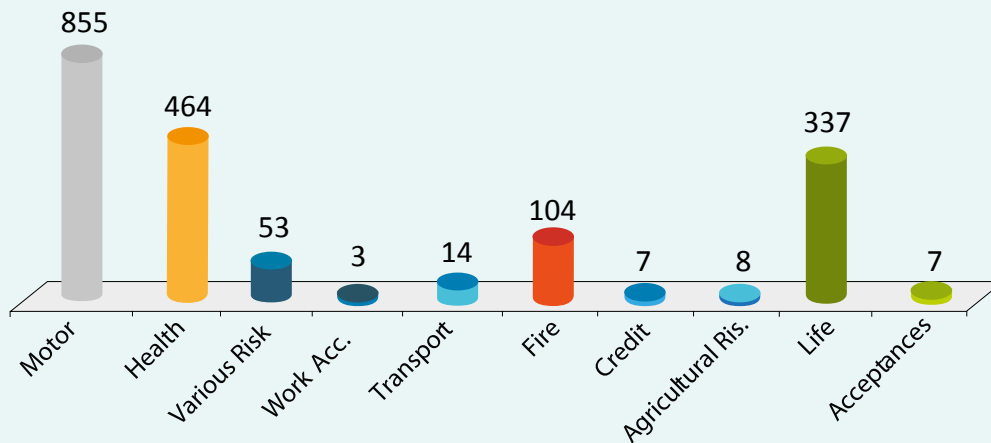
WRITTEN PREMIUMS BY BRANCH IN 2023

in MTD

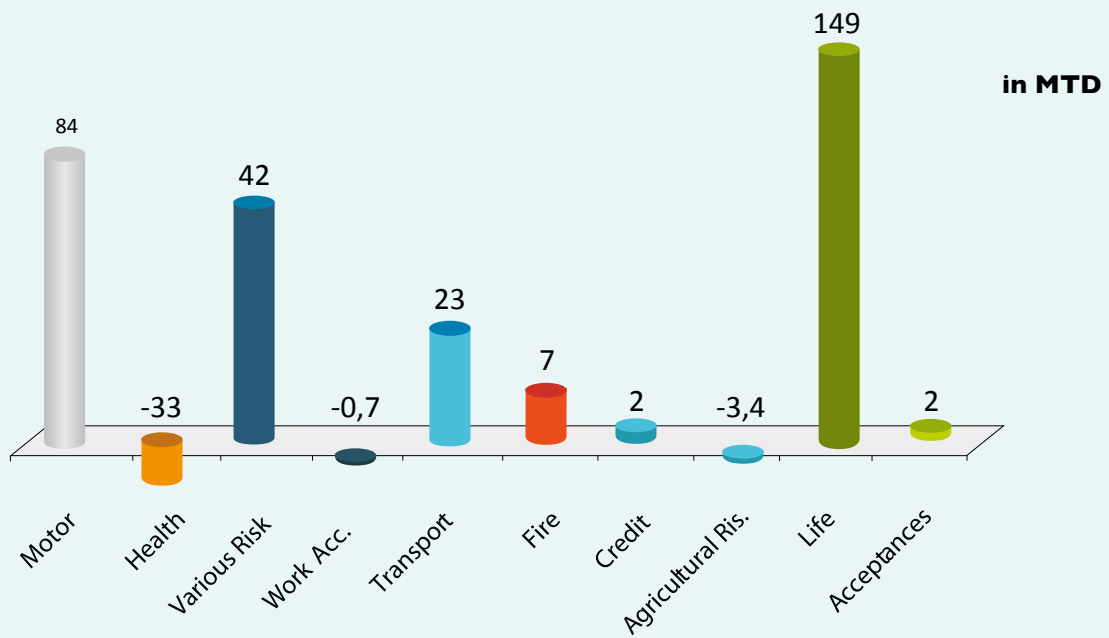


CLAIMS PAID BY BRANCH IN 2023

in MTD



TECHNICAL RESULTS BY BRANCH IN 2023





LISTE DES ENTREPRISES D'ASSURANCES ET DE RÉASSURANCES

LISTE DES ENTREPRISES D'ASSURANCES ET DE RÉASSURANCES



DG : **Mohamed Skander NAIJA**
Adresse : Cité Essanaouber - les Berges du Lac II 1053 Tunis
Téléphone : 70.026.001
Fax : 71.268.400
Site Web : www.assurancesami.com



ASSURANCES BIAT

DG : **Mehdi MASMOUDI**
Adresse : Immeuble Assurances BIAT les jardins du lac 1053 les berges du lac
Téléphone : 71.197.820
Fax : 71.197.810
Site Web : www.assurancesbiat.com.tn



DG : **Moez DIMASSI**
Adresse : 45, Av. Kheireddine Pacha 1080 Tunis
Téléphone : 71.792.211
Fax : 71.794.723
Site Web : www.astree.com.tn



DG : **Abdellatif CHAABANE**
Adresse : 13, Rue Borjine, Montplaisir 1073 Tunis
Téléphone : 70.015.151
Fax : 71.901.251
Site Web : www.elamanatakaful.com



تأمينات التكافلية
 Assurances **At-Takafulia**

DG : **Tarek THAMRI**
Adresse : 15, Rue El Kods - Le Belvédère.Tunis
Téléphone : 31.331.800
Fax : 71.843.384
Site Web : <http://www.attakafulia.tn>



التجاري تأمين
 Attijari Assurance

DG : **Mohamed Amel KAGHAT**
Adresse : Angle rue winnipeg et Anneey - Les berges du lac - Tunis
Téléphone : 70.643.400
Fax : 70.242.616
Site Web :



DG : Mehdi **DOGHRI**
Adresse : Immeuble CARTE, - Lot BC4 Centre Urbain Nord, 1082 Tunis
Téléphone : 71.184.000
Fax : 71.184.184
Site Web : www.carte.tn



DG : Anouar **BEN HADJ ABDELLATIF**
Adresse : Immeuble CARTE, Entrée B - Lot BC4 Centre Urbain Nord, 1082 Tunis
Téléphone : 71.184.160
Fax : 71.184.170
Site Web : www.carte.tn



DG : Lotfi **BEN HAJ KACEM**
Adresse : Immeuble COMAR, Av. Habib BOURGUIBA - 1001 Tunis
Téléphone : 71.333.400
Fax : 71.254.099
Site Web : www.comar.com.tn



COTUNACE

PDG : **Nebgha DRISS**
Adresse : 14 Rue Borjine 1073- Montplaisir - Tunis
Téléphone : 71.908.600
Fax : 71.909.439
Site Web : www.cotunace.com.tn



PDG : **Mohamed DKHILI**
Adresse : 94-92, Av. Hédi CHAKER 1002 Tunis
Téléphone : 71.843.900
Fax : 71.783.607
Site Web : www.gat.com.tn



PDG : **Mohamed DKHILI**
Adresse : 94-92, Av. Hédi CHAKER 1002 Tunis
Téléphone : 31 350 000
Fax : 71 783 607
Site Web : www.gat.com.tn



DG : Lamjed **BOUKHRIS**
Adresse : 6, Av. Habib THAMEUR 1069 Tunis
Téléphone : 71.340.933
Fax : 71.332.276
Site Web : www.ctamamga.com



DG : Lotfi **BEN HAJ KACEM**
Adresse : Immeuble COMAR, Av. Habib BOURGUIBA - 1001 Tunis
Téléphone : 71.333.400
Fax : 71.254.099
Site Web : www.hayett.com.tn



DG : Yazid **SELLAOUTI**
Adresse : Im. LLoyd, Av. Taher El Haddad, les Berges du lac- 1053 Tunis
Téléphone : 71.962.777
Fax : 71.962.440
Site Web : www.lloyd.com.tn



DG : Yazid SELLAOUTI
Adresse : Im. LLoyd, Av. Taher El Haddad, les Berges du lac- 1053 Tunis
Téléphone : 71.962.777
Fax : 71.962.440
Site Web : www.lloyd.com.tn



إنت لينا و أحنا ليك

DG : Lassaad ZARROUK
Adresse : Complexe el Mechtel Avenue Aouled Hafouz B.P. 1075 - 61 Tunis
Téléphone : 70.020.300
Fax : 71.845.440
Site Web : www.mae.tn



DG : Sebastien SANCHEZ
Adresse : 64, Rue de Palestine 1002 Tunis
Téléphone : 71.788.800
Fax : 71.788.334
Site Web : www.maghreb.com.tn



DG : **Sebastien SANCHEZ**
Adresse : 24, Rue du Royaume d'Arabie Saoudite - 1002 Tunis
Téléphone : 71.840.488
Fax : 71.843.993
Site Web : www.maghreb.com.tn



DG : **Dalila BADR**
Adresse : BH Assurances - Centre Urbain Nord 1003 Tunis, Tunisie
Téléphone : 71.948.700
Fax : 71.948.364
Site Web : www.salim-ins.com



DG : **Hassene FEKI**
Adresse : 9, rue de Palestine, cité des affaires, Kheireddine 2060 La Goulette
Téléphone : 70 255 000
Fax : 70 255 000
Site Web : www.star.com.tn



DG : Lamia BEN MAHMOUD
Adresse : Avenue du Japon - Montplaisir - 1073 TUNIS
Téléphone : 71.904.911
Fax : 71.904.930
Site Web : www.tunisre.com.tn



DG : Makrem BEN SASSI
Adresse : Immeuble Zitouna TAKAFUL Bloc A-Avenue de la Bourse 1053 Lac II
Téléphone : 71.198.080
Fax : 71.198.053
Site Web : www.zitounatakaful.com.tn



GROUPE SOCIÉTÉ GÉNÉRALE

DG : Mondher KHABCHECHE
Adresse : Rue du Lac Turkana les berges du lac 1053 Tunis, Tunisie
Téléphone : 81 102 525
Fax : 70.221.710
Site Web : www.uib.com.tn



DG : Hatem AMIRA
Adresse : 9 bis, Rue de la Nouvelle Delhi 1002- Tunis-Belvédère
Téléphone : 70.148.820
Fax : 70.148.839
Site Web : www.ftusanet.org

Rapport Annuel 2023



الجامعة التونسية لشركات التأمين : 9 مكرر نهج دلهي الجديدة 1002 تونس البليدار
الهاتف : 70 148 820 الفاكس : 70 148 839
9 Bis Rue de la Nouvelle Delhi - 1002 Tunis-Belvédère
Tél : 70 148 820 - Fax: 70 148 839 - Email : contact@ftusa.tn
Site web : www.ftusanet.org